

Politis

n° 1382-83-84 > du 17 décembre 2015 au 6 janvier 2016

Politis

CLIMAT

La société civile
en état d'urgence

CONTRE LES IDÉES QUI ENFERMENT
La France qu'on aime

RÉGIONALES La gauche au pied du mur



IDÉES Crise sociale : l'analyse d'un ouvrier de Peugeot

sommaire



JEAN-SEBASTIEN EYRARD/AFP

18

La semaine

6 RÉGIONALES La gauche au pied du mur >>> Agir sans élus >>> FN : une dynamique indiscutable

10 COP 21 La société civile en état d'urgence >>> Aux sources d'une triple impuissance, par Gérard Duménil

14 ESPAGNE Podemos à l'épreuve des urnes

16 ROYAUME-UNI L'Ukip laboure les terres travaillistes

17 SYRIE La quadrature du cercle

Dossier Société

La France qu'on aime

18 à 39 « Retrouver une poétique du vivre-ensemble », entretien avec Patrick Chamoiseau >>> RESF, un tissu très résistant >>> Solidarité à Vaulx-en-Velin >>> « La Révolution, un héritage pour inventer un autre monde », entretien avec Sophie Wahnich >>> Tribune de Joan W. Scott >>> Le charme fou de Folimage

Culture

40 CINÉMA *Au-delà des montagnes*, de Jia Zhangke >>> *Le Dernier Jour d'Yitzhak Rabin*, d'Amos Gitai

41 À FLUX DÉTENDU

42 MUSIQUE *Kind of Red*, Das Kapital

43 THÉÂTRE *Le Méridien*, par Nicolas Bouchaud

44 LITTÉRATURE *Chien blanc*, de Romain Gary

45 SPECTACLE *There Is No Alternative*, par la compagnie Troisième Génération

Idées

46 ENTRETIEN « Les valeurs ouvrières ne sont plus transmises », avec Christian Corouge, ouvrier retraité de Peugeot

Médias

48 La parité femme/homme à l'écran

49 DE BONNE HUMEUR

50 **Courrier**

Le prochain numéro de *Politis* paraîtra le 7 janvier 2016

Couverture : Patrick Piro. Manifestation des « lignes rouges » à Paris, le 12 décembre.

Sur **Politis.fr**



CITIZENSHIP/NACHO GOYTRE/AFP

Espagne

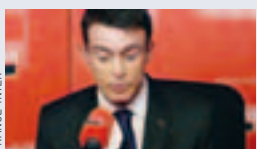
Entretien vidéo avec Héroïse Nez, auteure de *Podemos. De l'indignation aux élections* (éd. Les petits matins).



HUGUEN/AFP

Social

Pas de « coup de pouce » pour le Smic.



FRANCE INTER

Politique

Le mauvais quart d'heure de Manuel Valls sur France Inter.

Recevez gratuitement la newsletter de **Politis.fr**

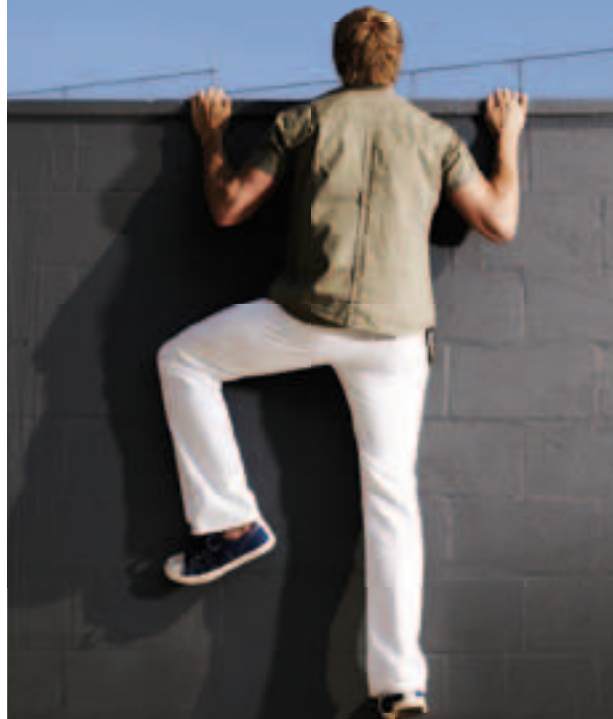
Rendez-vous sur www.politis.fr et cliquez sur newsletter.



Retrouvez **Politis**

chaque jeudi à 10 h 05 sur Radio Orient (en multidiffusion) et sur Internet.

Portez un autre regard sur le monde



Conception et réalisation : © Econova - photo : © Getty images - Sergei Iozak

ALTER MONDES

— NOUS LIRE, C'EST DÉJÀ AGIR

DISPONIBLE SUR WWW.ALTERMONDES.ORG

À quoi sert le diable

Non, tous les chats ne sont pas gris ! Non, tout le monde n'a pas un peu perdu ou un peu gagné, comme nous le suggéraient au lendemain du scrutin la plupart des commentaires. Au contraire, les élections régionales ont livré un verdict aussi clair que cruel. Si on veut bien un instant regarder ce que les politologues appellent les mouvements d'opinion, ces déplacements qui travaillent en profondeur notre société, le doute n'est pas permis. Avec près de sept millions de voix, le parti d'extrême droite a battu un record historique. Et la gauche, toute la gauche, écologistes compris, est passée en cinq ans de 54 % à 32 % des suffrages exprimés. Voilà les chiffres sur lesquels il convient de s'interroger.

Est-ce un échec ? C'est pire que cela. C'est le résultat d'un choix. Nous sommes en phase de liquidation. C'est un travail méthodique qui commence par un déni de réalité. Si l'on veut bien entendre le discours de Manuel Valls au soir du 13 décembre, qu'en retient-on ? Que sa « stratégie » a été victorieuse parce qu'elle a abouti à la défaite de la famille Le Pen dans le Nord et en Provence-Côte d'Azur. C'est en effet la vérité de l'entre-deux-tours. Mais quelle est la vérité de dix-huit mois à la tête du gouvernement ? Et la vérité de trois années et demie d'un Président élu par la gauche ? La disparition totale de cette gauche dans deux régions qu'elle détenait depuis dix-sept ans et chargées l'une et l'autre d'une riche histoire sociale, et même « socialiste ». Triste symbole.

Le diable frontiste, qu'il fallait à toute force repousser, aura donc servi à gommer toute différenciation politique et sociale, et à fondre la gauche et la droite dans un chaudron que le Premier ministre nomme improprement « République ». Un mot psalmodié comme

Le FN, qu'il fallait à toute force repousser, aura donc servi à fondre la gauche et la droite dans un chaudron nommé improprement « République ».

un mantra. C'est un peu comme le « poumon » de Toinette dans *le Malade imaginaire* : quoi que vous disiez, et quelque problème que rencontre notre pays, le Premier ministre répond : « La République ». À vous faire prendre en grippe cette grande idée, révolutionnaire et sociale ! Mais, au fond, Manuel Valls ne fait que mener à son terme une opération que d'autres ont entreprise bien avant lui. Il veut apposer une autre étiquette sur une marchandise qui ne peut plus se prétendre socialiste. Il met en lumière le vrai problème démocratique. La politique, quelles que soient les ruses du langage, reste affaire de représentation sociale. Si toute la classe politique, de droite ou de

gauche, représente peu ou prou les mêmes intérêts, s'ils aiment tous, non pas « l'entreprise », mais le Medef, s'ils préfèrent la finance aux salariés ou aux chômeurs, cela fait dans notre société beaucoup d'orphelins de toute représentation sociale.

Pour justifier son projet de fusion avec une partie de la droite, il paraît que Manuel Valls a regardé le score du Front de gauche, dont la faillite électorale démontrerait que la France n'est pas en demande de « plus de gauche ». C'est regarder le doigt quand le doigt montre la lune, comme dirait Confucius. Si la France ne demande pas « plus de gauche », elle demande

« plus de justice sociale ». Ce qui devrait être la même chose. Sinon, quel autre sens donner au vote FN dans le milieu ouvrier ?

Il faut lire à ce sujet l'entretien passionnant que les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont eu avec Christian Corouge, un ancien ouvrier de Peugeot (voir p. 46). Il décrit mieux que tout discours l'abandon des quartiers, la disparition des services publics, et les conséquences humaines des destructions d'emplois. Ce que nous avons l'habitude de



SOPHIE STEINBERGER

ramasser sous un même vocable, trop abstrait sans doute : le « libéralisme ». Le mouvement syndical n'est pas non plus épargné. Et que dire de cet élu socialiste, parti à Paris pour y être ministre, puis à Bruxelles pour devenir le commissaire en charge de l'orthodoxie libérale, et mener une carrière autrement rentable ? Car c'est une longue histoire que celui de cet abandon.

Est-ce que cela va changer ? Non, évidemment. Le gouvernement est déjà en quête de nouveaux expédients qui ne font même plus illusion. Le couple Valls-Macron va donc poursuivre son ouvrage. L'un en tentant d'officialiser la mort de la gauche, l'autre en menant à bien des réformes qui ont pour objectif de faire baisser les chiffres du chômage en précarisant un peu plus notre société. Ce n'est pas ça qui va redonner espoir aux millions de laissés-pour-compte. Mais alors, qui le peut sans faire basculer une majorité de nos concitoyens dans l'amertume et la haine de l'autre ? On pense évidemment à la gauche de la gauche et aux écologistes. Ici, la problématique est différente. Les intentions sont sans aucun doute vertueuses, mais ça ne suffit pas. Les cartels d'organisations ont montré leurs limites. Rien ne se fera sans une refondation culturelle, sans l'affirmation des valeurs de gauche. Rien sans un discours ferme et résolu sur un autre partage des richesses. Au minimum pour cela, il faut que ceux qui sont en position de donner l'impulsion acceptent la confrontation. Sectarisme, égotisme et esprit de boutique interdits. ◊

Retrouvez l'édition en vidéo sur Politis.fr

À nos lecteurs :

Comme chaque année à cette époque, nous prenons quelque repos. Retour dans les kiosques le 7 janvier. Il y aura tout de même un édito le 21 décembre sur Politis.fr. En attendant, nous vous offrons ce numéro très riche (il faut bien que nous soyons riches de quelque chose...). Avec une mention particulière pour ce bel entretien avec Patrick Chamoiseau.

AH MERDE
MAINTENANT
ON A LA TÊTE
À L'ENVERS.

AAAAAAAAAAH DES ZOMBIES.

MAIS
NON
...

C'ÉTAIT
ZEMMOUR
ET ONFRAY QUI
S'AGITENT

ET LÀ-BAS
ON DIRAIT
EMMANUEL
TOOD PRIS DE
"DANSE DE
SAINT-GUY"

Tiens
il y a
beaucoup
moins de
bougies

C'EST SÛR
QUE ÇA
MANQUE DE
CLARTÉ...

ET ÇA
REPART
...

J'AIME PAS TROP LA
SENSATION DE VIDE
QUAND ÇA DESCEND
...

JE SUIS
CHARLIE

C'EST BIZARRE, J'AI L'IMPRESSION
QU'IL N'Y A PAS QUE DES AMIS DE
LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DANS
LA MANIF...
AH OUAIS
GRAVE!

...ÇA ME
RETOURNE
LES TRIPES

AU! LE TUNNEL,
PASSAGE OBLIGÉ.

ET LÀ,
REGARDE!
C'EST BEAU
TOUS CES
GENS QUI
MANIFESTENT.

ON DIRAIT
QU'IL FAIT
DE PLUS EN
PLUS CHAUD
NON?

C'ÉTAIT
QUOI CETTE
HORREUR?!

OH, REGARDE!
DES GENS ONT
MIS DES BOUGIES
UN PEU PARTOUT.

JE SUIS CHARLIE

AURE

■ **POLITIQUE** Loin de marquer un rééquilibrage, le second tour des élections régionales consacre une nouvelle victoire de la droite, qui accroît son emprise sur le pays, et menace la gauche de disparition.

La gauche au pied du mur



Les défaites se paient cash et sur la durée. Sitôt les bureaux de vote refermés, les réactions et les commentaires politiques des élections régionales ont vite oublié l'objet du scrutin pour se focaliser sur... le coup d'après. Soulagés par le sursaut de participation électorale et l'échec du Front national à gagner des présidences de région, les commentateurs n'ont pas plus évoqué qu'ils ne l'avaient fait durant la cam-

Les larmes d'une militante socialiste au soir du premier tour, à Lille, dans la région Nord-Pas-de-Calais/Picardie.

HUGUEN/AFP

pagne les conséquences concrètes de ce scrutin pour les cinq ans à venir. Car les nouvelles assemblées élues ce 13 décembre vont se trouver à la tête de pouvoirs accrus, avec des budgets augmentés. Et cela dès le 1^{er} janvier.

C'est à cette date que le gouvernement a prévu de rendre effective la réforme des territoires, voulue par François Hollande, dont deux volets touchent directement les régions : la loi relative à leur délimitation et surtout son corollaire,

et celle portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), qui leur confie une compétence exclusive en matière économique (aides directes aux entreprises, formation professionnelle...) ainsi que l'aménagement durable du territoire. Sans oublier le pilotage des transports collectifs routiers, y compris scolaires, et ferroviaires, en dehors des agglomérations, la gestion des ports et des aéroports. Ce ne sont pas les seuls domaines dans

lesquels les régions interviennent (construction, entretien et fonctionnement des lycées, culture...). Elles disposent pour cela de budgets importants (30,2 milliards en 2015, que l'État a prévu d'abonder de 3,9 milliards par an à compter de 2017) et, depuis 2014, de l'autorité de gestion des fonds européens.

Les résultats des élections des 6 et 13 décembre vont donc d'abord impacter la vie quotidienne et économique de la population, et

jusqu'en mars 2021, avant d'avoir des conséquences sur les formations politiques. À cette aune, la droite est la grande gagnante du scrutin : elle se retrouve à la tête des régions les plus peuplées, totalisant 43 millions d'habitants contre 20 millions pour celles qui restent à direction PS, et les plus riches ; le total des PIB régionaux des territoires passés à droite est presque trois fois supérieur à celui des régions PS (1 235 milliards d'euros d'un côté, 456 de l'autre). Pourtant, c'est une autre lecture du scrutin que l'on voudrait nous imposer.

Cinq à sept ! Le résultat des élections régionales, exprimé ainsi en nombre de régions gagnées par l'un et l'autre camp sur toutes les antennes, est trompeur. Il n'y aurait pas de véritable vainqueur, et donc pas de véritable perdant, mais un « ré-équilibrage ». Cette lecture, qui tend à faire croire que tout peut continuer comme avant, est

invalidée par les données brutes de l'élection. Le « bloc de gauche » est passé en cinq ans de 54 % à 32,1 %. Il avait 1 120 élus métropolitains et n'en a plus que 545, soit la moitié de son contingent de 2010, et pour la première fois, plus de représentation en Paca et dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie. Le « bloc de droite » tire profit du désistement en sa faveur du PS dans ces deux régions, ainsi qu'en Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine, où Jean-Pierre Masseret s'est néanmoins maintenu (15,5 %, 19 élus) : il totalise 40,2 % contre 35,4 % en 2010, et passe de 511 à 780 élus. La plus forte progression revient toutefois au Front national qui, avec 27,1 % contre 9,2 % au second tour de 2010, augmente fortement son nombre d'élus (358 contre 108), avec une présence dans tous les conseils régionaux.

Face à cette « tripartition » du pays, et alors que Les Républicains, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy qui a symboliquement éjecté Nathalie Kosciusko-Morizet de la direction de LR et promu à sa place Laurent Wauquiez, semblent opter pour une radicalisation à droite, le PS ne cache plus son intention de constituer un bloc central. C'est le sens de L'Alliance populaire, dont le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a annoncé le lancement mi-février.

Ce « nouveau mouvement », qui vise au « dépassement du PS », ne sera « pas un nouveau parti » mais une « fédération de partis, de mouvements associatifs », associant largement les citoyens autour d'un texte fondateur. Mais ce Meccano constitué d'« un accord de rassemblement le plus large possible » dans la perspective de la présidentielle, où il s'agit d'assurer la qualification du candidat du PS au second tour, ne portera aucun changement de cap. Le patron du PS, qui avait demandé dimanche soir une « inflexion » de la politique gouvernementale, a précisé le lendemain qu'il appelait à « concentrer [les] efforts sur le précarité » pour assécher « l'abstention et par ailleurs le vote FN ». « Il ne s'agit pas de

changer de politique économique », a-t-il clarifié, tout virage à gauche étant exclu par Manuel Valls. Pour le Premier ministre, « municipales, départementales et mainte-

nant régionales montrent qu'il n'y a pas d'appétence pour davantage "d'aile gauche" », indique-t-on dans son entourage. **Ce projet de dépassement**, qui n'est pas sans rappeler le processus qui avait conduit en Italie à la disparition de la gauche et à la création du Parti démocrate, met la gauche au pied du mur. Or, le Front de gauche, qui s'était constitué pour empêcher cette évolution de la social-démocratie, sort en lambeaux des élections régionales. Il ne compte plus que 39 conseillers régionaux dans quatre régions seulement, si l'on exclut de ce décompte deux communistes présents dès le premier tour sur la liste socialiste de Jean-Yves Le Drian. Au lendemain du scrutin, toutes ses composantes admettaient la décomposition de leur alliance, mais l'accord est loin de se faire sur les moyens de relancer une gauche digne de ce nom. Quant aux écologistes d'Europe Écologie-Les Verts, avec lesquels certains envisageaient de s'allier, ils ne sont guère plus vaillants : leurs 265 élus de 2010 ne sont plus que 62, dans sept régions. Et c'est désormais à François Hollande que Cécile Duflot, approuvée par Emmanuelle Cosse, « tend la main » pour bâtir une « coalition de transformation ». Comme en 2012. Une perspective régressive.

► Michel Soudais



En PACA, le socialiste Christophe Castaner a retiré sa candidature à l'issue du premier tour.

LANGLOIS/AFF

Agir sans élus

Dans le Nord et en Paca, le PS et la gauche, privés de conseillers régionaux, vont devoir trouver comment exister sur les dossiers locaux.

L'heure est aux cartons dans les couloirs des conseils régionaux de Marseille, de Lille et d'Amiens. Le séisme politique provoqué par les scores historiques du Front national au premier tour des régionales a secoué la France du nord au sud. Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, en plein accord avec l'Élysée et Matignon, a rapidement annoncé le retrait des listes socialistes en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Nord-Pas-de-Calais/Picardie. Même sentence pour la région Grand Est, mais le candidat socialiste Jean-Pierre Masseret n'a pas suivi les consignes de Solférimo.

Dans une lettre adressée aux adhérents de ces régions meurtries, le 10 décembre, Jean-Christophe Cambadélis les remerciait de leur « sens du devoir » et de leur « sacrifice ». Mais après une telle gueule de bois, qui ne se guérit pas à coup de placebo, la seule question est : « Et maintenant, que va-t-il se faire ? »

La tactique du PS a porté ses fruits puisque la digue contenant la vague Bleu Marine a tenu bon. Mais, dans les faits, le constat est douloureux : la gauche sera absente des décisions régionales pendant six ans. Plus long qu'un mandat présidentiel. « Le paysage politique a complètement explosé. C'est un immense chantier qui

nous attend pour continuer à exister en région, commente Martine Filleul, secrétaire de la fédération PS du Nord. *Dans les semaines à venir, nous devons discuter, analyser, réfléchir ensemble pour savoir comment agir dans les prochaines années.* »

L'idée d'un cabinet fantôme à l'anglo-saxonne fait son chemin dans le Nord. Depuis 1986, hormis l'intermède Marie-Christine Blandin (Verts), la Région est présidée par les socialistes. Ils sont donc nombreux à connaître les dossiers et à avoir les clés pour garder un œil sur les futures actions de Xavier Bertrand, vainqueur avec 57,8 % des voix face à Marine Le Pen.

« Décider de se retirer des élections, c'est aussi accepter de perdre le contact direct avec la Région, reconnaît Laurent Matejko, conseiller régional sortant du Parti de gauche et candidat sur la liste Rassemblement NPDCP. On aura encore de la visibilité sur certaines politiques publiques comme les transports, car les syndicats et les associations d'usagers communiqueront beaucoup. En revanche, il sera sûrement plus difficile de connaître l'état des décisions concernant les associations ou la culture, car, si le nouveau conseil régional coupe certaines subventions, cela se saura au compte-gouttes et nous ne pourrions rien anticiper. »

À l'annonce des résultats, Xavier Bertrand a remercié les électeurs de gauche « *qui ont voté pour faire rempart* ». Tout comme Christian Estrosi, gagnant en Paca face à Marion Maréchal-Le Pen avec 54,8 % des voix. Il s'est engagé à mettre en place un conseil territorial annuel dirigé par des anciens présidents de la Région, dont le socialiste, Michel Vauzelle, à sa tête pendant dix-huit ans.

Jean-Marc Coppola, n° 2 sur la liste Europe Écologie-Les Verts/Front de gauche, préfère prendre les devants en proposant un « *conseil régional coopératif* » : « *S'il tient sa promesse et que ça me laisse une tribune, j'irai, mais je ne me fais aucune illusion. Je veux un espace libre, ouvert à tous pour critiquer, proposer et reconstruire un vrai projet de gauche. Les socialistes ont choisi de capituler, pas moi.* »

Ce lieu de contre-pouvoir citoyen, véritable vigie, ressemble au Forum républicain créé à Fréjus après l'élection municipale remportée par le frontiste David Rachline. Elsa Di Meo (PS) s'était résignée à se retirer au second tour des municipales pour contrer le FN, mais sans abandonner le travail sur le terrain. « *Nous assistons aux conseils municipaux, nous étudions tous les rapports, nous commentons les décisions via les réseaux sociaux et des tracts distribués à la population* », décrit-elle. Cependant, veille permanente et action de terrain risquent de s'avérer plus difficiles à mettre en œuvre au niveau d'une région que dans une commune.

Pour le moment, aucune ligne de conduite n'a été communiquée par le PS. Mais, au-delà du suivi des projets locaux, c'est une « *reconquête* » des électeurs qu'il faut mener, car la présidentielle de 2017 hante déjà les esprits. Les élus de Briançon n'ont pas digéré le retrait orchestré par leur direction nationale et ont décidé de rendre leur carte du PS.

« *C'est une action symbolique pour marquer notre ras-le-bol, clame Vincent Faubert, secrétaire de section du Pays briannonnais. Pour Solférino, nous sommes juste bons à distribuer des tracts ! Mais nous continuerons notre travail de terrain et, depuis que nous sommes sans étiquette politique, nous avons beaucoup plus de soutien !* »

»Vanina Delmas

Front national : une dynamique indiscutable

Contrairement à ce qu'avancent certaines analyses rassurantes sur le Net, le niveau de l'abstention n'a pas beaucoup d'impact sur celui du vote FN.



Une partie des électeurs ayant voté pour l'extrême droite n'avait pas voté Marine Le Pen auparavant.

AFANASYEVA/RIA NOVOSTI/AFP

Le second tour des régionales devrait cette fois doucher ceux qui, dans l'entre-deux tours, relativisaient encore la poussée du Front national. Un visuel mis en ligne sur Facebook le 8 décembre et partagé plus de mille deux cents fois mettait ainsi en rapport le nombre de voix obtenues par les listes FN le 6 décembre (6 018 775, soit 13,29 % des inscrits) et celles qui s'étaient portées sur Marine Le Pen à la présidentielle (6 421 426, soit 13,94 % des inscrits) pour en tirer cette conclusion : « *86 % des Français refusent toujours de mettre un bulletin FN dans l'urne [...]. Arrêtons la psychose. Le FN ne monte pas.* »

Rassurante, cette « *vérité sur les chiffres* », qui prétendait que « *ce sont les Républicains et les démocrates qui s'abstiennent* », reposait toutefois sur un « *raisonnement fallacieux* », nous expliquait le politiste Joël Gombin avant le second tour. D'abord parce qu'il « *com- pare des élections qui ne sont pas*

comparables, avec des niveaux d'abstention radicalement différents ». Et surtout parce qu'il « *considère que les 6 millions de voix obtenues le 6 décembre sont un sous-ensemble des 6,4 millions de voix de Marine Le Pen à la présidentielle* ». Or, pour ce spécialiste du vote FN, universitaire doctorant à l'université de Picardie Jules-Verne d'Amiens, « *une partie de ces 6 millions sont des gens qui n'avaient pas voté pour elle auparavant* ».

Le FN gagne des voix dans presque toutes les régions.

Un simple examen des résultats permettrait de s'en rendre compte.

Dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie, la présidente du FN a rassemblé 909 035 voix le 6 décembre, contre 783 156 au premier tour de la présidentielle ! Idem en Paca, où 719 746 voix se sont portées sur Marion Maréchal-Le Pen au premier tour contre 650 336 sur sa tante en 2012. Mais également en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées, où Louis Aliot a recueilli 653 573 suffrages quand sa compagne en avait eu 644 965.

Le second tour n'a pas démenti cette vision mouvante, et en l'occurrence dynamique, du vote FN. Avec 6 820 147 voix, l'extrême droite fait mieux qu'à la présidentielle, malgré une participation électorale nettement moindre, et rejoint un niveau jamais atteint, avec 15,23 % des inscrits. D'un tour à l'autre, alors que la participation a fortement augmenté, le FN gagne des voix dans toutes les régions, hormis l'Île-de-France et la Corse : 106 614 voix supplémentaires dans le Nord, 148 907 dans le Grand-Est, 166 401 en Paca, 172 450 en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées...

« **En nombre de voix, le FN progresse donc bien**, souligne Joël Gombin, auteur d'un chapitre sur les géographies électorales du FN depuis 1992 dans l'ouvrage collectif *les Faux-Semblants du Front national* (Presses de Science Po), publié début octobre sous la direction de Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer. *Toute la question est de savoir ce qui va se passer quand on reviendra à une participation électorale de 75 ou 80 %.* » Le chercheur formule deux hypothèses : « *Soit, par miracle, tous ces abstentionnistes ne sont pas frontistes, soit ils votent comme les autres, et dans ce cas nous aurons de sacrées surprises.* »

Même en l'absence de véritables études sur les abstentionnistes, par nature difficiles à cerner, le chercheur ne voit « *pas de raison de penser que ceux qui s'abstiennent ont un comportement différent de ceux qui votent* ». Avant les européennes de mai 2014, l'Ifop avait demandé à un échantillon de 1 638 personnes ayant indiqué avoir l'intention de s'abstenir ce qu'elles voteraient si le vote était obligatoire. Les résultats obtenus étaient très proches du résultat du scrutin.

»M. S.

CAMPAGNE D'APPEL À DON

Stop ou encore ?

236 255,80 euros, c'est le montant de vos dons après deux mois de campagne de soutien. Merci aux 2 035 donateurs, aux 225 nouveaux abonnés, à ceux qui ont renouvelé leur abonnement, acheté *Politis* en kiosque ou souhaitent s'investir durablement dans son développement. Il nous reste cinq semaines de campagne pour atteindre notre objectif de 300 000 euros. Merci pour vos chaleureux témoignages, tous disent en chœur une chose: *Politis*, encore ! Nous comptons sur vous dans cette dernière ligne droite et vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année.

« Pour que prospère l'esprit d'alternative »

Clémentine Autain Porte-parole d'Ensemble !



Politis est notre journal. Il appartient à ses lecteurs, à ses lectrices. Il irrigue la gauche critique en quête de transformations sociales et écologistes. *Politis* doit vivre parce que notre société a besoin de médias indépendants du pouvoir politique et financier. *Politis* doit vivre pour que prospère l'esprit d'alternative. Nous changeons d'époque : le champ social, politique, intellectuel doit affronter ces temps difficiles en travaillant à la refondation d'une perspective émancipatrice. Comment le faire sans outils pour penser, sans travail journalistique pour comprendre le monde ? *Politis* doit vivre parce que nous avons besoin de lucioles. Aidons-les à scintiller.

Un film pour Politis

C'est un format court (1 mn 40) mais il donne une bonne idée du regard que porte *Politis*, en toute indépendance. Il y est question du « monde qui ne tourne pas toujours très rond », de la Grèce, des colonialismes, du réchauffement climatique, mais aussi et surtout des voies alternatives à imaginer. C'est un film dynamique, élaboré par de jeunes professionnels : Matteo Severi l'a réalisé, avec des images de Cosmografik et une musique de Cosimo Severi, mixée par Quentin Marbois. Deux grands

comédiens, qui sont aussi des citoyens vigilants, Ariane Ascaride et Jean-Pierre Darroussin, nous ont fait le plaisir et l'amitié d'y participer en y prêtant leur voix. Enfin, en signe de soutien à notre hebdomadaire, Robert Guédiguian et sa maison de production Agat films ont pris en charge le coût financier. Qu'ils soient tous ici vivement remerciés. À vous maintenant de le diffuser le plus largement possible ! <>

Retrouvez la vidéo sur Politis.fr



Politis,

stop ou encore ?

Pour défendre et garantir notre indépendance, soutenez Politis !

Grâce à l'association PRESSE ET PLURALISME vous pouvez faire un don à Politis et le déduire de votre impôt sur le revenu à hauteur de **66%** DANS LA LIMITE DE 20% DE VOTRE REVENU IMPOSABLE.

EX. POUR UN DON DE 100 EUROS, VOUS DÉDUIREZ DE VOS IMPÔTS 66 EUROS ET NE PAIEREZ DONC QUE 34 EUROS.

Je fais un don de _____ €

au profit exclusif de Politis.

Je libelle mon chèque à l'ordre de :

Presse et pluralisme / Opération Politis

JE PRÉCISE MES COORDONNÉES afin que PRESSE ET PLURALISME puisse émettre un reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôts l'année suivant mon versement. Paiement sécurisé également possible en ligne sur www.politis.fr cliquez sur « Pour soutenir Politis »

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél. :

Courriel :

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi du 6 janvier 1978, dite loi informatique et liberté. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès, de regard et de rectification sur toutes les informations vous concernant contenues dans nos fichiers.

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, sous enveloppe affranchie exclusivement à :
Presse et pluralisme. TSA 32649 - 91764 Palaiseau Cedex

GUYANE

Vague de suicides chez les jeunes Amérindiens

Drame silencieux. La Guyane est le théâtre d'une épidémie de suicides chez les jeunes Amérindiens. Le taux de suicides dans cette population de près de 10 000 personnes serait 8 à 10 fois supérieur à celui de la population intérieure. Un « plan suicide » a été mis en place en 2011, mais le phénomène s'amplifie. Une mission dépêchée en mai a remis 16 propositions à Manuel Valls le 15 décembre. De ce rapport piloté par la sénatrice Aline Archimbaud et la députée Marie-Anne Chapdelaine ressort l'immense relégation dont sont victimes les six peuples autochtones qui vivent en Guyane, certains depuis le III^e siècle. Les jeunes Amérindiens souffrent, encore plus violemment que les autres de cette génération, d'isolement, de désœuvrement et d'abandon.

EMPLOI

Territoires zéro chômeur longue durée

Éradiquer le chômage longue durée, c'est l'enjeu de la loi votée à l'unanimité le 9 décembre à l'Assemblée. Cette proposition socialiste, fondée sur un projet de l'association ATD Quart Monde, lance l'expérimentation dans dix territoires d'une nouvelle forme de création d'emploi. Le système permettrait d'ouvrir pour des chômeurs longue durée (plus d'un an) des postes en CDI payés au Smic dans des structures d'économie sociale et solidaire, via la réaffectation des dépenses liées à leur chômage. Dans chaque territoire, un comité de pilotage sera chargé d'assurer la bonne marche de l'expérimentation. La loi devrait être définitivement adoptée au printemps 2016, et mise en œuvre à l'automne.

PSA condamné pour licenciements illégaux

Le conseil des prud'hommes de Bobigny a donné raison, le 14 décembre, à 101 des 161 ex-salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois qui contestaient le motif économique de leur licenciement en mai 2013. Pour la justice, leurs licenciements « économiques » sont « sans cause réelle ». Le groupe PSA a été condamné à verser à ces salariés une nouvelle indemnité de licenciement. Pour leur avocat, la victoire est symbolique, mais « la bataille ne fait que commencer. » La fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois avait provoqué la suppression de 11 000 postes entre 2011 et 2013.

L'accord de Paris n'est « historique » qu'au sens diplomatique : c'est la première fois qu'un texte est signé par 195 pays.

GUILLOT/AFP



Le texte adopté au Bourget est peu contraignant, et escamote les garde-fous pour les populations du Sud. Décryptage.

Un accord pour la petite histoire

Historique. Mais pas au-delà du sens propre du terme : l'accord climatique dit « de Paris », loué avec emphase par les officiels et les négociateurs épuisés, larme à l'œil, est avant tout novateur parce que c'est la première fois qu'un texte de cette nature est signé par 195 pays, la quasi-totalité des nations de la planète. C'est un pas, mais un petit pas seulement. Il était indispensable, mais le sentiment donné par les déclarations, samedi soir, qu'il s'agit du pacte tant attendu « pour sauver la planète », est éminemment trompeur. Dossier archivé, donc ? Après avoir mobilisé les médias français pendant des semaines, il disparaissait des

gros titres le lendemain même, chassé par le résultat des élections régionales.

« Escroquerie »

Réaction immédiate et cinglante d'Attac. François Hollande et Laurent Fabius, président de la COP 21 se félicitaient-ils, victorieux, de cet accord « ambitieux, juste, et juridiquement contraignant » comme ils l'avaient souhaité ? « Une escroquerie intellectuelle », qualifie Maxime Combes, porte-parole sur les enjeux climatiques. « Une mascarade », pour la Confédération paysanne, qui ne contient « rien de bon pour les peuples ».

Certes, l'accord de Paris signe une petite prouesse diplomatique,

et entérine une réelle prise de conscience collective de la réalité du dérèglement. Cependant, il n'est absolument pas de nature à rassurer sur l'issue de la bataille climatique. En de nombreux points, il justifie même les commentaires alarmistes des ONG. Détail des principales décisions.

« Nettement en dessous de 2 °C », voire jusqu'à 1,5 °C : c'est à ce niveau que l'accord affirme vouloir contenir l'élévation de la température moyenne de la planète. En apparence, il s'agit d'un durcissement de l'ambition affichée jusqu'alors. En réalité, une pure parade diplomatique. Pour consentir à signer, les petits pays insulaires exigeaient une référence à 1,5 °C, plafond propre à contenir la



(comme le stockage souterrain du CO₂), et au cours de la deuxième moitié du siècle (au lieu de 2050). Pour rallier l'Arabie saoudite et le Venezuela notamment, il n'y a pas la moindre référence à la sortie des énergies fossiles. Ni à une taxe carbone. Et la seule mention des énergies renouvelables se trouve dans le préambule de l'accord, à simple valeur déclarative. Au chapitre ambition, cet accord ressemble à un décor de western : derrière le panneau de façade du saloon, c'est le désert.

100 milliards de dollars

C'est le montant annuel, à partir de 2020, du fonds vert prévu pour aider les pays pauvres dans la lutte climatique. Un objectif calé... depuis 2009. Au Bourget, les avancées sont microscopiques sur ce chapitre crucial, qui conditionne pourtant l'adhésion du Sud. Si le texte signale qu'il s'agit d'un « plancher », à rehausser dès 2025

en fonction des besoins, cette mention figure hors accord (sinon le Congrès étatsunien, républicain, n'y aurait jamais donné son aval). Avancée renvoyée donc à des débats ultérieurs, de même que la décision concernant la fraction des sommes affectée à l'adaptation des pays pauvres au dérèglement. S'il est confirmé que ce sont les pays riches, responsables historiques du dérèglement, qui alimenteront le fonds, d'autres sont invités à le faire aussi. La question financière promet donc bien des atermoiements à venir.

Contrainte molle

Il n'existe aucun dispositif de contrôle ou de sanction permettant de s'assurer que les pays tiennent leurs engagements, charge qui leur incombe individuellement ! La valeur contraignante de l'accord

tient ainsi à la bonne foi des signataires ainsi qu'à l'image qu'ils donneraient d'eux s'ils y dérogeaient... L'entrée en vigueur, prévue pour 2020, suppose auparavant une ratification par au moins 55 pays totalisant au moins 55 % des émissions mondiales. Avec une clause similaire, le Protocole de Kyoto, adopté en 1997, n'était entré en vigueur que huit ans plus tard.

Injustice climatique

Les négociations climatiques ont prévu de traiter des « pertes et préjudices » induits par le dérèglement : ce mécanisme est réduit au minimum. Surtout, il n'est plus question de « responsabilité » ni de « compensation » de la part des pays riches, qui n'auront pas à indemniser les autres pour les dégâts historiquement causés par leurs émissions.

Au chapitre des ambitions, l'accord ressemble à un décor de western.

La référence au respect et à la protection des droits humains et des populations indigènes a également été évacuée de l'accord,

rétrogradée dans les colonnes du préambule. C'est la porte ouverte à des mécanismes de stockage du CO₂ utilisant les forêts ou les sols tropicaux, « considérés comme inoccupés, simples réservoirs mobilisables pour absorber du carbone sans garantie de protection des occupants », déplore Maureen Jorand, chargée de plaider au CCFD-Terre solidaire. Idem pour la sécurité alimentaire, expulsée. À la place, le texte veille à ce que la « production alimentaire » ne soit pas menacée. Décryptage : des pays agro-industriels comme l'Argentine, gros exportateurs, ne veulent surtout pas que la lutte climatique affecte leur modèle économique. D'une manière générale, le cœur de l'accord a graduellement été expurgé de toute référence à la protection des intérêts des populations.

» Patrick Piro

La clepsydre et les insensés

« Avec 3 °C de plus, on est foutu ! » Cette sentence péremptoire, entendue samedi soir dans la bouche d'une jeune militante à l'annonce de l'accord signé à la COP 21, ne nous a donné l'envie ni d'en sourire ni de lui opposer la réplique de Talleyrand : « *Tout ce qui est excessif est insignifiant.* » La juste perception des enjeux, dans le domaine du climat, est une expérience cruciale qui demeure bien trop confidentielle. Et les pédagogues bafouillent encore. Il faudrait abandonner cette jauge exprimée en degrés, finalement absconse : qui a peur de 3 °C ? L'année 2015 sera la plus chaude jamais enregistrée depuis que l'on mesure les températures sur la planète. Avec quelle vigueur s'en est-on plaint au Bourget ou à New York, qui déjeunait sur les terrasses dimanche dernier par 19 °C au lieu de 3 °C en moyenne pour une mi-décembre ?

La noirceur des bouleversements

qui menacent ne parvient pas encore à notre entendement collectif. Au-delà de 2 °C de réchauffement moyen, personne ne sait décrire ce que peut devenir la machine climatique, car des phénomènes d'emballlement commencent à intervenir, invalidant tout calcul prospectif. Il nous revient en mémoire le chapitre inaugural d'un ouvrage de Jean-Marie Pelt et Éric Seralini, *Après nous le déluge ?* (1). Dans une langue rigoureuse et amoureuse, les deux scientifiques décrivent le miracle de la Terre, planète unique jusqu'à nouvel ordre, où un agencement de paramètres parfaitement improbable à l'échelle de l'univers a mis en route, avec leurs dynamiques propres et entrelacées, les cycles de l'eau, de l'air, du carbone, des minéraux... pour élaborer cette inexplicable alchimie qu'est la vie.

Sur une infime pellicule de quelques centaines de mètres d'épaisseur, à l'interface entre l'atmosphère, les sols et les océans, cette fabuleuse clepsydre a permis l'émergence de l'espèce humaine. Dont les dirigeants, le 12 décembre 2015, ont renoncé à adopter les mesures fortes et sensées qui auraient alimenté l'espoir de ne pas trop perturber un équilibre ayant mis 4,6 milliards d'années à s'établir. Qui pourra expliquer aux générations futures (les dernières ?) par quelle furie collective nous n'avons pas voulu renoncer à quelques dérisoires décennies supplémentaires de profit immédiat, généré par les énergies fossiles, la surconsommation, l'agriculture industrielle, le pillage du sous-sol, des océans, des forêts ?

» P. P.

(1) Flammarion, 2006.

Le blog « COP 21 sur le terrain », sur Politis.fr



Manifestation pacifique et déterminée : plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Paris dans une ambiance festive et pacifique.



Le Mouvement de la dernière chance, le film qui retrace les derniers jours de la mobilisation des acteurs de la Coalition 21.

Notre hors-série consacré à la crise climatique est disponible en kiosque jusqu'à la mi-janvier et sur Politis.fr



En état d'urgence climatique



Très déterminée, la société civile n'attendait rien de l'accord de Paris et s'est mobilisée dans des conditions difficiles pour faire entendre sa voix. Elle prépare désormais l'après-COP 21.



L'accord de Paris ? « Encore plus décevant que ne le prévoyaient les plus radicaux d'entre nous, sanctionne Tadzio Müller, chargé du dossier climat à la Fondation allemande Rosa-Luxemburg. *Réductions d'émissions, promesses financières : aucun des chapitres les plus importants ne contient de clause juridiquement contraignante. Quant à la justice climatique pour les pays du Sud, il ne s'agit que de charité.* »

Ils ne se faisaient aucune illusion sur la COP 21 avant son ouverture, et leur conviction s'est renforcée à mesure qu'approchait sa conclusion. Plus de 3 000 militants s'étaient réunis au Centquatre, à Paris, pour peaufiner les mobilisations qui ont occupé la rue à Paris samedi 12 décembre, « car c'est à la société civile d'avoir le dernier mot ».

Et même si les organisateurs espéraient plus que les 20 000 personnes rassemblées au Champ-de-Mars, les mouvements citoyens peuvent se targuer d'avoir réussi leur sommet climatique. « Nous

vivons ici un moment historique pour nos mobilisations ! », lance l'économiste Geneviève Azam.

Tout d'abord parce que les mouvements citoyens ont traversé leur épreuve du feu. L'état d'urgence, décrété au lendemain des attentats du 13 novembre, a précarisé pendant un mois toutes les mobilisations prévues dans la rue, parfois autorisées au dernier moment – un quart d'heure avant, pour la manifestation des « lignes rouges » sur l'avenue de la Grande-Armée ! En dépit de tensions importantes à l'heure d'appels

à la désobéissance civique contre des mesures d'interdiction jugées liberticides par les plus offensifs, la Coalition Climat 21 ne s'est pas disloquée. La plateforme française, rassemblement sans précédent de 130 organisations aussi diverses que la CFDT, 350.org, le CCFD-Terre solidaire, Alternatiba, ATD Quart-Monde, le WWF, Attac... est parvenue à gérer d'importantes divergences stratégiques en im-

posant sa détermination face au gouvernement, lequel a soufflé le chaud et le froid en permanence. Même si elle reste relative et fragile, la cohésion des mouvements transparaît dans leur analyse de l'accord de Paris. Car même les plus prudentes des organisations, si elles saluent certaines avancées, ne sont

20 000

personnes se sont rassemblées au Champ-de-Mars le 12 décembre, malgré l'état d'urgence.

pas dupes : beaucoup, voire tout reste à faire, concluent les communiqués par dizaines. Ensuite, l'élargissement du front climatique n'est que partiellement reflété par la composition de cette coalition, comme l'a montré la mobi-

lisation de militants affectés ou concernés dans de nombreux pays – mouvements indigènes brésiliens, écoféministes philippines, communautés marginalisées ou stigmatisées (Dalits indiens, Grassroots Movements étatsuniens, LGBT français, etc.).

Et bien loin de l'abattement qui avait succédé à l'échec du sommet climat de Copenhague (COP 15), les mouvements se montrent extrê-

mement résolus pour la suite. « Les leaders n'étaient pas au Bourget, ils sont dans la rue, dans les champs », salue l'écrivaine canadienne Naomi Klein, figure de référence. Plusieurs rendez-vous sont déjà fixés pour les mois à venir. « Aujourd'hui, nous déclarons l'état d'urgence climatique ! », lance Jon Palais, porte-parole du mouvement Alternatiba, qui décidera en février de la suite à lui donner, alors qu'il a touché plus de 500 000 personnes en deux ans. Le même mois, Berlin accueillera une réunion internationale où la société civile se proposera d'inventer les grandes mobilisations des années à venir, « notamment en articulation avec les mouvements de souveraineté alimentaire ou de justice économique », indique Tadzio Müller. La justice climatique ne se gagnera pas dans les COP, mais dans le blocage des mines de charbon ou par la pression sur les marchés financiers pour qu'ils se désinvestissent des énergies fossiles ». Pour la semaine du 7 au 13 mai 2016, se prépare un vaste mouvement de blocage de projets « climaticides » dans différents pays du monde.

« Cette année, nous avons enregistré des résultats très encourageants qui accroissent notre crédibilité auprès du grand public, en obtenant par exemple que des banques comme la BNP renoncent à placer des millions dans le bassin houiller de Galilée en Australie, souligne Sylvain Angerand, des Amis de la Terre. L'enjeu désormais est de passer à la vitesse supérieure. Il nous faut d'autres victoires. » Sur la feuille de route française pour 2016 : arracher l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, et l'arrêt de la centrale nucléaire de Fessenheim, mais aussi assurer le lancement de campagnes contre la précarité énergétique, l'essor du covoiturage citoyen ou d'une agriculture « citoyenne », laquelle dénombre aujourd'hui 1 600 Amap sur tout le territoire.

Manifestation des « lignes rouges climatiques à ne pas dépasser », le 12 décembre, avenue de la Grande-Armée.

PATRICK PIRO



Créatifs, réactifs, organisés, joyeux

La lutte climatique suscite un renouveau des mobilisations non-violentes qui attirent les jeunes.

En réunion « permanente ». Décider des actions, Modifier le soir l'idée du matin parce que le ministère bloque. Les militants du climat ont très peu dormi ces dernières semaines. « *Confronté en permanence aux injonctions de l'état d'urgence, notre programme a changé toutes les demi-journées* », explique un responsable. Les mouvements ont pourtant gagné leur bras de fer avec les autorités, qui n'ont finalement empêché que la tenue de la grande manifestation de rue prévue le 29 novembre.

Paradoxalement la plus classique des mobilisations. « *La contrainte nous a poussés à une créativité redoublée* », convient Sylvain Angerand, des Amis de la Terre. Une intelligence collective en marche, dans l'obsession de l'invention visuelle et symbolique pour mieux communiquer. Les réseaux sociaux sont en surchauffe. En l'espace de quatre jours, s'organisent un parterre de chaussures pour représenter ceux qui ont été interdits de marche, une chaîne humaine en solidarité avec les victimes des attentats et du dérèglement. On tient le procès des « 196 chaises » (comme autant de pays à la COP 21), subtilisées dans des banques finançant des projets charbonniers. Des brigades de clowns militants détendent les atmosphères par

des facéties rarement innocentes. Dans leur « Quartier génial », dans un gymnase de L'Île-Saint-Denis, 200 bénévoles d'Alternatiba brassent, recréent et vivent écolos. Le 12 décembre, une opération inédite de géolocalisation via téléphones mobiles dessine les mots « climate justice peace » en énormes lettres virtuelles sur la carte de Paris. Impossible d'encercler Le Bourget par des « lignes rouges » ? C'est sur l'avenue de la Grande-Armée qu'affluent 10 000 personnes portant rouge – fleurs, habits, parapluie...

Des anges-gardiennes devançant un cortège où volent d'énormes cubes gonflés qui, assemblés au sol, délimitent, avec d'immenses rubans rouges, ces seuils climatiques à ne pas dépasser. D'ingénieuses cornes de brume scandent la chorégraphie. C'est la patte des artistes de 350.org et du Laboratoire d'imagination insurrectionnelle pour une action de désobéissance non-violente, finalement autorisée à la dernière minute et organisée avec rigueur : les participants ont été invités à suivre des réunions de formation pour éviter tout débordement... Les cortèges passent sous la tour Eiffel pour « récupérer » le symbole préempté par la COP 21. « *Et n'oublions pas que c'est aussi une fête, parce que nous préparons l'avenir* », lance un slogan.

► Patrick Piro, avec Erwan Manac'h

Le cortège du 12 décembre s'est offert la tour Eiffel, symbole préempté par la COP 21.

PATRICK PIRO

Chronique

L'ÉCONOMIE À CONTRE-COURANT

GÉRARD DUMÉNIL

Directeur de recherche au CNRS.

Aux sources d'une triple impuissance

La tenue de la COP 21 à Paris n'a pas manqué de nourrir les titres de la grande presse malgré la concurrence des attentats et l'imminence des élections régionales en France. Ceux qui en doutaient le savent maintenant : le seuil des 2 °C de réchauffement sera dépassé. On se souviendra de

Réchauffement, stagnation et inégalités ont les mêmes causes.

la controverse qui avait entouré, fin 2014, le retrait du rapport du Giec de deux pages de synthèse dont la clarté avait choqué les gouvernements. Le scandale fut révélé par le *Washington Post* (1). L'article signalait sans ambiguïtés que ce sont bien les experts qui écrivent les rapports, mais que « *les gouvernements les approuvent* ». Il aura suffi d'un an pour qu'à Paris le voile dérisoire se soulève. Mais cela n'implique en rien que les mesures requises seront prises.

On peut être frappé par la coïncidence d'un autre thème dans les mêmes pages, celui de la lenteur de la croissance aux États-Unis et en Europe, en France en particulier. Je ne m'étendrai pas ici sur la juxtaposition paradoxale du thème du réchauffement climatique et de la déploration de l'épuisement de cette même croissance ! Aux États-Unis, le débat fait rage concernant la « longue stagnation », à savoir l'absence de perspectives de croissance autres que très modestes. Référence est généralement faite à l'article de 2012 de Robert Gordon, « *La croissance économique des États-Unis est-elle terminée ?* (2) ». L'émoi est créé par le constat que les performances liées au boom des nouvelles technologies dans les

années 1990 ont été éphémères. La même grande presse, notamment française, pourrait faire un retour sur les articles qu'elle publiait au cours de cette décennie, écrits par des économistes s'émerveillant des perspectives qu'ouvrait la « nouvelle économie » !

Tout serait pourtant mis en œuvre aujourd'hui pour ressusciter la croissance : la banque centrale des États-Unis ne relève pas ses taux d'intérêt, Mario Draghi ferait tout pour soutenir la zone euro, le plan Juncker (315 milliards d'investissements) verrait le jour, etc. Rien n'y fait.

J'en viens au troisième thème.

Il y a encore peu de temps, la même presse était pleine du constat des inégalités et de leur augmentation. Ces inégalités ont explosé aux États-Unis et au Royaume-Uni depuis quelques décennies et, comble de l'horreur, des pays comme la France et l'Allemagne s'engagent sur la même voie. Vient donc la question que cette presse ne posera jamais : « Qu'y a-t-il de commun au réchauffement climatique, à la stagnation dans les vieux pays du centre et à la croissance des inégalités ? Ou, pour mettre sur la voie ceux qui n'y seraient pas, quelles sont les forces qui s'opposent à la résolution de la crise écologique ? Quelles sont celles qui commandent la stagnation de la production et la croissance des inégalités ? » Réponse : les mêmes, à savoir ces classes sociales de propriétaires capitalistes et leurs alliés, les cadres du haut des hiérarchies qui paralysent l'action concertée des êtres humains visant à reprendre en main leur destin commun dans un même projet de survie et d'émancipation. Ce n'est peut-être pas évident, puisque les grands médias semblent l'ignorer. <

(1) « Why two crucial pages were left out of the latest U. N. climate report », *The Washington Post*, 4 novembre 2014.
(2) National Bureau of Economic Research, Working paper n° 18315.



LABRIE/PHOTONISTOP/AFP

■ **ÉNERGIE** La France est sommée par la Commission européenne de libéraliser ses concessions hydroélectriques.

Vers la privatisation des barrages

C'est la loi du marché. Cet été, la privatisation des barrages français était engagée, son inscription dans la loi de transition énergétique étant votée. C'est peu ou prou ce qu'a réaffirmé la Commission européenne fin octobre, en mettant la France en demeure d'ouvrir à la concurrence ses concessions hydrauliques... et d'écarter leur opérateur historique, EDF, des prochains appels d'offres pour empêcher qu'il puisse les remporter.

L'annonce a fait bondir tant le Comité central d'entreprise d'EDF (CCE) que les syndicats, qui alertent sur les risques de la privatisation du secteur. Car si Bruxelles parle de marché de l'électricité, CCE et syndicats soulignent que les barrages sont avant tout d'intérêt général. « Par sa rapidité de mise en œuvre

[l'énergie hydraulique] contribue de façon coordonnée au soutien du réseau au moment des pics de consommation. [...] Elle est un élément essentiel de la sûreté de nos centrales nucléaires, gestion de la source froide et renvoi de tension en cas d'incident », rappelle la CGT dans un communiqué. « Ouvrir les concessions hydrauliques au plus offrant

mettrait en grave danger ce système basé sur la recherche de l'intérêt général, renchérit le CCE d'EDF. En effet, quel opérateur privé aura comme objectif de préserver ce service à la nation alors que les pics de consommation seront pour lui le moyen de vendre assurément, et avec profit, sa production ? »

Pour Jean-Luc Magnaval, secrétaire du CCE, la Commission européenne ne s'intéresse qu'à une partie du problème, sans se soucier des conséquences plus générales d'une libéralisation du secteur : « À Bruxelles, ils ne pensent qu'en termes de production d'électricité, mais avec les barrages, c'est aussi toute la gestion de l'eau qui est concernée. » Irrigation pour

l'agriculture, alimentation en eau potable, industrie, loisirs... Autant de services qui ne resteraient pas longtemps

gratuits. Car quel opérateur mettrait ainsi ses ressources à disposition de la collectivité sans exiger de contrepartie ? La France a jusqu'à fin décembre pour répondre à la mise en demeure de la Commission européenne. De leur côté, les salariés d'EDF envisagent de nouvelles mobilisations en janvier.

» Lena Burjström

■ **ESPAGNE** À la veille des élections générales une légère embellie dans les sondages, après des

Podemos à l'

L'heure de la « remontée ». Pablo Iglesias et son équipe ont fait de ce terme un véritable mantra électoral pour les élections générales du 20 décembre. Cependant, cette « remontada » est rapidement entrée en contradiction avec les résultats du sondage préélectoral du Centre d'investigation sociologique (CIS) publiés au tout début de la campagne.

Avec un total de 15,7 % des voix, une fois cumulés les votes de ses coalitions régionales en Galice, en Catalogne et dans la région de Valence, Podemos échoue au pied du podium, dépassé par Ciudadanos (Centre droit libéral), les socialistes du PSOE et la droite au pouvoir du Partido Popular (PP).

Les résultats enthousiasmants de février dernier, quand Podemos caracolait en tête de la gauche avec près de 24 % d'intentions de vote, appartiennent donc au passé. Ces élections annoncent-elles le déclin de Podemos ou une simple crise de croissance de la formation anti-système ?

Podemos n'a pas attendu la campagne électorale de fin d'année pour chuter. D'après les sondages, le parti d'Iglesias est en perte de vitesse depuis janvier dernier. Les élections régionales catalanes du 27 septembre, dans lesquelles la liste locale a recueilli seulement 9 % des voix, ont cependant marqué un point d'inflexion négatif pour le parti. « Podemos n'a pas su se positionner vis-à-vis de l'indépendance, c'est pour cela que son score a été encore plus faible que prévu », décrypte Jorge Galindo, spécialiste en économie politique, collaborateur du blog d'analyse Politikon.

À ces difficultés passées s'ajoutent celles drainées par une campagne électorale ultra-compétitive. Les socialistes du PSOE, talonnés par Ciudadanos, ont adopté la stratégie du vote utile à gauche pour capter l'électorat de Podemos. Mais le



AMBULLUT/ANADOLU/AFIP

plus gros défi de la formation reste de maintenir son équilibre idéologique après une tentative infructueuse de recentrer son propos : « Podemos a fait un voyage au centre et en est revenu. La difficulté, maintenant, est de conserver sa position à gauche sans s'enfermer dans un parti de niche », poursuit Jorge Galindo.

Cependant, la situation du parti ne s'est pas aggravée ces derniers mois. Selon Kiko Llaneras, spécialiste des sondages, « Podemos est en train de remonter dans les enquêtes depuis trois semaines. Il s'agit d'une progression d'1 %. Ce n'est pas énorme, mais cette tendance à la hausse existe ».

du 20 décembre, le parti de Pablo Iglesias enregistre mois difficiles. Correspondance de **Laura Guien**.

épreuve des urnes



Les leaders du PSOE, de Ciudadanos et de Podemos le 30 novembre à Madrid, avant un débat télévisé.

« En se présentant sous une candidature commune, Iglesias et ses alliés ont évité une compétition entre eux, mais aussi une fuite de voix vers le PSOE », estime Jorge Galindo.

Cette stratégie met en perspective une autre gageure pour la formation : « Atteindre un équilibre interne pour éviter que les coalitions ne se transforment en groupes parlementaires faisant remonter uniquement les demandes de leurs régions », avertit le spécialiste.

Quoi qu'il en soit, la formation d'Iglesias est sûre d'entrer au Congrès. D'où un autre défi qui s'annonce : celui du positionnement par rapport au futur gouvernement. « Se situerait-il, par exemple, dans l'opposition à un gouvernement du PSOE appuyé par Ciudadanos ? » C'est la question que pose Kiko Llaneras, notamment. En perspective, cette épreuve des responsabilités qui a été si douloureuse, sinon fatale, à Syriza, en Grèce.

Le sondage du CIS confirme la position de tête du Partido Popular, droite conservatrice au pouvoir, avec 28,6 % des voix, soit près de 8 points de plus que les socialistes (20,8 %). Talonnant le PSOE, Ciudadanos obtient la troisième position, avec 19 % des suffrages, confirmant son ascension depuis les élections catalanes. Podemos, relégué à la 4^e position, obtient 9,1 %, score qui s'élève à 15,7 % avec ses candidatures de coalition. En Comú Podem, La Marea et Compromís, lesquelles représentent à elles seules près de la moitié des scrutins Podemos (6,6%). Conséquence de la fragmentation du vote, les estimations serrées du trio de tête ne dégagent pas de majorité absolue. L'instantané électoral du CIS présage soit d'une alliance à droite entre le PP et Ciudadanos, soit d'une triple alliance entre PSOE, Ciudadanos et Podemos.

► L. G.

LIBYE

Timide dialogue

Les représentants de dix-sept pays se sont réunis le 12 décembre à Rome pour tenter de trouver une solution politique au chaos libyen. Comme souvent dans ce genre de sommets, il y a là quelques pompiers pyromanes, dont la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui avaient outrepassé le mandat de l'ONU en menant en Libye une guerre jusqu'au-boutiste en 2011. Aujourd'hui, il s'agit d'empêcher Daech de mettre la main sur les puits de pétrole, alors que le pays est déchiré par deux Parlements concurrents, l'un à Tripoli, dominé par des mouvements islamistes, l'autre à Tobrouk, issu des élections législatives. L'enjeu : former un gouvernement d'union nationale.

ARABIE SAOUDITE

Électrices et élues

C'est une grande première dans le pays le plus rétrograde de la planète. Quatorze femmes ont finalement été élues aux municipales du 12 décembre. C'était aussi la première fois que les femmes votaient. Mais elles n'ont toujours pas le droit de conduire et doivent être accompagnées d'un « tuteur » pour tous les actes administratifs. Cette très légère avancée avait été amorcée par le roi Abdallah, qui, en 2013, avait nommé 30 femmes au Majlis al-Choura, l'assemblée consultative qui compte 150 sièges. Mais son successeur, le roi Salmane, n'est pas réputé favorable à l'extension des droits des femmes. Et ce n'est pas la communauté internationale, trop intéressée par le pétrole saoudien, qui va exercer la moindre pression...

YEMEN

Plan de paix sur la table

C'est dans une bourgade du canton de Berne, en Suisse, que se mènent les pourparlers de paix inter-yéménistes. Le plan onusien prévoit le retrait des rebelles Houthis, soutenus par l'Iran, et alliés des unités militaires restées fidèles à l'ex-Président Ali Abdallah Saleh, chassé du pouvoir en 2012, et la restitution des armes lourdes à l'État. Les Houthis se sont emparés depuis juillet 2014 de la capitale, Sanaa, et des provinces du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Centre. Les forces anti-rebelles ont depuis reconquis cinq provinces, dont celle d'Aden. Cette guerre civile est aussi un affrontement indirect entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Une « remontée » sur laquelle les spécialistes ont des avis divers : « Il peut s'agir d'un captage de l'abstention ou simplement d'une bonne mobilisation de son électorat », résume Jorge Galindo.

Il est vrai que le parti, critiqué pour son incapacité à transformer son diagnostic de la crise en propositions concrètes, a su concentrer son discours de campagne autour de cinq axes clairs : une réforme de la loi électorale, une autre du pouvoir judiciaire, le verrouillage des droits sociaux fondamentaux, un plan de référen-

dum pour la Catalogne et la lutte contre la corruption.

La légère remontée de Podemos pourrait également s'expliquer par sa stratégie d'alliance avec les forces régionales. « Une partie de la reprise peut être attribuée à la somme des partis coalisés en Galice, en Catalogne

et à Valence », avance Kiko Llaneras. C'est le cas d'En Comú Podem, liste donnée gagnante en Catalogne par le sondage du CIS. À elle seule, cette candidature pourrait rapporter 10 à 11 sièges au parti d'Iglesias.

Podemos se situerait-il dans l'opposition à un gouvernement PSOE ?

■ **ROYAUME-UNI** Longtemps retranché au sud du pays, le parti populiste et xénophobe s'étend dans les bastions populaires. Comme en écho au Front national en France. Correspondance d'**Emmanuel Sanséau**.

L'Ukip laboure les terres travaillistes

Il suffit de prononcer un acronyme pour voir des mines affables s'assombrir. « Ukip ». Sous les lumières blafardes du marché couvert d'Oldham, nord-ouest de l'Angleterre, les commerçants affirment un à un ne pas avoir beaucoup de sympathie pour le parti de droite radicale. « *Ils ont pas mal d'adhérents dans le coin*, assure la serveuse d'un café, abritée derrière une vitrine de cheesecakes. *Un groupe de militants s'installait sur la terrasse tous les week-ends.* » Et le fleuriste, dans la boutique adjacente, d'ajouter : « *On les a vus distribuer des tracts les semaines précédentes. Même Nigel Farage [le leader du parti, NDLR] était là. Mais depuis les élections, plus rien !* »

Juchée sur les flancs venteux des Pennines, chaîne montagneuse jouxtant Manchester, Oldham (227 000 habitants) ressemble à toutes les villes du nord-ouest de l'Angleterre. Froide, rouillée, déprimée. Bien loin de la « reprise économique » tant vantée par David Cameron, elle en incarne au contraire les revers les plus violents. Ici, la banque alimentaire locale est florissante, le niveau de pauvreté infantile compte parmi les plus élevés du royaume et les indices de santé stagnent à des niveaux alarmants. Si Winston Churchill y fit ses premiers pas avec les conservateurs, le Labour y règne en maître depuis soixante-dix ans.

C'est en effet un bastion rouge dans l'archipel des circonscriptions travaillistes : le Nord, vermoulu par trente ans de Thatcherisme, est moins sensible aux homélies conservatrices. Pourtant, le 3 décembre, l'élection du nouveau député d'Oldham (précipitée par le décès du travailliste Michael Meacher) a ravivé un doute. Le parti populiste et xénophobe United-Kingdom Independence Party (Ukip) s'y est élevé, pour la seconde fois, au rang de deuxième force politique. Tandis que le jeune travailliste Jim McMahon a remporté une victoire salubre pour la



Des militants de l'Ukip lors de la campagne électorale à Oldham. NICHOLSON/ NURPHOTO/AFP

nouvelle direction du parti (62,3 %), l'Ukip a vu ses scrutins augmenter de 20 points ces cinq dernières années. Sans grande surprise, Nigel Farage a tout de même crié à la fraude électorale.

Bien que piétinant derrière les partis traditionnels, l'Ukip s'étend progressivement au-delà de ses retranchements méridionaux et de sa base électorale eurosceptique. En 2014, à Heywood et à Middleton (circonscription voisine d'Oldham), une centaine de voix seulement ont manqué au parti pour briguer un siège que le Labour croyait imprenable. Et, si les élections générales de mai dernier n'ont envoyé qu'un député Ukip à Westminster, le parti de Nigel Farage est arrivé en deuxième position dans 120 circonscriptions, talonnant des majorités travaillistes réputées stables

■ **REPORTAGE** ■ et remplaçant brutalement des oppositions libérales-démocrates. « *On estime que, cette année, 10 à 20 % des électeurs Ukip venaient du Labour*, explique Caitlin Milazzo, professeur de sciences politiques à l'université de Nottingham. *Il ne faut pas sous-estimer leur nombre.* »

Si la campagne de John Bickley, candidat malheureux d'Oldham, s'est lourdement épanchée sur « *l'identité* », « *l'opposition à l'immigration de masse* » et la « *sortie de l'Union européenne* », thèmes traditionnels de l'Ukip, elle a aussi dévoilé sa nouvelle marotte : « *l'anti-patriotisme* » de Jeremy Corbyn.

L'Ukip a gagné 20 points en 5 ans dans les urnes.

Ainsi de ses affiches où le nouveau leader travailliste figure tel un criminel recherché par la police – en légende : « *Menace pour notre nation* ». Le Républicain se serait

rendu coupable de lèse-majesté en s'abstenant de chanter l'hymne « *God Save The Queen* », en septembre, lors d'une commémoration officielle de la Seconde Guerre mondiale. « *Corbyn est un cadeau pour nous*, soutient John Bickley, rencontré quelques jours avant l'élection. *Il me fait souvent penser au présentateur d'une émission satirique, occupé à lire des âneries sur un prompteur.* »

Quand bien même il est dirigé par un ancien courtier de la City, le parti n'hésite donc plus à brandir l'étendard d'une « majorité silencieuse » délaissée par les élites travaillistes... en substituant la xénophobie à la lutte des classes. « *Avant, c'était le Labour qui représentait les classes populaires*, ajoute John Bickley. *Le parti les a trahies, notamment en encourageant l'immigration massive, surtout d'Europe de l'Est, laquelle a eu un fort impact sur la vie des classes populaires et a augmenté la pression sur les services*

publics. » Quand les sondages placent l'immigration en tête des préoccupations des Britanniques, l'Ukip recrute un électorat populaire, relativement âgé, blanc et précarisé. La même fuite électorale a eu lieu en 2009 lorsque le parti d'extrême droite British National Party (BNP) raflait les « *working class* » déçues du New Labour.

« *L'idée centrale de notre parti, c'est de transcender les vieux clivages politiques*, soutient Nigel Farage, tonitruant leader du parti. *Le clivage gauchedroite, c'est terminé. Ce que veulent les gens, ce sont des solutions, pas de l'idéologie.* » À la question de savoir comment sa « politique apolitique » – qui emprunte invariablement les « solutions » de la droite la plus réactionnaire – peut attirer les électeurs du Labour sans jamais questionner la régression sociale menée par le gouvernement Cameron, Farage répond : « *Je ne suis pas de ceux qui font des ruses populistes ! Je ne suis pas Marine Le Pen ! Je reconnais que nous avons un gros problème de déficit public et n'ai jamais promis d'argent facile à ces gens. Notre credo, c'est l'identité.* » De fait, l'Ukip s'est toujours montré intarissable sur les valeurs, mais beaucoup plus évanescent sur l'économie.

Alors que le populisme de droite s'enracine sur les ruines du thatchérisme, le nouveau leader travailliste parviendra-t-il à renouer avec les laissés-pour-compte du pays le plus inégalitaire de l'UE ? « *Le problème de Jeremy Corbyn, c'est que sa base électorale traditionnelle est dans les classes populaires*, explique Caitlin Milazzo. *Mais, pendant les années Blair, le Labour a ciblé les classes moyennes plus prospères et plus éduquées. Maintenant, le parti doit gérer deux bases électorales avec des intérêts opposés. Ses décisions comme l'opposition aux bombardements en Syrie résonnent bien chez les classes moyennes urbaines, moins dans les classes populaires.* »

Après un début mouvementé à la direction du Labour Party, Jeremy Corbyn a acclamé la victoire d'Oldham comme un premier « *vote de confiance* ». Gageons que les membres de son « cabinet fantôme », qui semblent encore peu enclins à franchir le périphérique londonien, accueilleront le nouveau député Jim McMahon comme une bouffée d'air frais.

► E. S.

Le ►
12 décembre,
les avions
d'Assad ont
bombardé des
fiefs rebelles
à Douma.

KHIAR/
ANADOLU AGENCY



■ **SYRIE** Malgré l'intensification des efforts diplomatiques, une solution politique semble toujours aussi éloignée.

La quadrature du cercle

Le processus diplomatique avait commencé en octobre à Vienne. Il s'est poursuivi mi-décembre à Riyad et à Genève. Mais la solution politique à la crise syrienne semble toujours aussi éloignée. À Vienne, le 30 octobre puis le 14 novembre, dix-sept pays ainsi que l'Union européenne et les Nations unies avaient affirmé « *leur soutien à un cessez-le-feu et à un processus mené par les Syriens pour établir d'ici à six mois [...] un calendrier pour rédiger une nouvelle Constitution.* »

« *Des élections libres et équitables* » avaient été programmées d'ici à dix-huit mois.

Pour cela, ils avaient admis « *la nécessité de réunir le gouvernement syrien et des représentants de l'opposition pour des négociations formelles, sous les auspices de l'ONU, dès que possible, avec l'objectif du 1^{er} janvier* ». La formule « le gouvernement » laissant évidemment place à ce que les diplomates appellent une « ambiguïté constructive », en l'occurrence sur la présence ou non de Bachar Al-Assad. Mais il fallait aussi déterminer la représentation des groupes d'opposition, y compris celle des groupes armés, ceux

que l'on désigne sous le nom de « rebelles ». Ce sont ces groupes qui se sont réunis mi-décembre à Riyad. Ils ont accepté le principe de négociations avec le régime, exigeant toutefois le départ de Bachar Al-Assad.

C'était trop pour l'un des groupes les plus influents sur le terrain, le front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda et militairement très puissant dans l'ouest

Tragique ironie, la Russie use des mêmes arguments qu'Al-Nosra.

du pays. Son chef, Abou Mohammed Al-Joulani, qui n'était pas invité à Riyad, a qualifié cette réunion de « trahison ». Selon

lui, « *la plupart des rebelles invités à Riyad n'ont pas de contrôle sur leurs combattants* » et ils ne pourront pas faire appliquer leur accord sur le terrain.

Tragique ironie de l'histoire, la Russie, alliée à Assad, a elle aussi fustigé la réunion de l'opposition syrienne avec les mêmes arguments que le leader d'Al-Nosra. « *Nous ne pouvons pas accepter la tentative de ce groupe réuni à Riyad de s'approprier le droit de parler au nom de toute l'opposition syrienne* », a affirmé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Cependant, à l'issue d'une rencontre, le 10 décembre à Genève,

avec des représentants des États-Unis et de l'ONU, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, avait toutefois évoqué une « *perspective* » de progrès dans l'élaboration d'un processus de transition politique. Mais le diplomate russe avait renvoyé à la sélection de représentants de l'opposition qui seraient légitimes, selon Moscou, à l'exclusion de ce que MM. Poutine et Assad appellent les « terroristes ». Autrement dit, tous ceux qui veulent le départ du président syrien. Ce qui ressemble à une quadrature du cercle.

Pendant que s'ébauche cette laborieuse tentative de solution politique, les bombardements continuent. Le 12 décembre, les avions de Bachar Al-Assad ont bombardé des fiefs rebelles proches de Damas, à Douma, dans la Ghouta orientale, où 28 personnes ont été tuées, dont plusieurs enfants et une directrice d'école, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Une zone régulièrement frappée par les avions syrienne et russe, bien que ce ne soit pas une position de Daech. À Homs, c'est un attentat à la voiture piégée revendiqué par Daech qui a tué 16 personnes dans un quartier favorable au régime. On estime à 250 000 le nombre de victimes de la guerre civile depuis mars 2011.

► Denis Siefert

Contre les idées qui enferment,



la France qu'on aime

Face à l'injonction « il faut aimer la France ! », très souvent entendue durant cette année 2015 si bouleversée, combien sommes-nous à rester sur la réserve ?

Quelle France est ainsi invoquée et promue ? Celle de Macron ? Celle des Le Pen ? Celle de « nos » grandes sociétés « conquérantes » qui polluent et exploitent sans vergogne des populations loin de l'Hexagone ? Au lendemain des attentats de novembre, le drapeau tricolore a ressurgi comme emblème d'une unité nécessaire face à l'adversité meurtrière. Mais, là encore, ce drapeau aux origines révolutionnaires, synonyme de liberté pour les patriotes résistants pendant l'Occupation, symbolise tout aussi bien des idéologies beaucoup moins glorieuses, sinon honteuses, et se voit trop souvent brandi aujourd'hui à des fins d'exclusion.

La France est l'objet de multiples représentations. Il serait vain, disait l'historien Fernand Braudel, de la ramener « à un discours, à une équation, à une formule, à une image, à un mythe ». Braudel avait intitulé l'un de ses grands livres *l'Identité de la France*, cette expression recouvrant pour lui non une définition dont les termes seraient à jamais fixés, mais « le résultat vivant de ce que l'interminable passé a déposé patiemment par couches successives ». Il précisait : « Une nation ne peut être qu'au prix de se chercher elle-même sans fin. » La France, chargée mais non lestée de son passé, reste en effet une construction, une projection, qui peut prendre un bon comme un mauvais tour. C'est pourquoi, dans cette lutte des représentations, affirmer « la France qu'on

aime » n'est pas anodin. Celle où nous avons envie de vivre et qui est riche de promesses. Cette France-là est avant tout ouverte sur le monde. Elle est plurielle, inventive, mais aussi contemplative, elle est terre d'accueil, combative pour garantir les droits et assurer la justice sociale, en quête de cette idée toujours neuve qu'est le bonheur. Cette France-là « *m'a assuré une fréquentation assidue de la beauté* », dit Patrick Chamoiseau dans les pages qui suivent, écrivain dont l'œuvre magnifique encense et renouvelle la langue française. Patrick Chamoiseau a accepté d'être notre grand témoin pour ce dossier, sa présence ici a évidemment pour nous une forte valeur symbolique.

Cette « France qu'on aime », avec les femmes et les hommes qui la composent, nés ici ou ailleurs, nous l'avons établie de manière totalement subjective. Nous nous sommes seulement efforcés de rencontrer ceux qui la peuplent dans les domaines les plus divers possibles, où ils œuvrent avec l'exigence d'un réel vivre-ensemble : le sport, la cuisine, le monde associatif, les médias, les biens communs, la culture, et même les start-up. Nous en avons examiné les bases historiques avec Sophie Wahnich et avons recueilli le témoignage de l'historienne américaine Joan Scott, spécialiste des questions de genre, qui parle ici de sa relation personnelle avec notre pays. Cette « France qu'on aime » est évidemment une France en partage : nous espérons que nos lecteurs s'y retrouveront également et qu'ils auront à cœur de l'habiter avec nous.

› Christophe Kantcheff

« Retrouver une poésie »

Pour l'écrivain **Patrick Chamoiseau**, il y a dans la culture française de quoi puiser une nouvelle éthique, afin de faire face aux défis actuels et de retrouver le sens de la beauté du monde.

Demander à Patrick Chamoiseau quel est son regard sur la France consistait à faire un pas de côté, fort de l'éloignement de ce petit bout de France atypique, créolisé et longtemps colonial, qu'est la Martinique. C'est du Lamentin, bourgade où il vit, que le lauréat du prix Goncourt 1992 (pour le superbe *Texaco*, fresque revisitant l'histoire de son île sur trois générations) nous a répondu. Son rapport à la France passe d'abord par la langue, « matière première » mais certainement pas « naturelle » pour l'auteur d'*Écrire en pays dominé* (Gallimard, 1997). Ainsi que par la conscience d'une France immergée dans le « tout-monde », cher à son maître Édouard Glissant, nécessaire à l'ouverture à l'Autre.

Puisque nous consacrons ce dossier à « la France qu'on aime », quelle est la France que vous aimez ?

Patrick Chamoiseau > Celle des poètes, Villon, Lamartine, Hugo, Lautréamont, Rimbaud, Char, celle de Rabelais et de Montaigne, celle de Camus, de Sartre ou de Deleuze, de Bourdieu, d'Edgar Morin, celle de Brassens, de Ferré, de Cabrel, de Bashung... Celle de Jean Jaurès ou encore celle de Pierre Rabhi... Il y en aurait tant à citer !

À quoi fait écho, chez vous, cette France-là ?

Elle m'a assuré une fréquentation assidue de la beauté. Cette fréquentation induit une éthique, pas seulement un humanisme vertical, coupé de son entour et l'exploitant jusqu'à se menacer lui-même, mais véritablement une manière de bien vivre dans un rapport très humble et très respectueux au vivant. L'éthique qui se nourrit de beauté n'est pas une simple mécanique de « valeurs » que l'on s'envoie à la figure, que l'on peut même manier comme des masses meurtrières, mais une intelligence relationnelle qui vous inspire le respect, la décence, le souci de l'autre et de son épanouissement, et le besoin de l'autre dans l'épanouissement de soi. L'éthique relationnelle n'est jamais simple. Tout en étant de construction individuelle,

elle se nourrit de solidarités collectives, elle se souvient de la morale, elle intègre les dignités républicaines, elle s'imprègne des avancées de la pensée et de la science.

Pourquoi accorder une telle importance à l'éthique ?

La globalisation du monde et les mutations climatiques nous obligent à mettre en œuvre des transformations profondes de nos existences individuelles et collectives. Seulement, chaque fois qu'une société doit rapidement se renouveler, on constate un repli reptilien général, un rugissement des « valeurs », un dévoiement de la spiritualité, une usure des solidarités, un affaissement de la morale, et finalement, comme source et conséquence : une déperdition de l'éthique. L'éthique est ce qui donne du sens à nos actions. Elle ordonne chacune de nos positions. Elle nourrit la qualité des relations que nous entretenons avec nous-mêmes et avec les autres.

À l'origine, l'exigence de survie a fait surgir dans les communautés d'*homo sapiens* les nécessités de partage, de solidarité, de don, de tolérance, d'amitié, de fraternité, d'honneur ou de respect mutuel. Cette solidarité naturelle constituait le socle de la réussite et de la sauvegarde collectives. La morale d'inspiration religieuse en a pris le relais. La morale a pu alors s'imposer à tous, de manière uniforme, et installer dans notre mental la base manichéenne du bien et du mal, et son auréole de « valeurs ».

Aujourd'hui, les communautés s'imposent de moins en moins aux individus. La laïcité de la chose publique a renvoyé l'essentiel de la vie religieuse au domaine de l'intime. La sacralisation des dignités républicaines se substitue aux vieilles sacralisations inspirées du divin. La rationalité et l'approche scientifique supplantent les anciens enchantements. Chaque individu se retrouve relativement autonome dans la construction de sa conscience, dans le choix de ses principes de vie, dans l'importance qu'il accorde à telle ou telle beauté de l'art du bien-vivre. C'est cette construction

devenue personnelle qui constitue l'éthique. Seulement, cette individualisation de l'éthique est extrêmement difficile à assumer et à vivre ; une bonne part des crises les plus aiguës que nous avons à affronter provient de cette difficulté-là.

Vous sentez-vous appartenir à la nation française, voire patriote ?

Je me situe dans un imprévisible de l'histoire coloniale de la France. Les colons européens, les esclaves africains, les survivants du génocide amérindien et toute une constante d'immigrations ont produit une émergence anthropologique qui s'appelle la Martinique. C'est une nation sans État. Elle se trouve administrée par la France. C'est mon lieu. Je me bats pour qu'une souveraineté politique optimale lui soit reconnue au plus vite, et que notre adhésion au pacte républicain français ne se fasse plus sous les auspices de l'assistanat et du rattrapage, mais sous ceux de la dignité, de la responsabilité, des réseaux de solidarité et de la logique de projet. En clair : passer d'une « mise-sous-relation » à une « mise-en-relation ».

En tant que Martiniquais, votre rapport à la France est-il forcément complexe ? Pourquoi ?

Oui, parce que nous sommes une entité différente de la France. L'actuelle Martinique est née du flux relationnel provoqué par la colonisation. Aussi, il est difficile de comprendre que ce mélange extraordinaire, inédit, qu'Édouard Glissant appelle « la créolisation », a donné naissance à quelque chose où la France est présente, mais aussi l'Afrique, les Amériques, l'Asie... Quand j'ai reçu le prix Goncourt, les Français et les francophones ont été contents parce que j'écrivais en français. Dans une telle identification, le marqueur linguistique prédomine. Les Africains, tout comme les Noirs américains, l'étaient aussi. Tout ce qui était noir ou basané à Paris me remerciait dans la rue. Ici, c'est le marqueur phénotypique qui prend la main. Les Caribéens étaient heureux, car la Caraïbe se voyait honorée. Ici, le marqueur de référence est géoculturel. Mais toutes ces appropriations sont légitimes.

Du fait de la créolisation, les choses sont devenues complexes. J'écris en français, mais je suis plus proche de n'importe quel anglophone, hispanophone, créolophone de la Caraïbe que d'un Modiano. J'ai la peau noire, mais je suis plus proche de Marquez ou de Carpentier que de Senghor ou de Kourouma. Europe, Afrique,

du vivre-ensemble »

Asie, espaces urbains. Mes solidarités sont nombreuses, ma solitude est singulière, je suis un créole américain. De plus, aujourd'hui, du fait de l'individuation, les artistes, et donc les écrivains, ne représentent aucune langue, aucune communauté, aucune nation, juste leur expérience singulière précipitée sur la grand-scène des diversités interactives du monde. C'est là l'objet actuel de l'expression artistique, et sa richesse la plus précieuse.

Quels rôles ont joué, pour vous, la langue et la littérature françaises ? Vous ont-elles fait sentir français ?

Comme toutes les autres langues, la langue française est belle. C'est cette beauté qu'il faut considérer,

tout le reste, c'est de la gangue d'un identitaire administré ou d'un nationalisme autiste. Aujourd'hui, les écrivains se déplacent dans les langues. Ils peuvent le faire en passant d'une langue à l'autre, mais aussi de manière créative par la simple fulgurance d'un langage qui témoigne du désir-imaginant des langues qui lui manquent. Car la beauté ne délivre jamais d'appartenance, elle initie à

la relation, à cette capacité de vivre le divers en soi et dans ses appartenances.

Diviser les
a p p a r -

tenances en États-nations étanches ou en langues orgueilleuses n'a plus tellement de sens. La multi-citoyenneté, la multi-nationalité, le multi-transculturel, le multi-translinguistique reflètent plus les expériences des individus contemporains que la mono-appartenance obsessionnelle. Dès lors, « l'arbre généalogique » est devenu moins pertinent que « l'arbre relationnel », qui, lui, peut contenir plusieurs langues, plusieurs fraternités, des familles de rencontre, des lieux, des musiques, des poèmes, des saveurs, une fluidité très riche qui déjoue les territorialisations et les cartes d'identité. Essayez de dresser votre « arbre relationnel », et vous serez surpris de la densité des rhizomes et des magnétismes qui vous relient à la totalité du monde.

Comment vous situez-vous au sein de la scène littéraire française – ou de langue française ?

La langue utilisée par l'écrivain ne donne plus de fraternité carcérale : elle lui ouvre au contraire un champ relationnel vers toutes les langues du monde. C'est avec toutes ces langues que l'écrivain contemporain bâtit son langage. Car un écrivain, c'est moins une langue qu'un langage. Un langage, c'est moins un exercice national qu'un imaginaire du monde. C'est une méta-vision déclenchée dans la langue. Rabelais, Joyce, Faulkner, Proust, Marquez, Césaire, Glissant étaient avant tout des langages, des expériences langagières éclaboussant le monde.

Ce qui compte, c'est la richesse de l'expérience de chacun dans le monde, et une haute expérience détermine toujours une très belle éthique. Mes fraternités littéraires ne peuvent se baser que sur des structures d'imaginaire et d'éthique. Pas de manière linguistique, raciale ou géographique. Littérature française, cela ne veut rien dire. Et il faut haïr les académies.

Une des fiertés de la France a été l'élan des Lumières qu'elle a porté au XVIII^e siècle. En tant qu'Antillais, cet héritage des Lumières a-t-il compté pour vous ? Ou bien leur face sombre, dépeinte notamment par Alejo Carpentier dans *Le Siècle des Lumières*, a-t-elle plus compté pour vous ?

J'ai connu la France coloniale et j'ai été nourri par la France des Lumières, c'est-à-dire »

Patrick Chamoiseau
Dernier ouvrage paru :
Césaire, Perse, Glissant, les liaisons magnétiques
(éd. Philippe Rey).



« Une sandale abandonnée par un migrant à la frontière hongroise, en septembre 2015. La gestion de la crise des migrants en Europe est caractéristique, pour Chamoiseau, d'un affaiblissement de l'éthique.

FURLONG/GETTY
IMAGES/AFP

collectives, une insécurité généralisée entre fantasmes et fantômes. Si de nombreux jeunes parviennent tout de même à se construire, innombrables sont ceux qui défont, se marginalisent et se perdent.

Cette individualisation de l'éthique est encore plus difficile à vivre pour ceux qui se retrouvent dans une souffrance économique. La toute-puissance capitaliste étend ses tentacules sur la totalité du monde sous des couleurs occidentales, avec un cortège de prédateurs, d'injustices, de concentration délirante des richesses, de diabolisation de l'islam, de stigmatisation des musulmans, de précarité galopante et de misère moyenâgeuse.

Le pire qui puisse nous arriver, dans un tel contexte, c'est un affaiblissement aggravé de l'éthique. C'est cet affaiblissement qui permet les outrances, les drones assassins, les bombardements apocalyptiques, les camps et les zones de non-droit, c'est lui qui autorise l'indécence, affaiblit la vie démocratique, développe la violence folle et la contre-violence idiote, déstructure les familles. C'est lui qui nous livre aux régressions quand il s'agit de faire face aux grandes crises. Il suffit de voir comment la grande civilisation européenne réagit aux migrations massives qui ne font que commencer. Les seules solutions qui lui paraissent viables sont les murs barbelés de huit mètres, le repli sécuritaire, le rejet argumenté de l'Autre, l'intolérance vertueuse, et pire : la xénophobie triomphante et le racisme outrancier.

Le Front national ne doit pas être considéré comme un parti politique mais comme une involution qu'il faut combattre par un surplus de responsabilité, d'éthique, de poétique, de soin porté à l'épanouissement individuel, car c'est désormais l'épanouissement individuel qui suscitera les solidarités collectives et le sursaut qualitatif dont nous avons besoin.

Quel lien faites-vous entre la France et le « tout-monde », ce concept d'Édouard Glissant que vous avez repris ? Pourquoi ce lien est-il préférable aux rapports (lâches) de la mondialisation ?

« Tout-monde », cela veut dire « dynamique relationnelle », entre l'humain et le vivant, entre l'individuel et le vivre-ensemble, entre l'unité du monde et la diversité du monde, entre le local et le global... Tout cela n'exige pas un système de pensée mais une poétique. La pensée de système ne ferait que simplifier cette grandiose complexité. La poétique précipite ses ensoleillements partout, dans les passes et les impasses, sans rien réduire ou renoncer à quoi que ce soit.

La France du Tout-monde sera relationnelle, ouverte à sa diversité intérieure, sensible à la diversité du monde, fidèle à sa vieille tradition de libertés, de droits sanctuarisés, de renouvellement parfois terrible mais toujours infiniment précieux. C'est cette poétique refondatrice qui est votre tâche actuelle.

»Propos recueillis par Olivier Doubre et Christophe Kantcheff

dire que j'ai connu l'ombre dans la lumière, la barbarie au cœur des fastes. Je perçois le monde non pas depuis l'assise d'un continent, mais dans l'articulation d'un archipel dont l'âme émerge des remous d'une inépuisable rencontre de cultures et d'individus. C'est une expérience singulière, horizontale, paradoxale, qui diffracte considérablement votre cheminement de conscience. C'est pourquoi un petit pays comme la Martinique a pu produire Césaire, Fanon, Glissant... Que l'île de Sainte-Lucie se prévaut de plusieurs prix Nobel. Une telle concentration visionnaire est improbable dans le contexte d'une île à sucre, mais, dans la relation, il n'y a plus de petits pays ou d'espaces mineurs, il n'y a que de l'étendue...

L'indépendance de la Martinique, et au-delà de tous les DOM-TOM, est-elle souhaitable ?

Nous sommes dans un monde d'interdépendance, pas seulement du fait de la globalisation économique capitaliste, mais du fait que nous sommes désormais en liaison magnétique avec la totalité du monde, et surtout que nous en avons conscience. Les États-nations deviennent des « Nations-relations » : elles doivent se conformer à leur diversité intérieure et à la diversité agissante du monde.

C'est désormais l'équation relationnelle qui donnera la vitalité de chaque appartenance au monde. Cette appartenance se construit dans l'interdépendance, qui, elle, suppose éthique et

responsabilité. Les pays dits « DOM-TOM » doivent construire de manière responsable leur relation, d'abord à leur géographie immédiate, ensuite à la totalité du monde. Ils doivent pouvoir maîtriser les interdépendances nécessaires à leurs projections et à leur devenir. En accédant à l'imaginaire de la relation, la France « une et indivisible » pourra devenir une « République unie », rassemblant des peuples et des nations différents autour d'un vivre-ensemble républicain. C'est le seul moyen pour elle d'être conforme à l'énergie actuelle du monde. C'est le beau devenir.

Face au climat actuel, entre obsessions sécuritaires et montée d'une extrême droite raciste, la France vous inquiète-t-elle ?

Je disais que l'individualisation de l'éthique est difficile à vivre pour tous. Difficile de se construire et de construire sa vie de manière souveraine et personnelle sur une grand-scène qui n'est autre que le monde. De ce fait, la perte des solidarités est générale. La violence se fait aveugle. La surconsommation accède aux niveaux du bizarre. L'égoïsme exacerbe les excès égoïstes. L'esprit de profit, le calcul remplacent le don, le civisme, la citoyenneté active et bénévole. La responsabilité défaille et les mœurs accusent des évolutions foudroyantes. Les pertes d'autorité et les pratiques irresponsables engendrent des impuissances familiales, des angoisses



FIFE/AFP

Foot féminin : onze femmes puissantes

Les Black-Blanches-Beurs font des étincelles sur le terrain et commencent à captiver un public lassé des mâles milliardaires.

On joue la 79^e minute le 17 juin dernier à Ottawa. Amandine Henry reçoit la balle à trente mètres du but mexicain. Personne pour la charger. La capitaine de l'équipe de France de football prend tout son temps pour déclencher un missile qui va se loger dans la lucarne de Cecilia Santiago. C'est le plus beau but de la dernière Coupe du monde féminine de football. Avec un 5 à 0, les commentateurs s'enflamment, comparent Amandine à Thierry.

Face à la Corée du Sud, les superlatifs redoublent sur un bijou d'action collective : un billard à une touche de balle entre cinq attaquantes, et l'ouverture du score. En quart de finale, les Françaises seront éliminées par l'Allemagne après avoir mérité de gagner. Comme les mecs. On devine qu'elles y ont acquis un surcroît de respect parmi les 4,1 millions de spectateurs rivés à leur poste sur W9 ce soir-là. Record d'audience explosé pour la petite chaîne qui avait acquis les droits de retransmission. La sortie de l'anonymat médiatique date de 2011, quand les filles se hissent en demi-finale de la Coupe du monde contre les États-Unis

(des cadors). Elles pointent aujourd'hui au 3^e rang mondial.

C'est connu, les résultats drainent la popularité, mais c'est insuffisant pour un public biberonné aux prouesses d'Ibra. Si Amandine Henry, Eugénie Le Sommer, Marie-Laure Delie, Wendie Renard, Laure Boulleau, Camille Abily ou Sarah Bouhaddi plaisent, c'est aussi parce que « ça joue ». Fluide, technique, collectif et même puissant.

À moins qu'il ne s'agisse d'une question de valeurs. Un sondage, début juin, révélait que 81 % des fans (masculins, surtout) des Black-Blanches-Beurs décelaient chez elles plus de fair-play, de sincérité et d'humilité que chez les Bleus. D'autant que, côté fric, ça brasse à des niveaux risibles. Le plus gros transfertape à 100 000 euros (800 fois moins que pour Anthony Martial). Quand Gaëtane Thiney raconte ses primes de victoire « à 100 euros », avant 2011, on écraserait une larme. À croire que le foot féminin est devenu le refuge rédempteur des aficionados écœurés des frasques inouïes du monde des mâles à balle.

›Patrick Piro

Amis de la terre



OR

Voici une autre équipe qui gagne. Lydia et Claude Bourguignon travaillent en tandem depuis qu'ils se sont rencontrés à Dijon, tous deux ayant une formation en agronomie. Elle par des cours du soir ; lui, alors ingénieur d'État, ayant

étudié la microbiologie des sols à l'Institut national d'agronomie, à Paris. Même si Claude Bourguignon fait moins d'apparitions au cinéma que sa sœur, Anémone, on a pu le voir avec sa femme dans le documentaire de Dominique Marchais, *le Temps des grâces* (2009), où tous deux se penchaient sur l'état du sol d'une parcelle viticole en Champagne. Là est leur combat et leur champ d'activité : la qualité des terres.

Des décennies de productivisme agricole ne pouvaient être sans conséquences. Dans les années 1970, Claude Bourguignon est l'un des premiers à alerter sur la dégradation de la biomasse et de la richesse des sols en micro-organismes. En 1989, le couple crée le Laboratoire d'analyse microbiologique des sols (Lams). Sur le site du Lams, plusieurs témoignages d'agriculteurs et de viticulteurs donnent de Lydia et Claude Bourguignon une image de sauveurs. C'est ce que sont ces partisans du mieux-vivre avec des récoltes plus saines. Ils ont mis au point des concepts innovants et des techniques permettant à ceux qui travaillent la terre, plus particulièrement en agriculture biologique ou biodynamique, d'obtenir de meilleurs rendements sans abîmer ni exténuier les sols. Avec eux, on ne sait si la terre ment ou pas, mais, ce qui est sûr, c'est qu'elle respire...

›Christophe Kantcheff

Pierre Richard : le rire et la colère

Connu pour ses comédies qui font s'esclaffer toutes les générations, le grand blond, 82 ans, se mobilise aujourd'hui contre la destruction de la forêt amazonienne et s'alarme de la montée du FN.



DANNY GVS/REPORTERS

Pierre Richard imitant Gérard Depardieu, ça vaut le détour. Sur son canapé, dans son agréable loft parisien, le comédien lève les yeux au ciel, inspire par le nez. « Pour un gag, il faut un témoin. Moi, c'est le témoin qui m'amuse. Gérard, dans cette scène de la Chèvre, a l'air tellement... consterné ! », s'esclaffe-t-il. Généralement, Pierre Richard ne revoit pas ses films. Même des classiques comme *le Distrait*, *le Grand Blond* ou *Je suis timide mais je me soigne*. Mais, la veille, il a fait une exception. À l'occasion de la COP21, et en raison de son engagement contre la destruction de la forêt amazonienne, il héberge une délégation d'Indiens d'Amazonie, dont le chef Raoni. « Il m'a offert cette pipe », montre-t-il. Son poignet droit est ceint d'un bracelet brésilien plus large qu'un poignet de force. « Hier soir, alors que nous étions sur ce canapé à fumer, il

a demandé à voir un de mes films. » Et de se remémorer, hilare, cette scène de la comédie de Francis Veber où Depardieu l'envoie, dans un bar, se faire gifler par une femme offensée. Il faut imaginer Raoni et Pierre Richard devant l'écran la pipe au bec...

Puis, le comédien s'indigne : « Tout le monde s'en fout, de l'Amazonie ! » En ce lendemain de premier tour des régionales, où « on est tous un peu en deuil », il a nettement plus envie de parler d'écocide que de l'ombre du FN. Sur les mégabarrages de Belo Monte et de Tapajos, les boues toxiques et le saccage de l'habitat des peuples indigènes, ce tendre se révèle intarissable et en colère. Il ne fait pas loin de 30 °C sous sa jolie verrière, où s'épanouissent de hautes plantes grasses. « Mes hôtes ont froid », s'excuse-t-il. Lui, il est en

Sur le méga-barrage de Belo Monte, ce tendre est intarissable.

tee-shirt noir, jean noir et chaussures grises un peu destroy. Ses cheveux lui tombent raides sur le front depuis l'anesthésie générale qui l'a défrisé il y a deux ans : ça lui donne une allure un peu rock qui lui va bien.

« Il est de plus en plus beau », admire Gérard Depardieu en préface à *Je ne sais rien mais je dirai tout* (Flammarion), publié par son compère en mai dernier. Pas un petit exploit : à 82 ans, Pierre-Richard Defays poursuit la carrière qu'il a embrassée moins pour provoquer son grand-père, grand industriel du Nord, que sur un coup de foudre devant Buster Keaton au cirque et Danny Kaye au cinéma. Assez puissant pour semer une fibre artistique chez les générations suivantes : ses deux fils, Christophe et Olivier, sont contrebassiste et saxophoniste de jazz, un de ses petits-fils se pique de jouer la comédie, une de ses petites-filles chante de manière très prometteuse... « Quand je leur interdis le Nutella, ils râlent, lance-t-il, repartant dare-dare sur les méfaits de l'huile de palme. Mais on va leur laisser une poubelle ! »

Incapable de se rappeler à quand remonte son intérêt pour l'écologie, le comédien s'étire : « Quand j'avais 20 ans, on n'en parlait pas. » Puis se laisse glisser lestement du canapé par terre, où, en tailleur, il rallume un mégot attrapé dans le cendrier sur la table basse. Autour, des DVD de séries américaines, dont *True Detective* et *Hell on Wheels*, sur la construction du chemin de fer aux États-Unis. Les Cheyennes y sont perçus comme des sauvages sanguinaires et rétifs au progrès... « La délégation amazonienne a écrit à François Hollande. Et après ? EDF est partie prenante dans ces chantiers. » Dans *Mia et le Migou*, de Jacques Rémy-Girerd (voir p. 38), il fait la voix de Pedro, le père de la petite héroïne qui sauve la forêt. Depuis cet automne, Pierre Richard est parain du DAL. Il a rejoint le collectif « par le biais d'une rencontre », après avoir croisé « Babar » (Jean-Baptiste Eyraud) dans une manif. Aujourd'hui, il s'apprête à partir en Californie pour la tournée de sa pièce *Pierre Richard III*. Avant l'été, il a repris la trompette, dans laquelle il avait soufflé jeune homme, pour mimer un solo dans un spectacle avec le Duke Orchestra, intitulé *le Grand Blond et la musique noire*. « Je joue comme une patate, c'est drôle ! » Car faire rire, « c'est un grand plaisir, c'est euphorisant... »

> Ingrid Merckx

Mohamed Kaci, une voix à la marge

Double tâche – et une envergure mondiale. Chaque jour, Mohamed Kaci présente le « 64' » de TV5 Monde. Un JT, inauguré en 2013, d'une exigence et d'une sobriété remarquables, avec un angle et un regard sur l'actualité moins français que francophone, moins francophone qu'international. Et, chaque dimanche, il anime sur la même chaîne « Maghreb Orient Express », émission à la fois politique et culturelle, créée en 2011, tournée vers le monde arabe. Marque de fabrique du journaliste : une certaine élégance naturelle et une fraîcheur intellectuelle. Né à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), issu d'un milieu modeste, de parents algériens, Mohamed Kaci a entamé des études scientifiques. Peu enclin à enseigner, lecteur éclectique, il entre dans une école de journalisme (double bagage devenu rare dans le métier). « *J'avais besoin de raconter, de témoigner de ce qui se passe à l'autre bout du monde, de rapporter aussi les préoccupations des plus fragiles, la parole de ceux qui ont peu voix au chapitre, de transmettre, mais encore d'apprendre des autres, de toutes les rencontres.* » Premiers pas dans la presse



spécialisée scientifique, premiers contrats. Tombe une opportunité sur TV5 Monde, en 2006. Il présente d'abord les JT de 20 minutes, poursuit avec une hebdo consacrée au foot aux côtés de Didier Roustan et inaugure donc ce fameux journal de « 64' ». Un JT qui lui ressemble furieusement, et inversement. Ce qui n'empêche pas un œil critique.

« *Certes, le métier est en pleine évolution. Mais gare à ne pas se laisser embarquer dans cette frénésie du tout-info, du flux sans recul, sans donner du sens aux images. Le métier doit faire son examen de conscience. On n'est pas là pour asséner des vérités. Il s'agit d'être constructif, de susciter la réflexion, de jouer aussi un rôle citoyen, de toucher à la pluralité, surtout dans un monde où les médias sont de plus en plus regroupés. J'aime, en plateau, les gens qui ne sont pas rompus à l'exercice, qui restent spontanés, parlent avec leurs silences.* » Verra-t-on un jour Mohamed Kaci présenter un 20 heures sur une grande chaîne ? « *C'est un défi qui paraît excitant, répond-il franchement, mais il faut voir avec quel contenu, quelle ouverture.* »

» Jean-Claude Renard



DR

Haoua Lamine, le goût des autres

Cette avocate née au Cameroun cultive le multiculturalisme et engage toute sa vie contre les injustices.

Elle reçoit au rez-de-chaussée d'un petit cabinet situé au cœur du XIV^e arrondissement de Paris. Des piles de dossiers et des notes griffonnées s'additionnent sur le bureau et les étagères. Deux masques africains suspendus au mur tranchent avec une déco plutôt épurée. Comme un fil tendu avec les origines. L'accueil se fait sans retenue, après une ferme poignée de mains. Haoua Lamine est avocate. Lieu de naissance : le Cameroun, ce pays formant un tableau de « *l'Afrique en miniature* », dit-elle d'emblée. Haoua est née au Nord, terre sèche et aride, d'un père mandara et d'une mère kanuri, entre deux ethnies différentes, grandissant sous la culture peule, avant de descendre dans le Sud, habillé de forêts luxuriantes, à Yaoundé. Elle

a une dizaine d'années quand toute la fratrie (six enfants) suit le père, diplomate, nommé au Nigeria. Nouveau changement, nouveau décor, dans un pays totalement anglophone, dont Haoua garde « *non pas l'impression d'être étrangère* », mais celle de demeurer dans « *une différence qui n'est pas opprimente, et plutôt enrichissante* ».

À l'adolescence, Haoua suit ses aînés pour faire ses études secondaires en France, en internat. C'est encore un nouveau départ pour la jeune fille, un autre début dans la vie, séparée de ses parents, dans un pays qui frappe d'abord par « *son climat, sa chute de lumière brutale, tombant comme un rideau* », avec ses populations différentes, sa mixité, un rapport entre les couleurs de peau qui s'inverse. Mais

elle n'en souffre pas, loin de là. Sans doute « parce que je baignais depuis toujours dans les rencontres multiculturelles. Ma relation à l'autre s'inscrivait dans une approche particulière, dans l'accompagnement, la complémentarité. C'est un sentiment presque physique, dans lequel il n'y a pas de frontière, mais des êtres humains, avec leurs défauts et leurs qualités ». La jeune fille ne le sait pas encore, mais c'est un atout, faisant des altérités et des différences une force. Affaire de sensibilités plurielles, l'essence même de son parcours.

Un parcours mû par le sens de l'équité, vécu comme « un besoin irrésistible », un refus de l'injustice « viscéral », presque paradoxal alors : en effet, confie Haoua, elle n'a jamais connu directement le racisme. Les études de droit s'imposent naturellement, « guidée par le symbole du glaive et de la balance ». La formation se veut éminemment théorique. « Au fil des années, j'ai vu la différence entre la théorie et la pratique, entre une égalité en droit mais pas en fait, qui me mettait mal à l'aise, j'avais besoin d'application et du terrain. »

Haoua Lamine ira chercher les droits de l'homme dans les interstices du droit international, mais sans avoir encore de notions sur les droits des étrangers, des migrants. C'est au sein de la structure Documentation réfugiés (association aujourd'hui disparue) qu'elle parfait sa formation, loin « du côté feutré des textes, mais dans le concret ». L'expérience se révèle déterminante. C'est aussi là qu'elle se confronte aux discriminations à l'égard des étrangers, une expérience qui la conduira au Gisti (1), en 1994, en juriste bénévole, puis à l'association Femmes de la Terre. Mais être une juriste en quête d'équité ne lui suffit pas. « J'ai eu l'impression de ne pas avoir fini ma formation, il me manquait un bagage. » Elle poursuit alors un troisième cycle en anthropologie juridique, et prête serment en 2010.

Aujourd'hui, chargée de cours à l'université Paris I, assurant des formations sur le droit des étrangers au Gisti, vice-présidente de Femmes de la Terre, l'avocate exerce au cœur des drames humains : le droit des étrangers (séjour, visa, regroupement familial, droit au travail), les naturalisations, le droit d'asile, la protection contre l'excision, la responsabilité civile, le droit de la famille (contestation de paternité, divorce)... « Tout simplement le droit des personnes ! » Quant à savoir pourquoi Haoua Lamine possède en elle cette obsession de l'injustice à réparer, la jeune femme se pose toujours la question. Mais le sourire demeure, et la poignée de mains reste ferme.

► Jean-Claude Renard

(1) Groupe d'information et de soutien des immigrés.

« On n'est pas qu'un restaurant »

Cuisinier au parcours original, installé à Quimper, Xavier Hamon encourage la réorientation de l'agriculture bretonne.

Étirée au-dessus de la mer, au cœur de la Bretagne, la Cornouaille se veut de tradition rurale. Jusqu'à l'après-guerre, la région affichait des conditions de vie et de travail difficiles, avec des paysans la tête maintenue dans la boue par l'Église, tandis que les conserveries prospéraient déjà. Au cours des Trente Glorieuses, un autre monde se met en branle. La Cornouaille se trouve une capacité de production exponentielle. Les fermes s'agrandissent, les industries alimentaires habillent le paysage, animées par une poignée de familles (telles Leclerc, Bigard et Ranou). Les filières s'installent, les abattoirs

fleurissent, l'élevage porcin s'intensifie (pour atteindre 60 % de la production nationale, avec 14 millions de porcs en 2012), cependant que les paysans sont dépossédés de leur savoir-faire, soumis aux aléas d'une économie à grande échelle.

Voilà de quoi interpeller Xavier Hamon, cuisinier installé au Comptoir des halles, humble caboulot dans le ventre gourmand de Quimper. Longtemps, ce petit-fils de paysans et d'artisans songe, « comme tout le monde, qu'il n'y a pas d'alternative, et pas grand-chose à faire contre cette fatalité », jusqu'à ce qu'il rencontre un chapelet d'irréductibles,

Droit des étrangers, de la famille... L'avocate exerce au cœur des drames humains.



Xavier Hamon ► inclut les enjeux paysans dans l'économie de son établissement. DR

« de petits paysans exerçant autrement, certains appuyés sur la biodynamie, retrouvant une dignité à travailler à la ferme, se réappropriant des connaissances, en osmose avec leur environnement, avec une autre vision du territoire, à l'écoute des cycles de la nature et des sols ». On y produit peu, mais bien, une infinité de races rustiques, des légumes oubliés. Rencontre déterminante pour le caseroleur, séduit par « une démarche qui ne laisse pas de place aux compromissions ; dans une certaine mesure, c'est assez confortable ! ». Mais il s'agit surtout « de ne pas s'isoler du monde ».

Et de construire alors un modèle d'établissements, les Palais de Cornouaille, sous l'égide du mouvement italien Slow Food, adapté au terroir breton, incluant les enjeux paysans dans l'économie du restaurant, suivant une éthique et la charte internationale de l'Alliance Slow Food des chefs : privilégier un choix de consommation durable, un rapport direct avec les petites structures, la production locale, le savoir-faire gastronomique et artisanal, valoriser une éducation au goût, « parce qu'on n'est pas qu'un restaurant ».

Une démarche à rebours des filières agro-alimentaires, peu évidente dans un milieu qui ne se pose pas toujours la question de la fabrication des produits, même parmi les étoilés. « Peu ont conscience de leur rôle dans la chaîne alimentaire », constate Xavier Hamon. L'association compte maintenant une quarantaine de membres, consommateurs, producteurs et restaurateurs. Reste à convaincre le monde maritime, principal fournisseur des tables de Cornouaille. Un pari délicat pour un univers possédant ses propres codes.

Le grand gaillard aux allures d'albatros, au phrasé doux et au visage de poupon, revient de loin. Formé à l'école hôtelière de Dinard, il tâte de la casserole à Paris, puis dans le Sud, avant de prendre la direction d'un traiteur nantais. Il n'y trouve pas le sacerdoce que réclame Pierre Troisgros, quand il postule à Roanne. Il éteint les feux et entame une formation d'infirmier. Il exerce huit ans en psychiatrie. Un autre casseroleur, Jacky Dallais, installé en Touraine, l'invite à retourner aux fourneaux. Affaire de transmission. Et vocation renaissante. Xavier Hamon revient alors sur ses terres pour ouvrir le Comptoir des halles. On est en 2004.

Dix ans plus tard, l'été dernier, il ouvre le Comptoir du théâtre. Un nouvel élan. À la carte, une cuisine de saison et responsable. Boudin noir de porc blanc de l'Ouest et langoustines rôties ; grondin de ligne, chou et lard rôti ; tartare de veau, huîtres naturelles, coques, feuilleté sarrasin et reinette d'Armorique ; crème de safran et sirop de cidre de Cornouaille. Dans chaque assiette, au moins cinq légumes... Sachant d'où viennent les produits, et comment ils sont fabriqués.

» J.-C. R.

Armand Patrick Gbaka-Brédé, dit Gauz, a exercé une foule de métiers qui ont alimenté son œuvre.

DR



Gauz, toujours vigilant

Son expérience d'agent de sécurité a donné à ce romancier ivoirien un regard acerbe sur la société française.

Né en 1971, arrivé à Paris une maîtrise de biochimie de la fac d'Abidjan en poche, un temps sans-papiers, Armand Patrick Gbaka-Brédé, dit Gauz, a exercé une foule de métiers avant de devenir photographe, scénariste (du documentaire *Après l'océan*, sur l'immigration des jeunes Ivoiriens), un temps directeur d'un journal économique satirique en Côte d'Ivoire, lequel fustigeait notamment avec le sourire « l'homme du FMI », le président Ouattara, ancien fonctionnaire de l'illustre institution. Il fut aussi vigile, l'un de ces « invisibles » de la société française – parmi les surendettés, les prostitué(e)s, les usagers de drogues, les accidentés du travail, les SDF...

De ces Noirs imposants postés à l'entrée des temples de la consommation, tirés à quatre épingles dans des costumes bon marché fournis par leurs employeurs, Gauz esquisse le portrait-robot tout en stéréotypes dans *Debout-payé*, son premier roman : « *Les Noirs sont costauds, les Noirs sont grands, les Noirs sont forts, les Noirs sont obéissants, les Noirs font peur. Impossible de ne pas penser à ce ramassis de clichés du bon sauvage qui sommeillent de façon atavique à la fois dans*

chacun des Blancs chargés du recrutement, et dans chacun des Noirs venus exploiter ces clichés en sa faveur.

À l'époque où il est vigile, ou « MIB, Men in Black », il découvre sans doute bien plus des interstices de la société française que dans les bibliothèques. Même s'il les fréquente aussi assidûment, découvrant une grande part du cinéma africain à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre, notamment l'œuvre du réalisateur sénégalais Djibril Diop Mambéty. Et de raconter que, chez les Ivoiriens de France, « *le métier de vigile est tellement ancré qu'il a généré une terminologie spécifique et toujours teintée des expressions colorées du langage populaire abidjanais, le nouchi.* ». Comme « *debout-payé* » qui désigne « *l'ensemble des métiers où il faut rester debout pour gagner sa pitance.* ». Et a donné son titre au récit plein d'humour et de finesse de cette « *vigile* », décrivant les habitudes des clients immigrés, voleurs français ou touristes étrangers, salué par la critique et plusieurs fois primé.

» Olivier Doubre

Debout-payé, Gauz, Le Nouvel Attila, 2014 ; Le Livre de poche, 2015, 216 p., 6,60 euros.

« Le Comptoir du théâtre, 4, bd Duplex, 29000 Quimper.

RESF : un tissu très résistant

Entrelacement de luttes locales et d'engagements citoyens, sans hiérarchie, le mouvement lutte depuis près de douze ans contre les expulsions de jeunes et de familles sans papiers. Un objet militant étrange mais efficace.

Ce 26 juin 2004, ils sont une centaine à s'être rassemblés à la Bourse du travail de Paris. Des enseignants, des parents d'élèves, des représentants d'organisations syndicales, d'associations ou de collectifs venant de toute la France. Tous partagent la même indignation face à une chasse aux sans-papiers qui se déroule jusque dans les salles de classe. Ils affirment qu'il est du devoir de la communauté scolaire de résister à cet arrachement de ses membres, dont la seule faute est de ne pas être « en règle ». Car ils sont persuadés qu'ensemble ils peuvent l'empêcher.

À l'époque, Armelle Gardien enseigne au lycée Jean-Jaurès de Chatenay-Malabry. « La question des lycéens sans papiers n'était pas neuve. Nous autres, professeurs, aidions déjà depuis plusieurs années des élèves "clandestins". Mais, en 2003-2004, on a assisté à une multiplication d'affaires d'expulsions de jeunes scolarisés. » Dans plusieurs établissements, une résistance locale s'organise. On assiste à la création de petits collectifs, mobilisés contre l'expulsion de tel élève ou telle famille. Leur activisme attire l'œil des médias, qui relayent les mobilisations au niveau national. « Subitement, on est passé du journal local à France Inter, s'amuse Armelle. Il y a eu un effet boule de neige, une multiplication des mobilisations, et c'est devenu un sujet médiatique. C'est là qu'a germé l'idée de créer un lien entre ces luttes locales. On se disait qu'ensemble on pourrait créer un véritable rapport de force. »

Ce jour de juin 2004, ça cause actions, organisation et efficacité à la Bourse du travail. Et, entre deux échanges de contacts et trois suggestions, émerge tout naturellement l'idée de créer un réseau en ligne, raconte Armelle. « Le principe, c'était de pouvoir travailler ensemble, quelle que soit notre histoire militante et politique, partager nos contacts, nos expériences et nos capacités de mobilisation. Il fallait que chacun puisse s'y retrouver et agir rapidement, par ses propres moyens. » Des listes de mails sont créées, RESF est né.

Dans les mois et les années qui ont suivi, les collectifs RESF se sont multipliés sur tout le territoire, souvent fondés autour d'une première mobilisation, comme à Martigues. « C'était en 2007, un peu après l'élection de Nicolas Sarkozy. La famille d'un élève de mon école était menacée d'expulsion, raconte



Shpresa et Jusef Raba, un couple de Kosovars expulsés en 2007 et revenus en France, participent à une manifestation de RESF à Villeurbanne.

PACHOUD/AFP

Frédéric Grimaud, enseignant dans le primaire. À l'époque, un collectif RESF existait dans le département, mais il restait très concentré à Marseille. Alors, avec d'autres enseignants et parents d'élèves, on s'est organisé en collectif local. Ça a commencé par le soutien à cette famille, puis on a continué. »

Avec le temps, le réseau s'est densifié. En une décennie, RESF s'est taillé une place de choix dans les mobilisations et les médias. Aujourd'hui, rares sont ceux qui n'ont jamais entendu parler de cet étrange objet militant. Dessiner le portrait de RESF, c'est se perdre dans les multiples formes du réseau. Si les militants partagent bien une cause commune, chacun s'approprie la forme de ses actions et pose les limites de son combat. Sans hiérarchie ni porte-parole, RESF possède autant de visages que de militants, autant de modes d'action que de collectifs.

« Toute la force du réseau est là, souligne Michel Elie, du collectif RESF de Montpellier,

il n'y a pas de hiérarchie, ce qui nous permet de réagir très rapidement à une situation. Pas besoin de demander la validation d'un organe national, on se mobilise immédiatement. On connaît la situation locale, on agit en fonction. »

Pas de ligne politique. Ce qui rassemble, c'est la solidarité et l'indignation face à la situation inique de jeunes et de familles sans papiers. Si les opinions des activistes de RESF penchent plutôt à gauche, il n'y a pas d'unanimité politique dans le réseau. « À Martigues, on a aussi bien des militants de la gauche de la gauche que des personnes plutôt issues de mouvements chrétiens », affirme Frédéric Grimaud.

« Cette neutralité politique permet d'englober beaucoup de monde, renchérit Michel Elie. Et, tant qu'on reste dans notre sphère de compétence, on s'entend sans problème. » Ce qui n'empêche pas les polémiques au sein du réseau. Faut-il entretenir des contacts avec les préfetures ou au contraire

Pas de ligne politique. Ce qui rassemble, c'est l'indignation.

les éviter ? Soutenir telle action ou éviter d'y être rattaché ? De mail en mail, les discussions vont bon train. « *On fonctionne de façon horizontale, il n'y a pas de "contrôle" ni de "ligne" nationale. L'existence de divergences est un corollaire de notre mode de fonctionnement*, explique Armelle Gardien. *Il peut y avoir des discussions sur les principes à tenir et les actions à entreprendre mais, dans l'ensemble, il y a quand même un accord global sur ce que nous défendons.* »

Manifestations devant les préfectures, suivi des tracas administratifs des familles ou hébergement temporaire lorsque des sans-papiers n'ont plus de toit... Les militants de RESF peuvent envahir un tarmac pour bloquer une expulsion en avion comme se mettre d'accord avec l'État pour intervenir dans les Centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). Chaque collectif avise et tranche la question de ses modes de mobilisation. Protéiforme, le réseau touche à tout, chaque militant apportant ses idées et son savoir-faire.

Au fil des années, de nombreuses initiatives se sont ainsi agrégées aux mobilisations traditionnelles. À Martigues, se tient depuis huit ans le festival musical Les Bienvenus, dont les recettes permettent de financer avocats et frais de procédures de régularisation. À Montpellier, le collectif RESF a créé l'atelier d'écriture Confettis collectifs, lieu de rencontre entre de jeunes majeurs sans papiers et des écrivains.

En fin de compte, on en revient toujours à l'échelle locale, où se prennent les décisions aussi bien en termes de choix d'action que de limites de mobilisations. « *Aujourd'hui, de nombreux militants RESF sont engagés autour des déboutés du droit d'asile*, note Armelle Gardien. *La question des sans-papiers scolarisés reste importante, mais beaucoup de collectifs en débordent. Depuis 2004, le sentiment d'urgence a changé.* »

Capacité à évoluer ou dispersion ? Impossible de trancher, c'est à chacun de décider. Car RESF ne parle pas d'une seule voix. Le réseau, c'est avant tout des individus qui, à un moment donné, se sont engagés, rappelle Murelh Ntyandi. Ce jeune développeur Web n'a rien oublié des années de galère qui ont précédé sa régularisation ni des mains tendues par les militants de Montpellier : « *Pour moi, la force du réseau, c'est son système de parrainage : à chaque personne un parrain qui aide, guide, accompagne.* » Depuis près de douze ans, des citoyens créent des liens, tentent d'abattre les murs administratifs qui isolent. Qui peut dire que cela ne change rien ?

» Lena Burjström

Sur place, >
un accueil
chaleureux et un
accompagnement
dans les
démarches.

LISA VIOLA ROSSI



Cartes de presse en exil

Structure atypique, la Maison des journalistes, à Paris, accueille des réfugiés du monde entier empêchés d'exercer leur métier.

Traqués, persécutés, interdits. En butte aux autorités, avec une liberté d'expression muselée. La Maison des journalistes (MDJ) abrite un arc-en-ciel de cartes de presse en exil. Une cosmogonie pêle-mêlant les nationalités, des hommes, des femmes, avec leur culture, leur langue, leurs itinéraires différents. Des journalistes venus pour la plupart aujourd'hui de Syrie, d'Iran, de Turquie, de République démocratique du Congo ou du Burundi, mais encore du Bangladesh et d'Afghanistan, victimes de répression, accueillis dans une Maison représentant, mine de rien, le sismographe de la situation de la presse dans le monde.

Créée en 2002, la MDJ a d'abord ouvert ses portes à Bobigny, avant de s'implanter dans le XV^e arrondissement parisien, au 35, rue Cauchy, dans les murs d'une ancienne usine. Elle est financée à hauteur de 350 000 euros par an par la Mairie de Paris, des médias parains (TV5 Monde, Arte, RFI, Radio France, notamment), Presstalis, des organismes comme la Scam et le Comité de protection des journalistes.

Sur place, les journalistes y trouvent un accueil plus que chaleureux. Un accompagnement, d'abord, dans leurs démarches administratives, juridiques et professionnelles, tandis que

leur sont proposés des activités culturelles, des rencontres avec leurs homologues français, des ateliers de formation, dont les cours de français sont évidemment le point d'orgue, et une aide pour ceux ayant acquis le statut de réfugié politique afin de retrouver un emploi. Mais la MDJ se veut aussi un lieu de résidence, disposant d'installations communes et de quatorze chambres pour loger demandeurs d'asile et réfugiés pour une durée minimum de six mois (et ils sont accompagnés après leur départ). Vivre ensemble ici, c'est peu dire. En une dizaine d'années, ce sont 319 journalistes qui ont déjà transité par ce lieu de renaissance et de résurrection.

Curieusement, s'il y a eu quelques tentatives en Espagne ou en Allemagne, cette structure peut se targuer d'être unique au monde. « *Est-ce dû à une solidarité plus forte, à une attention à la liberté d'expression ? Qui sait ? Peut-être est-ce lié au siècle des Lumières, à une tradition révolutionnaire ?* », s'interroge Denis Perrin, journaliste et membre du conseil d'administration de la MDJ. En attendant, elle propose des missions d'information au public, des actions de sensibilisation articulées autour de la liberté de la presse. Parce qu'il ne s'agit pas là seulement de défendre une corporation.

» Jean-Claude Renard

Dans le Nord, les fiers paysag



PHILIPPE HUGUEN/AFP



AFP

Il est des épopées industrielles qui finissent dans les poubelles de l'histoire. Dans le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais, la légende d'une population ouvrière soudée par sa mission et les adversités a survécu aux drames sociaux, sanitaires et environnementaux. Et quand la dernière mine a fermé, en 1990, les Ch'tis n'ont pas rejeté les stigmates de l'après-charbon comme des cicatrices hideuses. La région a revendiqué l'appartenance à son identité de dizaines de chevalements (à Oignies, photo du haut), de 425 fosses (le puits Lagrange, ci-dessus, en 1948),

de 230 terrils, de corons, etc. En 2012, l'Unesco inscrivait ces paysages miniers au Patrimoine mondial. Le pays noir a reverdi. Les vestiges industriels se visitent, des expositions en magnifient les lignes. Des écosystèmes originaux colonisent certains terrils. À Haillicourt (à droite), les scories noires du n° 9 produisent un vin blanc bio, le « Charbonnay ». Petits Fuji Yama de l'ancienne plaine, ils culminent à 188 mètres à Loos-en-Gohelle, l'une des communes les plus écolos de France.

> P. P.



es de l'après-charbon

Terrils, fosses, corons, chevalements, canaux, cokeries... Les reliques de l'industrie minière du Nord-Pas-de-Calais sont devenues constitutives d'une identité visuelle revendiquée par les habitants.



Riches idées contre la précarité

À Vaulx-en-Velin, banlieue lyonnaise, l'association Avec a ouvert une épicerie solidaire pour aider ceux qui n'arrivent pas à boucler le mois. Rapidement, un salon de coiffure et une salle de sport ont également vu le jour.

Vaulx-en-Velin, quartiers Est. Le long de l'avenue Henaff, les entrepôts se succèdent, magasins de meubles, supermarchés halal, dépôts divers... Le local est coincé entre un petit restaurant turc et un garage. Une ancienne usine, peu engageante à première vue, dont les fenêtres reflètent les barres d'immeubles de l'autre côté de la rue. La cour est encombrée de palettes et de caisses de légumes.

Pour l'épicerie sociale de l'Association vauldaise pour l'entraide dans la cité (Avec), c'est jour de tri. Quelques bénévoles s'activent, transbahutent des packs de lait du camion de la Banque alimentaire vers les étagères de l'épicerie, tandis qu'un chat renifle discrètement les poubelles. « Nous rangeons tout dans le local pour pouvoir remplir les colis que les gens viendront prendre demain », explique Samia Djemali, salariée de l'association.

Ici, chaque semaine, défile la France qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, ceux pour qui la faim n'est pas un concept lointain. En partenariat avec la Banque alimentaire, l'Agence du don en nature et Dons solidaires, l'association Avec redistribue chaque semaine plusieurs centaines de kilos de denrées alimentaires, contre une somme modique. « Pour 8 à 10 euros, les personnes repartent

■ **REPORTAGE** ■ *avec un chariot plein, qu'on essaye d'adapter à leurs besoins selon ce qu'on a en rayon, expose Samia. Des denrées alimentaires, bien sûr, mais aussi du savon, du dentifrice, des produits du quotidien qu'elles ne peuvent pas toujours s'offrir. »*

Les bénéficiaires sont envoyés par les services sociaux ou le foyer de réfugiés à quelques rues de là. Chaque semaine, plus de 600 familles viennent chercher dans cette épicerie de quoi remplir leur frigo. « Ce n'est pas les restos du cœur, c'est différent. Les gens achètent, même pour une toute petite somme, ce qu'ils vont consommer. Ça peut sembler dérisoire, mais ça donne une certaine dignité », affirme Samia. Chargée de l'accueil et du secrétariat, elle reçoit les familles, et son bureau ne désemplit pas. « Avec la conjoncture économique, on a de plus en plus de demandes. »

Étudiants fauchés, femmes seules avec des enfants à charge, chômeurs de longue durée, employés dont le salaire ne suffit pas à finir le mois... La précarité a de multiples visages, mais elle raconte une histoire commune, celle des petits renoncements qui, peu à peu, dessinent une vie. La bouteille de shampoing reposée sur l'étagère du supermarché parce que le portefeuille n'est pas assez fourni, la sortie annulée, le sport qu'on n'a plus le temps de

pratiquer parce qu'il faut s'occuper des enfants et qu'il coûte de toute façon trop cher.

Ces récits-là, les salariés et les bénévoles d'Avec les entendent tous les jours, et certains reconnaissent leur propre histoire. Avant de travailler pour l'association, Samia en était bénéficiaire. Quant à Nadia, bénévole de longue date, c'est en venant chercher son colis hebdomadaire qu'elle a commencé à donner de son temps : « Au début, je rangeais deux ou trois rayons et passais un coup de serpillière. Et puis, au fil du temps, j'ai commencé à venir tous les jours donner un coup de main. Ma situation s'est arrangée, je n'ai plus eu besoin de venir chercher mon colis, mais j'ai continué à m'engager. C'était ma manière de rendre la pareille. Et, aujourd'hui, je ne pourrais plus m'en passer ! » « Ici, on ne se contente pas de faire de la distribution de nourriture, on accueille vraiment les gens, on les écoute », affirme Samia avec fierté.

C'est en tendant une oreille bienveillante aux galères et aux envies d'autrui que l'association s'est construite, raconte Mahmoud Kalkoul, l'un de ses fondateurs. Assis dans un fauteuil rouge et brun du hall d'entrée – le « salon Louis-XIV », comme il l'appelle –, il retrace l'histoire d'une bande de copains qui voulaient organiser des sorties et des tournois de foot et qui se sont retrouvés, de fil en aiguille, à diriger une association de quartier. « Au travers de nos activités, on a rencontré des étudiants étrangers qui ne s'en sortaient pas financièrement et qui n'avaient pas de quoi manger. On s'est renseignés auprès de la Banque alimentaire et c'est comme ça qu'on a commencé à faire des colis de nourriture. »

Bouche-à-oreille, rumeurs de quartier, ce sont rapidement des familles qui viennent toquer à leur porte. Une accumulation de demandes qui donne le jour à une première épicerie solidaire. Mais, en passant chercher leur colis, les gens discutent, parlent de ce qui leur manque, de leurs envies. Les femmes, surtout. Elles évoquent les longues journées à s'occuper des gamins, à rester enfermées chez elles et à s'oublier. Créer un espace de socialisation, répondre à d'autres besoins que ceux du ventre, les membres de l'association en ont toujours eu envie. « Il ne suffit pas d'un frigo rempli et d'un toit pour vivre, souligne Nadia, on a besoin d'être bien avec soi-même. Et l'estime de soi, ça passe par plein de petites choses.

◀ Les femmes apprécient la non-mixité de la salle de sport. C'est leur moment à elles, enfin.

LENA BJURSTRÖM





Se sentir bien dans son corps, dans sa tête. » Le déménagement dans de nouveaux locaux donne à l'association la possibilité de mettre en pratique de nouvelles idées. Et il suffit de pousser la porte de l'ancienne usine de l'avenue Henaff pour respirer la différence.

Le hall d'entrée sent le shampoing. Des bribes de conversation s'échappent d'un petit local séparé du hall par une mince cloison. Deux mots d'arabe, trois de français, des rires. Et des lampions roses et jaunes au plafond. Derrière la porte, tendue d'une publicité pour les produits Schwarzkopf, Badra attaque le brushing de Jamila tout en discutant avec deux autres femmes installées au milieu des miroirs et des lotions. Entre deux coups de peigne, elles causent coiffure (« *Dis donc, elle est magnifique ta couleur !* »), se moquent de la journaliste venue s'incruster dans leur conversation (« *Faut pas que tu lui parles, à elle, c'est une terroriste !* ») et rigolent de plus belle. L'une raconte son mari vauté sur le canapé pendant qu'elle jongle avec la vaisselle et les enfants, l'autre ses histoires de papiers et son titre de séjour obtenu de haute lutte « *par la seule loi que Sarkozy n'a pas supprimée, celle de la régularisation au bout de dix ans sur le territoire français* ».

Depuis le mois de mai, Badra, engagée à temps partiel par l'association, coiffe ces dames et tient salon. Pour quelques euros, les femmes

du quartier refont leur coupe, leur couleur et échangent les dernières nouvelles. Prendre soin de soi n'a pas de prix, paraît-il. Pourtant, tout le monde ne peut pas se le permettre. C'est pour cela que l'association Avec a monté ce salon de coiffure, et pour la même raison qu'elle a ouvert en août dernier un espace sportif.

Dans la vaste salle à l'arrière du local, une coach fait lever les genoux et remuer les hanches d'une quinzaine de femmes en leggings et débardeur tandis que d'autres pédalent sur des vélos ou allongent le pas sur des tapis de marche. « *Cette salle de sport, c'était une demande de longue date des bénéficiaires de l'association*, raconte Nadia. *Alors, quand on a eu l'espace suffisant*

pour la mettre en place, tout le monde a mis la main à la pâte selon ses compétences. Des bénéficiaires ont aidé pour le carrelage ou l'électricité. C'était vraiment

un projet commun. Et puis, par le biais de l'Agence du don en nature et de la Fondation Decathlon, on a pu acheter le matériel pour quasiment rien. »

La différence avec d'autres salles de sport ? Le prix abordable, l'engagement de courte durée et la non-mixité. Dans la journée, pas un homme n'est autorisé à entrer, leur tour viendra en soirée. « *C'est rare et pourtant très important* », estime Inès, une des bénéficiaires. Au son de la musique du cours d'aérobic, étudiantes et mères de famille troquent leur voile, pour

^
Pour quelques euros, on refait sa coupe et son moral en échangeant nouvelles et plaisanteries.

LENA BJURSTRÖM

celles qui en portent, contre des tenues sportives colorées et lâchent du lest. Les enfants sont à l'école, les maris sont loin ; pour quelques heures, rien ne les retient.

Mounira habite juste en face. Cliente de l'épicerie, elle a entendu parler de cette salle non mixte qui venait d'ouvrir. Depuis, tous les après-midi, elle tombe le hijab et court, pour une fois, sans direction. « *Je voulais faire du sport, perdre du poids, et ici les prix sont corrects. Surtout, on se retrouve entre femmes, on discute, il y a une bonne ambiance. Quand je viens, c'est juste pour moi, c'est mon moment.* » Quelques heures arrachées au quotidien qui filent souvent trop vite. « *Il est 16 heures, mesdames* », lance la coach aux femmes qui s'étirent face aux miroirs. C'est l'heure de laisser la place, de rentrer chez soi. « *Déjà ?* », proteste l'une.

Dans la cour, les bénévoles déménagent les derniers cartons en discutant. Mahmoud montre du doigt le bungalow de chantier fraîchement récupéré qu'il aimerait transformer en salle d'attente, un petit salon pour boire du café et discuter. Nadia parle d'un projet de recyclage en train de se monter, Samia des tables rondes qu'elle aimerait animer à partir de janvier. Des idées, les membres de l'association n'en manquent pas. Au fil des projets, l'association repousse tranquillement les frontières de ses activités. Pourquoi se limiter ?

» Lena Bjurström

« La Révolution, un héritage pour inventer un autre monde »

L'historienne **Sophie Wahnich** analyse le rapport de la France à son passé révolutionnaire. Entre émancipation et réaction.

S pécialiste de la Révolution française, Sophie Wahnich s'intéresse à sa transmission et au rapport passé/présent de cet événement qui débuta en 1789. Refusant l'idée même de « fin de l'histoire », elle analyse le rôle de l'historien pour contribuer au retour des luttes et « *inventer un monde nouveau* ». Un engagement autour de l'héritage des mouvements pour l'émancipation dans l'histoire de la France contemporaine.

Une historienne française engagée comme vous l'êtes ne peut que ressentir une certaine fierté devant cette succession de dates : 1789, 1793, 1848, 1871, 1905, 1936, 1944, 1968... Qu'évoquent-elles pour vous ?

Sophie Wahnich > J'ai toujours trouvé étrange qu'on puisse avoir honte, en tant que Français, de la Révolution française, comme si on devait dans le chaînage des générations imaginaires assumer les actes des ancêtres imaginaires.

ENTRETIEN

Cette honte a été diffusée au moment du bicentenaire, et en amont, par l'énoncé : « La Révolution française est matrice du totalitarisme. »

De la même manière, je ne crois pas qu'on puisse être fier par procuration de cet événement et de ceux qui suivent dans votre liste. Au mieux sont-ils porteurs de réconfort et d'espoir quand on prend la mesure du fait que, dans l'histoire longue, alternent en France des mouvements qui favorisent l'émancipation, permettent des gains de liberté et d'égalité politique et sociale, et d'autres, en réaction, qui constituent des forces d'anti-Lumières très puissantes. Nous sommes à l'évidence dans une séquence politique où les anti-Lumières dominant, et, comme historienne française, ma seule et sempiternelle question demeure : comment faire valoir et diffuser l'autre versant de l'histoire française, comme héritage politique et éthique monumental donnant du courage pour inventer un monde tout autre ?



Sophie Wahnich dirige, au sein de l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (CNRS-EHESS), l'équipe « Transformations radicales des mondes contemporains ».

Mais cette histoire politique-là n'existerait-elle pas, selon vous ?

L'histoire comme savoir politique n'existe que si chacun peut s'y référer d'une manière active, donc si elle a été diffusée d'une manière un tant soit peu homogène. Aujourd'hui, elle semble souvent devenue une sorte de patrimoine dépolitisé et désactivé, et les dates que vous citez ressemblent à des objets morts, comme des fétiches accrochés dans un musée. Des fétiches qui n'auraient même plus de fonction mythique, celle où l'histoire comme savoir savant s'articule à une manière de faire société et aux manières d'agir politiquement : une « *congruence entre les impératifs pratiques et les schèmes d'interprétation* », disait Lévi-Strauss. Alors, peut-on être fier ? Je ne crois pas. On peut être penaud car quelque chose s'est volatilisé qu'il faut tenter de rassembler. Les notions de Lumières et d'anti-Lumières permettent de comprendre d'ailleurs le messianisme d'un Walter Benjamin, qui écrit ses *Thèses sur le concept d'histoire* face aux anti-Lumières nazies. C'est un livre d'espoir.

L'histoire comme pratique messianique, quant à elle, est l'art de rassembler et de faire briller les tessons rendus ternes par l'explosion de six vases de lumière divine. Il revient alors à la Sagesse et à l'Intelligence, qui, elles, ne se sont pas brisées, de rassembler les tessons de la Justice, de la Générosité, de la Beauté, de l'Éternité...

Les dates de l'histoire glorieuse du mouvement ouvrier et de la conquête démocratique, de 1789 à aujourd'hui, sont ces tessons devenus ternes et qu'il faut refaire briller d'une histoire brisée et indisponible. Nous n'avons pas à être fiers, nous avons à être actifs, besogneux, courageux, pour la rendre à nouveau disponible. Alors, la lumière des utopies passées brillera de nouveau pour notre présent et, là, nous pourrions être fiers. Nous sommes quelques-uns à y travailler, à refuser la fin de l'histoire (1), mais, à l'évidence, ces savoirs et ces pratiques sont encore trop confinés.

1789 – ou plutôt la séquence 1789-1794 – constitue-t-il toujours une rupture, irréversible, pour les peuples du monde entier, ou un symbole invitant à la prise en main de leur destin ?

Il n'y a pas de rupture irréversible dans l'histoire. C'est bien ce qui inquiète les révolutionnaires français dès 1789. Sans transmission (2), la portée d'un événement peut s'écrouler, si majestueux et grandiose soit-il dans son avènement et



« À gauche, l'oubli est profond, la Révolution française est aujourd'hui souvent vécue comme franchouillarde et ringarde. »



GARD/PHANIE/AFP

ses effets. Ce sont les êtres humains qui portent la puissance de l'irréversible comme désir puissant. Un désir si puissant que, lorsque la situation l'exige, pour ne pas redevenir esclave, pour ne pas laisser s'installer une tyrannie, pour ne pas laisser les hiérarchies de race, de richesse et même d'intelligence supposée mesurable structurer les mondes politiques et sociaux, chacun peut renoncer à l'épargne de la mort et considérer que sa vie ne vaut qu'à travers cette exigence.

L'histoire de la Révolution française pourrait encore avoir la fonction symbolique de l'exemplarité, mais les anti-Lumières sont extrêmement rusés. Le Front national manipule les symboles et les noms, il dispose depuis longtemps du drapeau de la Révolution française comme drapeau national, de l'hymne révolutionnaire. Désormais, il s'attribue le mot « République » et même les sentiments moraux des révolutionnaires. Il fabrique un imbroglio. Et comme, chez les hommes et les femmes de gauche, l'oubli est profond, la Révolution française est aujourd'hui souvent vécue comme franchouillarde et ringarde. Je pense à tous ceux qui considèrent qu'elle n'est qu'une histoire nationale et non un universel singulier, à commencer par les *postcolonial studies* et les penseurs de la globalisation. De ce fait, les peuples du monde entier dont vous parlez ont de plus en plus de mal à s'y retrouver.

En dépit de pages sombres, l'histoire de France peut-elle être lue comme un lent cheminement de l'émancipation sociale ? Ou, en tout cas, comme celle d'un pays où les luttes sociales tiennent une place centrale ?

Je ne crois pas que l'histoire progresse toujours et que ce qui précède annonce les jours meilleurs nécessaires. Comment faire cependant de la critique du progrès autre chose qu'un argument réactionnaire ? Edgar Quinet et Walter Benjamin ont prôné un pessimisme actif autrement libérateur que l'optimisme progressiste béat, qui ne fait que nous rendre sans voix face à la misère du présent. Car ce pessimisme-là suppose un autre rapport à l'histoire, rompant avec la nostalgie ou l'indifférence, pour y découvrir un réservoir de questions critiques ouvrant de nouvelles brèches vers l'avenir.

Quant aux luttes sociales, oui, elles sont présentes, mais si rarement victorieuses désormais. Et, depuis 1995, il n'y a pas eu de vrai soulèvement qui soit l'expression d'un sujet collectif libre au-delà des arguments. Mais ça peut revenir, en effet, ou plutôt venir à nouveau. Et, comme historienne, j'estime que c'est ce à quoi je travaille. Comme y travaillent aussi des hommes et des femmes de lettres, de théâtre, de cinéma. C'est là une bonne nouvelle. Les révolutions intéressent de nouveau. Le pessimisme actif produit ses effets, et on ne peut attendre du seul progrès inéluctable notre émancipation. Il faut la vouloir, la rendre possible, y croire sans défaitisme et sans illusions.

» Propos recueillis par Olivier Doubre

Quand les citoyens prennent l'eau

Des collectifs militants s'emploient à ramener en gestion publique ce bien commun qu'est la ressource en eau.

Entre le massif du Jura et le lac Léman, à quelques encablures de Genève, une poignée d'associations citoyennes et environnementales, comme Attac, les Colibris, Habitats coopératifs ou Non au gaz de schiste, sont en passe de gagner leur combat pour le retour à un service public de l'eau dans le pays de Gex (Ain). Face à deux filiales de Suez Environnement, les militants associatifs n'ont rien lâché.

« *Ce genre de bataille n'est jamais perdu* », dit avec détermination Natalia Dejean, présidente de la Coordination eau bien commun Rhône-Alpes, qui a rencontré ces citoyens gessiens lors d'un Alternatiba, village transfrontalier des alternatives, organisé à Genève en septembre. Michel Amiotte, militant d'Attac, raconte qu'un collectif « Eau de pays de Gex bien commun » s'y est constitué.

« *Cela nous a fait travailler ensemble sur ces thématiques de l'eau. Nous avons pu organiser des séances de formation, d'animation, des projections-débats* », poursuit Natalia Dejean. Certains ont planché sur la question du changement climatique et sur l'établissement de principes démocratiques affirmant que « *le droit à l'eau est un droit inaliénable, individuel et collectif* » et que « *la propriété et la gestion des services d'eau doivent impérativement s'inscrire dans le domaine public* ». Surtout, le collectif a invité

quelques spécialistes pour épulcher les rapports des filiales délégataires.

« *Nous avons été pris au sérieux quand nous avons montré les abus des filiales délégataires et les évolutions de prix non prévues par les contrats. Le président de l'assemblée communautaire du pays de Gex, majoritairement à droite, a demandé une étude sur les deux modes de gestion, privé et public* », reprend Michel Amiotte. Il

est membre de la commission consultative des services publics locaux qui a récemment voté en faveur de la régie publique. Au fil des mois, les expertises, interpellation d'élus et participations citoyennes ont eu raison des préjugés.

Le pays de Gex est sur les pas « *de plusieurs collectivités, poussées par l'action d'usagers, de représentants et d'élus qui ont tenu leurs engagements pour faire que l'eau soit un bien commun géré publiquement, et non par des sociétés privées qui en font une source de profit* », réagit l'écologiste Raymond Avrillier, précurseur de la remunicipalisation de l'eau en France avec la ville de Grenoble. Il cite une autre écologiste, Anne Le Strat, et son éclatante victoire contre les multinationales, avec la création d'une régie publique pour la gestion de l'eau à Paris, au début des années 2000.

« *On est à rebrousse-poil, le seul secteur où s'opère un retour en force du service public* », se réjouit Jean-Claude Oliva, directeur de »

◀ (1) Voir le dossier « La fin de l'histoire », Paule Petitier et Sophie Wahnich (dir.), *Écrire l'histoire*, n° 15, CNRS éditions, octobre 2015. (2) Cf. *Histoire d'un trésor perdu. Transmettre la Révolution française*, Sophie Wahnich (dir.), Les Prairies ordinaires, 2013.

» la coordination Eau Île-de-France et l'un des animateurs de la Coordination Eau bien commun France. « *Nous sommes l'exemple type de ces mouvements sociaux qui ont réussi à faire changer des politiques pour qu'elles deviennent publiques, parfois contre des élus spécialistes des grandes incantations* », relève Raymond Avrillier, administrateur du service public de l'eau de la métropole grenobloise. Pour lui, la gestion de cette ressource « *est un domaine hors de la conception traditionnelle des partis et des élus. C'est d'abord un service social, un bien commun patrimonial utilisé par chacun pour des usages essentiels à la vie et à l'hygiène* ».

Les réseaux réunissant citoyens et associations savent aussi que le calendrier leur est favorable pour inciter les collectivités à franchir le pas. Un grand nombre de contrats de distribution conclus avec les trois multinationales de l'eau (Veolia, Suez Environnement et la Saur) arrivent à échéance entre 2015 et 2017. Ainsi, la communauté d'agglomération du Val-d'Orge, dans l'Essonne, a lancé une consultation publique. Les citoyens ont donné leur avis sur le mode de gestion de l'eau en renvoyant une carte-T : « *On a été surpris par les retours, 80 % des réponses sont en faveur de la régie publique* », assure Jean-Claude Oliva.

Les luttes citoyennes ne s'arrêtent pas au retour en régie publique. Les actions contre les coupures d'eau se sont aussi multipliées au nom du « *droit humain à l'eau potable et à l'assainissement* », revendiqué par la Coordination Eau bien commun France. ONG humanitaires, caritatives et environnementales, regroupées au sein d'une plateforme réunie par la fondation France Libertés et la Coalition Eau ont ainsi obtenu l'adoption en 2013 d'une loi instituant le droit à l'eau comme un droit fondamental des citoyens. Avec ce texte, le temps des coupures d'eau s'achève et la reconnaissance, à petits pas, d'autres modèles de gestion des biens communs et des services publics fait son entrée dans la vie politique.

» Thierry Brun

Un combat mondial

Le mouvement de remunicipalisation des services de l'eau et de l'assainissement est un « *processus mondial en pleine accélération* », indique une étude réalisée par le Transnational Institute, l'Observatoire des multinationales, le Municipal Services Project et la Fédération syndicale européenne des services publics (ci-contre). Entre mars 2000 et mars 2015, 235 cas de remunicipalisation de l'eau dans 37 pays, touchant plus de 100 millions de personnes, ont été comptabilisés. Leur nombre a doublé sur la période 2010-2015 par rapport à 2000-2010. Les cas de remunicipalisation identifiés se concentrent surtout dans les pays à revenus élevés. La majorité a eu lieu en France, siège des plus grandes multinationales de l'eau, et aux États-Unis.

» T. B.



PDF téléchargeable sur multinationales.org/IMG/pdf/ourpublicwaterfuture-fr.pdf

VLC : le couteau suisse du multimédia

Le lecteur vidéo au cône orange et blanc né à l'École centrale sait lire tous les formats et est devenu l'icône du logiciel libre.

Lors d'un colloque à l'Assemblée nationale sur l'emprise des lobbys sur la santé, les organisateurs veulent montrer un extrait de film. Sur l'écran dressé dans l'amphithéâtre, la première image qui apparaît est celle d'un cône de chantier orange et blanc. C'est l'icône de VLC, le logiciel français le plus utilisé au monde. Et aussi le moins rentable : il a dépassé le milliard de téléchargements en restant totalement libre et gratuit. Serait-ce ce zéro bénéfice qui a fait tourner les talons au cabinet d'Arnaud Montebourg, alors ministre de l'économie battant campagne pour le « *made in France* » ?

VLC, c'est une *success story* à la française. Elle démarre, comme Facebook, au cœur d'une grande école : Centrale. Mais elle n'a rien d'une *business story* : ce logiciel est aujourd'hui géré par VideoLan, une association loi 1901 qui ne vit que de dons et de la bonne volonté de 150 ingénieurs. Une moitié en France, l'autre en Allemagne, un noyau dur de 25 personnes pour le faire progresser en permanence, dont quatre mettant la main à la pâte tous les jours. Tous sur leur temps libre, bénévolement. Par philanthropie ? « *Pour la gloire* », tente Jean-Baptiste Kempf, président de VideoLan. Mais quelle gloire ?

Fut un temps où tous les parlementaires avaient VLC sur leurs ordinateurs, équipés du système d'exploitation Linux. Probablement ignoraient-ils qu'ils rejoignaient ainsi les rangs des hackers et autres partisans du logiciel libre. Combien d'utilisateurs savent-ils en effet que, derrière le cône, se cache un projet collaboratif du même acabit qu'un Wikipedia, avec ceci de plus qu'il met en œuvre une technologie de haut vol sans réclamer d'autre geste qu'un clic : « ouvrir avec VLC » ? Une petite révolution : ce couteau suisse du multimédia permet de lire presque tous les formats audio et vidéo sur presque tous les supports sans déboursier un centime ni réclamer de connaissance en informatique. L'excellence technologique à la

portée de tous, c'est ce qui a motivé des générations de centraliens impliqués dans son développement. Inattendu de la part d'ingénieurs appelés à occuper de hautes fonctions dans les plus grosses entreprises ? « *Nous ne sommes que 150* », tempère Jean-Baptiste Kempf. Les progrès de VLC sont d'abord dus aux efforts des étudiants en deuxième année chargés de sa gestion avant qu'il ne passe aux mains de l'association VideoLan en 2006. Cette année-là, Jean-Baptiste Kempf, en troisième année à Centrale, ouvre la gestion du logiciel, qui prend trop de bande passante à l'école et n'est plus considéré comme innovant.

Dans les années 1990, des étudiants relèvent un défi lancé par des anciens travaillant chez Bouygues : trouver comment récupérer une partie du flux satellite de la firme sur le réseau du campus de Centrale, installé à Châtenay-

Malabry. « *L'idée est un peu folle, on est dix ans avant la création de Youtube !*, rappelle Jean-Baptiste Kempf. *La télévision numérique démarre. Les ordinateurs ne sont pas assez puissants.* » Les centraliens s'ins-

tallent un nouveau réseau qui leur offre une sorte de télévision sur Internet avant l'heure. En 1998, certains se disent que des utilisateurs extérieurs pourraient être intéressés. Ils repensent tout le système, qui devient « open source » en 2001 et passe sous licence GPL (General Public License). VLC explose à des dizaines de milliers de téléchargements. En 2003, il franchit le cap du million.

Sur l'origine du cône, mystère... Un jour, un chantier voisin de Centrale a vu disparaître son matériel. Le cône est alors devenu l'emblème des contributeurs de VLC, signalant aux autres que tel problème sur le logiciel était mis en attente jusqu'au lendemain. On raconte que Centrale possède une collection de cônes différents et que s'y organisent des parties de « *cône-ball* », sorte de quidditch local. Si cette grande école est mal connue dans le monde, le cône orange et blanc qui y a vu le jour s'affiche désormais sur tous les écrans.

» Ingrid Merckx



Sur la place de la République,
le 29 novembre 2015.



DEPERAZ/CITIZENISE/AFP

Honorer une tradition critique et radicale

Historienne spécialiste du féminisme français, **Joan W. Scott** expose ici sa vision d'une France insurgée, « conflictuelle ».

Les représentations que l'on se fait d'une nation ou d'une ville comportent forcément une part d'idéalisation qui sert implicitement ou explicitement une certaine vision politique. Cette vision d'une nation une et indivisible tend à créer une illusion d'homogénéité qui gomme les différences de race, d'origine ou de religion au profit d'un ensemble unifié – c'est-à-dire un objet d'identification patriotique.

Ainsi, l'image clinquante d'une ville de culture et de charme (entre haute couture, gastronomie et jeux de séduction) ignore et rend invisibles les pauvres et les SDF, tous ceux pour qui la vie quotidienne est toujours plus difficile. Pas de place pour de sombres histoires dans la ville-lumière ! Depuis les attentats du 13 novembre dernier, ces représentations ont été très nombreuses.

■ TRIBUNE ■

En France, hommes politiques et intellectuels médiatiques n'ont cessé d'appeler à la défense de l'intégrité de la nation et à en exclure les éléments « étrangers », comme si les populations défavorisées aujourd'hui n'avaient rien à voir avec la longue histoire de l'empire colonial français. La presse populaire aux États-Unis a, quant à elle, fait l'article des splendeurs du Paris bourgeois : cuisine, cinéma, mode et musées – celui d'une certaine joie de vivre qui persiste, déifiant la peur.

Cela n'a pas été, bien sûr, les seules façons de dépeindre la France et Paris au cours des dernières semaines. Beaucoup ont insisté sur les complexités de l'histoire, sur les questions de classes et de races, et sur les raisons d'une prétendue insolubilité de la « question musulmane ». Mais j'ai surtout été stupéfaite par l'absence de toute mention de ce qui, pour moi,



Joan Wallach Scott
Professeure émérite à l'Institute for Advanced Studies de Princeton.

constitue le cœur de ma vision de la France : un pays dont l'histoire est faite de politique révolutionnaire ; et un pays à la grande tradition de philosophie critique radicale. Si la France m'a attirée, c'est d'abord pour son refus catégorique de l'orthodoxie : celui des voix insurgées des sans-culottes, des communards, des travailleurs et des féministes. Et celui des écrits philosophiques critiques de Beauvoir, Rancière, Foucault, Lacan, Laplanche, Irigaray et tant d'autres...

Il n'est pas exagéré de dire que j'ai appris à penser la différence grâce à ces philosophes, à déconstruire les systèmes d'oppositions binaires, à dénaturer les catégories de genre, à analyser les structures de langage dans l'articulation consciente ou inconsciente des régimes de vérité. Ma formation en tant que féministe doit énormément à ces philosophes. Cela m'a d'ailleurs valu des ennuis avec les historiens des femmes de mon pays – qui ont violemment décrié mes critiques de leurs lectures littérales des textes comme étant de la « *French Theory fantaisiste* » – et avec leurs collègues français – qui m'ont notamment qualifiée de « *féministe américaine radicale* » quand j'ai suggéré que la séduction n'était pas un trait du caractère national français mais un aspect de l'idéologie patriarcale !

Pour le dire le plus simplement possible, les différences ne vont pas de soi, quand bien même elles semblent relever du bon sens. Ce n'est pas la biologie qui détermine le genre, ce sont les normes du genre qui se légitiment elles-mêmes en se référant à la biologie. Ces différences sont produites par un discours, mises en œuvre institutionnellement et renforcées par diverses formes de régulation. En proposer une analyse critique consiste à se demander comment ces différences fonctionnent et à quelles fins, à montrer comment elles sont construites, afin d'ouvrir la possibilité de les changer. C'est ce type de pensée critique qui, pour moi, a été rendu possible par ce qu'on appelle aux États-Unis la *French Theory*, et elle est liée évidemment à mon intérêt pour l'histoire et les possibilités actuelles d'une politique de transformation.

Je ne crois évidemment pas que toute la France soit l'incarnation de la théorie critique ; ce serait d'ailleurs aller contre le refus d'une approche totalisante que cette théorie elle-même enseigne. Je soutiendrais au contraire que la France doit honorer sa tradition de politique révolutionnaire et de critique radicale. C'est un des éléments de son génie national et ce qui va lui permettre d'appréhender les différences à l'œuvre aujourd'hui dans la société, qu'elles soient politiques, philosophiques, sociales, ethniques, raciales, sexuelles ou religieuses... Ma France est querelleuse, conflictuelle et au-dessus de tout essentialisme. Si cette représentation était oubliée à la suite des attentats du 13 novembre, ce serait une erreur fatale.

► J. W. S. [Traduit de l'anglais (États-Unis) par Olivier Doubre]



Le charme fou de Folimage

Dans le studio d'animation installé dans la Drôme et créé par Jacques-Rémy Girerd, il se prépare des merveilles dans un esprit de compagnonnage.

C'est comme s'il était sorti de l'écran. L'Alex de *Phantom Boy*, à moins que ce ne soit le Nico d'*Une vie de chat* ? Un homme à la même silhouette longiligne, aux mêmes mouvements souples et élastiques, au même sourire malicieux, aux mêmes yeux en amande, se tient dans le bureau de Jacques-Rémy Girerd. Cependant que le fondateur et président du studio d'animation Folimage, à Valence (Drôme), sourit de la surprise derrière son ordinateur.

Alain Gagnol, coréalisateur avec Jean-Loup Felicioli de ces deux longs métrages, manifeste une ressemblance troublante avec ses personnages. « C'est Jean-Loup Felicioli le coupable ! Je ne dessine pas », s'amuse-t-il, interrompant une conversation où il confiait son goût pour le cinéma américain et les grandes séries contemporaines. *On lui fait très souvent remarquer que c'est moi qu'il reproduit. Il ne s'en aperçoit pas ! On lui a même demandé de me dessiner exprès pour voir : c'était pareil ! »*

REPORTAGE

Ce mimétisme n'a rien d'étonnant, les deux sont complices de longue date, et celui qui tient le crayon croque – à son insu peut-être – celui qui se tient en face, en miroir. Alors, quand on rencontre Alain Gagnol pour la première fois, on ne peut se déprendre de cette impression de déjà-vu. Malgré l'explication rationnelle, l'apparition d'un personnage de papier en chair et en os n'en conserve pas moins un caractère magique.

Pas cette magie tintamarre des films en 3D dopés aux effets spéciaux. Mais celle, délicate, qui s'échappe du studio. De ces grandes pièces sombres et calmes où une douzaine de sociétés de production d'images travaillent sur écran sans que l'on sache bien où commence et où s'arrête Folimage. De ces larges escaliers en pierre parfois surplombés d'une affiche géante de *Phantom Boy* ou de *Tante Hilda*, soulignant que le cinéma n'est pas que l'industrie lumineuse et sonore qui s'épanche dans une salle pour un temps limité, mais aussi un artisanat d'art qui se façonne dans

des alcôves peu visitées et naît dans la patience, la méticulosité et l'ingéniosité.

Témoin, ce tournage miniature d'une version franco-suisse de *la Petite Fille aux allumettes*, le conte d'Andersen où une fillette craque ses allumettes une à une avant de mourir de froid dans la neige. Sur un plateau en hauteur, une marionnette d'une quinzaine de centimètres, articulée avec minutie, se fait prendre en photo à chacun de ses imperceptibles déplacements devant un joli décor de ville en hiver fait à la main. Autour, des silhouettes noires sous de grands parapluies miment le mouvement des passants indifférents. Devant, un rail porte un appareil photo qui capture chaque scène, image par image, avant de les transmettre à l'ordinateur qui les assemble. L'espace est délimité par des rideaux noirs barrant la lumière et le bruit. Réalisateur et animateurs promènent des airs de conspirateurs ébahis.

« On fait des œuvres d'auteurs qui s'inscrivent dans le temps », explique Jacques-Rémy Girerd, petites lunettes rondes surmontant une courte barbe, cheveux gris attachés au-dessus d'un sweat à capuche bleu rayé. À la fois fier des risques qu'il ose encore prendre, et « anéanti », lâche-t-il, entre de réguliers haussements d'épaules et une moue chagrine.



◀ Une vie de chat (2010) a reçu un Oscar en 2012.

FOLIMAGE/THE KOBAL COLLECTION/WAFP

En cette fin novembre, *Phantom Boy*, le dernier né de Folimage, sorti le 14 octobre, est déjà en train de quitter les grands écrans. Avec le plan Vigipirate, les sorties scolaires ne pourront pas assurer sa présence en salle jusqu'à Noël.

« L'échec date d'avant les attentats, précise cependant Jacques-Rémy Girerd, qui a appris les événements du 13 novembre au Mexique, où il animait des master class. Dès le jour de la sortie, on a su que le film ne marcherait pas. » Par la fenêtre de son bureau, on aperçoit le jardin assez feng shui autour duquel s'étire La Cartoucherie. Après vingt-neuf ans rue Jean-Bertin, à Valence, Folimage a élu domicile en 2009 dans cette ex-usine textile, ex-rêve de phalanstère, ex-usine de munitions reconvertie en monument historique de Bourg-lès-Valence et surnommée « La cour des images ».

Alain Gagnol saisit mal l'insuccès de *Phantom Boy* : « Les enfants retiennent bien plus la dimension "superhéros" que la maladie dont est atteint ce garçon de 11 ans capable de planer entre les plus hauts buildings de New York. (voir Politis n° 1373). On a passé plus de cinq ans sur ce film. C'est comme un entonnoir jusqu'au jour de la sortie, où son sort s'est joué en quelques heures », soupire-t-il. « Je savais dès le scénario que la question de la maladie du héros ne serait pas commerciale, admet Jacques-Rémy Girerd, mais c'était si fort ! Et tous les retours sont positifs : critiques, directeurs de salles, parents, jeunes spectateurs... »

Une notoriété internationale : lors de conférences à l'étranger, où il est souvent mandaté

pour représenter la France, Jacques-Rémy Girerd s'est déjà retrouvé à la tribune avec Wong Kar-wai ou un représentant de Pixar. Et il multiplie les interventions jusqu'au Caucase. Une reconnaissance nationale : Folimage est un motif de fierté, des *Cahiers du cinéma* au chauffeur de taxi de Bourg-lès-Valence. Son festival annuel, L'Équipée, attire 12 000 à 14 000 spectateurs en vingt-quatre heures. Et ses films laissent tous des traces.

Pourtant, le succès n'est pas au rendez-vous. Ou plutôt, il ne l'est plus : *la Prophétie des grenouilles* (2003), premier long métrage de Jacques-Rémy Girerd après des formats courts comme *l'Enfant au grelot* (1998), poursuit son triomphe jusqu'en Chine. *Une vie de chat* (2010) a été oscarisé en 2012. « Mais, depuis, ça ne prend plus », souffle le réalisateur. *Tante Hilda* (2013) a fait un bide. Difficile à comprendre devant ce conte poético-burlesque – « à la Reiser, dont Cabu aurait pu écrire la préface » – dénonciateur d'OGM. En 2010, Jacques-Rémy Girerd signait *Ma Petite Planète chérie*, ensemble de neuf histoires thématiques. « Ça me poursuit, l'écologie », résume-t-il. Il habite une maison en paille avec des toilettes sèches.

C'est « sur un malentendu » que le fondateur de Folimage est venu au film d'animation. Étudiant en école d'art, il avait emprunté la caméra de son père pour filmer l'évolution, image par image, d'une de ses sculptures. Le film monté a fait un tabac tel qu'il lui a fallu en réaliser d'autres, réunir des copains, monter une équipe pour se retrouver, en quelques années, catapulté chef d'entreprise, lui qui se rêvait en artiste bohème dans son atelier. Pour animer le festival et « associer les gens » à l'activité de Folimage, Jacques-Rémy Girerd a même appris à jouer du violon avec des gants, il s'est déguisé en cochon, a porté un tutu : « Je passais trois mois à répéter ! » Folimage est connu. Apprécié. Mais tire la langue. « Je ne sais pas si on pourra

Pas de films en 3D dopés aux effets spéciaux, mais une esthétique artisanale.

FOLIMAGE



refaire un film. » Un long métrage Folimage, c'est 4 millions d'euros. « 20 ou 30 fois moins qu'un film Pixar. Et, ici, chacun est son propre superviseur. » Chaque année, il pense que c'est la dernière. Et puis une autre commence.

Après les dessins animés états-uniens, « on est un second choix, et encore, pour ceux qui peuvent se permettre plusieurs sorties au cinéma en famille dans le même mois ». Autre explication : « Les spectateurs ne sont plus friands d'esthétiques différentes. Ils ont pris l'habitude des dessins des grands studios. Ils veulent voir des images de synthèse, de la 3D. En outre, nous ne produisons pas de séries au cinéma. À chaque long métrage, on repart de zéro, en privilégiant l'originalité du graphisme. »

Les élèves de la Poudrière peuvent en témoigner. Ce jour-là, les deux classes de cette école européenne du film d'animation, la première du genre, fondée par Jacques-Rémy Girerd en 1999, achèvent des films de 30 et 60 secondes avec un cahier des charges à respecter. Sur leurs écrans, s'animent des univers très personnels : ici, les contours noirs d'une souris se déplacent sur un décor pastel. Là, une étudiante montre son animation à partir de papiers découpés photographiés. Au fond de la pièce, un étudiant fait entendre son dialogue entre un garçonnet et l'écho de la montagne...

« On fait des œuvres d'auteurs qui s'inscrivent dans le temps. »

Ils sont dix-huit élèves – issus d'écoles d'art ou des professionnels revenant se former – à profiter de ce climat de cloître et de l'émulation environnante, même si seulement 5 % des intervenants viennent de Folimage. « L'idée, c'est d'apprendre par le faire, dans cette idée de compagnonnage chère à ce studio », souligne Annick Teninge, la directrice.

Même écho au premier étage, où une équipe prépare ce qui assure la survie du studio avec les courts métrages (comme le récent *Neige et les arbres magiques*) : les séries télé. Le prochain héros, qui fera son apparition sur Canal + en 2016, se nomme Mirou. « C'est une loutre de mer, explique sa créatrice, Haruna Kishi. Comme je suis d'origine japonaise, elle évolue dans une nature qui rappelle les paysages nippons. Les autres animaux s'appellent Chauve-Souris, Raton-Laveur, Hérisson et Grenouille », ajoute-t-elle en affichant sur son écran la banque d'expressions et de sons permettant d'animer chaque personnage. Mirou ne parle pas : « Il fait des petits bruits... comme Pingu ! », sourit Haruna Kishi en référence à cette star du film d'animation qui a réussi à inventer un langage.

Chaque épisode de *Mirou* – cinq minutes – se conclut par une petite danse via laquelle il exprime sa joie d'avoir appris quelque chose. Quand son mouvement s'arrête, il éternue un poème que ses compagnons décryptent alors dans le ciel. Une métaphore à tiroirs.

› Ingrid Merckx



À la recherche des destins perdus

Dans *Au-delà des montagnes*, le Chinois Jia Zhangke met en scène une femme à trois époques de son existence. Montrant comment les évolutions du monde influent sur l'intime.

Le précédent film de Jia Zhangke, le puissant *Touch of Sin* (2013), était plein de bruit et de fureur. Pour dire un certain état de la Chine contemporaine, le cinéaste était allé sur un terrain inédit pour lui jusqu'alors : le film noir, où la violence était susceptible de surgir à tout instant.

Avec *Au-delà des montagnes*, Jia Zhangke change à nouveau de registre pour aborder un territoire qu'il n'avait pas encore exploré non plus. Il s'agit d'une veine intimiste, à la tonalité proustienne, sur le temps qui s'évanouit. Celle-ci requerrait une expérience de la vie. À 45 ans, Jia Zhangke s'est senti en mesure de le faire. Il signe un film d'une sensibilité à fleur de peau.

Au-delà des montagnes se déroule sur trois époques, avec un personnage principal, Tao (Zhao Tao, l'épouse à la ville de Jia Zhangke). La première période s'ouvre en 1999 et se passe à Fenyang, dans la province centrale de Shanxi (où est né et a grandi le cinéaste). La jeune Tao hésite entre deux

garçons. L'un, Liangzi (Liang Jing Dong), travaille au fond d'une mine de charbon ; l'autre, Zhang (Zhang Yi), déjà patron, a l'argent facile. Ce qui pousse Tao dans ses bras. Ils se marient et donnent naissance, quelques années plus tard, à un fils que Zhang tient à appeler... Dollar.

La deuxième est en 2014. Tao et Zhang sont séparés, le second est parti à Shanghai, où il est devenu spéculateur, ses revenus lui ayant permis d'obtenir la garde de leur fils. Tao, restée seule à Fenyang, est très affectée par la mort de son père. Alors qu'elle reçoit Dollar en visite pour quelques jours, elle se rend compte qu'elle n'a plus son mot à dire sur son avenir.

Enfin, le troisième temps du film a des accents futuristes : il se situe en 2025. Mais le futur imaginé par Jia Zhangke est une projection logique de 2014 : pur produit de la mondialisation financière, Zhang s'est expatrié en Australie, où il ne parle pas l'anglais. Contrairement à Dollar, qui

a oublié sa langue d'origine mais la réapprend avec une enseignante dont il se sent proche malgré leur différence d'âge.

Tao, après avoir été écartée du foyer qu'elle a fondé, se retrouve dans la plus grande solitude. Elle croise à nouveau Liangzi, qui a désormais femme et enfant. Liangzi est atteint d'un cancer sans savoir s'il trouvera les moyens de se soigner. Quant à Zhang, il n'est pas seulement déconnecté du pays où il vit : son fils finit par lui reprocher violemment de l'avoir coupé de son passé, donc de sa mère. En fait, tous ces personnages, quelles que soient les positions sociales qu'ils occupent, sont des perdants de l'histoire. *Au-delà des montagnes* montre comment les évolutions du monde moderne influent sur l'intime et créent des mouvements d'émotions contradictoires, qui déchirent les êtres.

Ainsi, le film s'ouvre sur un groupe de jeunes, dont fait partie Tao, dansant sur *Go West*, interprété par les Pet Shop Boys. Aller vers l'Ouest. Autrement dit répondre,

avec l'optimisme de rigueur, aux sirènes du capitalisme mondialisé, comme la Chine l'a fait. Mais une autre chanson convient davantage aux sentiments qui seront ceux de Tao plus tard : un air de variété cantonais. La jeune femme n'en comprend pas les paroles, mais sa mélancolie la pénètre. Cette mélodie résonnera plusieurs fois au cours du film, notamment dans la finale, simple et bouleversant.

Si la violence affleurerait et explosait dans *Touch of Sin*, il en est de même de l'émotion dans *Au-delà des montagnes*. Une émotion qui s'exalte autour de la perte, de la séparation, de l'éclatement des liens familiaux, de l'atomisation des individus. Jia Zhangke, en très grand cinéaste, distille cette dimension mélodramatique à mesure que se creusent les failles au sein des personnages. Mais il laisse tout de même une lueur d'espoir, non sur la possibilité de rattraper le temps échappé, mais sur celle de relier des destins perdus.

» Christophe Kantcheff

Au-delà des montagnes
Jia Zhangke,
2 h 11. En salle
le 23 décembre.

L'homme qui voulait la paix, le tueur et le fossoyeur

Dans *le Dernier Jour d'Yitzhak Rabin*, Amos Gitai prend position sur un épisode tragique et déterminant dans l'histoire d'Israël. Sans aller jusqu'au bout.

Amos Gitai s'attaque à un sujet encore sulfureux en Israël : l'assassinat, en 1995, du Premier ministre de ce pays, qui avait conclu avec Yasser Arafat les accords d'Oslo quelque temps auparavant. Rabin poursuivait ses efforts pour trouver une paix durable quand il a été tué par un extrémiste religieux. Amos Gitai n'a jamais caché ses positions proches de la gauche israélienne, et son film, *le Dernier Jour d'Yitzhak Rabin*, a tout l'air d'un geste d'intervention, même s'il traite d'un événement vieux exactement de vingt ans.

Le Dernier Jour d'Yitzhak Rabin est en effet une œuvre à charge en même temps qu'un « film dossier ». Il exploite scrupuleusement les minutes, jusqu'ici non publiques, du rapport de la commission d'enquête chargée d'élucider les circonstances de l'assassinat. Le cinéaste met en scène, avec des comédiens, les différentes audiences (des policiers, des agents des services secrets, du chauffeur de Rabin...). Il en ressort que les précautions d'usage n'ont pas été prises, peut-être par négligence, même si l'existence de compllicités avec les commanditaires du meurtre n'est pas exclue.

Amos Gitai a également recours à la fiction pour figurer les extrémistes religieux, notamment le tueur, Yigal Amir (Yogev Yefet). Il retrouve ici la veine de *Kadosh*, avec des scènes de délire collectif fanatisé, comme celle où une femme dépeint à une assemblée d'intégristes juifs le portrait psychologique de Rabin, qui n'est pas loin de ressembler à celui d'Hitler. Le film montre aussi de jeunes colons dont la vie se résume à deux choses : la lecture de la Torah et l'entretien de leurs armes.

À la fiction, le cinéaste a mêlé des images d'archives de deux natures.



SO. DISTRIBUTION

Il y a d'abord la célèbre vidéo amateur prise d'un des immeubles surplombant la place où a été tué Rabin, dans laquelle on voit Yigal Amir tirer sur le Premier ministre en toute liberté. Surtout, Amos Gitai puise dans les images de rassemblements du Likoud, déjà emmené par Benyamin Netanyahu. Pas une intervention où celui-ci ne harangue la foule avec une outrance que l'on peut qualifier *a posteriori* de criminelle, faisant de Rabin l'ennemi public n° 1. C'est là le cœur et l'objectif de ce film : démontrer la responsabilité de la droite israélienne dans l'assassinat de celui qui était en train de réaliser la paix, avec, au premier rang des accusés, l'actuel Premier ministre du pays.

Mais, puisque *le Dernier Jour d'Yitzhak Rabin* s'affiche ouvertement comme un acte de dénonciation, un film partisan dont l'ambition est de peser jusque dans le débat politique actuel, il n'est pas illégitime d'en saisir les limites sur ce terrain. Et, quitte à désigner des responsabilités, on s'interroge sur le sens de l'interview de Shimon Peres qui ouvre le film.

Le Dernier Jour d'Yitzhak Rabin, Amos Gitai, 2 h 30.

Par Christophe Kantcheff

Banksy à Calais



Pour les réfugiés de Calais, les artistes et les intellectuels ont pétitionné, les cinéastes ont

rapporté des images. Banksy a opté, lui, pour son mode d'intervention habituel : des graffs sur les murs. Le célèbre street-artiste, que personne n'a jamais vu, a apposé trois œuvres à Calais. L'une d'elles, située à l'entrée de la « jungle », est une réponse à tous ceux qui réduisent les migrants à une charge économique ou à la « misère du monde ». Banksy a figuré Steve Jobs, un baluchon sur l'épaule. Pour quelle raison ? Le père du fondateur d'Apple était un immigré syrien de Homs. Or, Apple est la société qui « dégage le plus de bénéfices et qui paye plus de sept milliards de dollars d'impôts », a précisé Banksy dans un communiqué. Voilà un argument pour qui ne pense qu'en termes de chiffres, de PIB et de richesses, comme les hommes politiques par exemple. Avec une ironie mordante, Banksy les met face à leurs contradictions : dans leur logique, c'eût été une terrible erreur que ne pas admettre le géniteur de Steve Jobs sur le sol des États-Unis. Et comme il était impossible de le sélectionner parmi ses compagnons d'infortune, il fallait donc les accueillir tous ! Les deux autres fresques sont nettement plus noires. L'une, dans le centre-ville, reprend le motif du *Radeau de la Méduse*, avec au loin non pas le navire *l'Argus* mais un ferry faisant la liaison avec Douvres, inaccessible aux réfugiés naufragés. L'autre, à l'entrée de la plage, représente un enfant regardant le large avec une longue-vue, sa valise à côté de lui. Mais c'est l'animal posé sur la lunette qui suscite le sentiment d'effroi. Il s'agit d'un charognard. Un vautour, qui attend patiemment sa proie. Contrairement à la photo du petit Eylan, cette œuvre ajoute l'éthique du regard à la puissance d'évocation. L'émotion qu'elle provoque est foudroyante. <

>C. K.

CINÉMA

Le Grand Jeu

Pierre Blum (Melvil Poupaud), la quarantaine, ayant publié alors qu'il était encore jeune un roman à succès aujourd'hui oublié, est abordé par un homme mystérieux (André Dussollier). Celui-ci l'implique dans une conspiration secrète contre le ministre de l'Intérieur, qui ne tourne pas comme prévu. Pierre se retrouve à devoir se réfugier chez d'anciens amis de jeunesse qu'il a depuis longtemps perdus de vue, des activistes installés en province et qui risquent d'être la cible d'une prochaine opération sécuritaire. *Le Grand Jeu* est un premier film singulier, qui affiche l'ambition de mêler le romanesque et le politique. Les retrouvailles entre l'écrivain revenu de tout y compris de lui-même (Poupaud est toujours juste dans un rôle où il aurait pu en faire trop) et des révolutionnaires du type Tarnac sont assez réussies. En revanche, le complot ourdi contre le ministre reste sibyllin. Le film flotte ainsi dans un costume trop large pour ce qui est de sa portée politique et trop étroit en ce qui concerne son intensité dramatique. Dommage, mais la tentative reste intéressante. *Le Grand Jeu*, Nicolas Parisier, 1 h 39.

CENSURE

« La Vie d'Adèle » : visa d'exploitation annulé

« Plusieurs scènes de sexe présentées de façon réaliste, en gros plan », qui seraient « de nature à heurter la sensibilité du jeune public ». Tel est le point de vue de la cour administrative d'appel de Paris, qui a annulé le visa d'exploitation de la Palme d'or 2013, *la Vie d'Adèle : chapitres 1 et 2*, d'Abdellatif Kechiche, livrant la passion amoureuse de deux jeunes femmes. Le film était jusqu'ici interdit aux moins de 12 ans. Cette décision affligeante et rétrograde quant à la liberté de création fait suite à une plainte de l'association Promouvoir, proche des milieux catholiques traditionalistes et d'extrême droite. L'association, qui avait été déboutée en première instance, n'en est pas à son coup d'essai. Elle s'était déjà attaquée avec succès à *Baise-moi*, de Virginie Despentes, *Nymphomaniac*, de Lars von Trier, *Ken Park*, de Larry Clark, ou encore à *Love*, de Gaspar Noé. Invitée à « procéder au réexamen de la demande de visa », la ministre de la Culture a annoncé qu'elle introduira un recours devant le Conseil d'État.



DEWIS ROUYRE

Une note de rouge

Depuis bientôt quinze ans, Das Kapital invente une musique engagée et libre.

Il n'y a que Das Kapital qui puisse sortir un album intitulé *Kind of Red* (« quelque chose comme du rouge ») Fondé en septembre 2001, le trio franco-germano-danois revendique une démarche artistique autant que son inscription au cœur de l'actualité. Ce n'est pas parce que la musique est éphémère et abstraite qu'il faut s'abstenir de lui faire porter un message politique, disent en substance Daniel Erdmann, Hasse Poulsen et Edward Perraud.

Respectivement aux saxophones (ténor et soprano), à la guitare – parfois augmentée d'un chant abrupt et chaud – et à la batterie, les trois complices situent leur musique dans la filiation du jazz : « On n'a pas les mêmes racines, mais on reste dans l'esprit du jazz. C'est une musique d'expression nourrie d'une énergie politique », explique Daniel Erdmann. Et puis il y a ce « bricolage dans la musique », cet « aspect humain » qui doit rester au-delà de l'exigence artistique : il faut que ça déborde, que ça frotte. « Garder l'esprit ouvert sur l'imprévu », résumant-ils.

À partir d'un coup de foudre entre trois musiciens aux parcours bien différents s'est construit un espace partagé, intime et franc. Question de confiance : pouvoir se permettre d'être soi-même en permanence sans essayer de plaire. En d'autres

termes, pas de « sur-jouage », comme on dit dans le jargon. Du jazz, donc, musique de contrastes et d'indépendance : exubérante, sobre, amère, drôle, expansive, émotive, vive, lucide et sombre. Du jazz ancré dans l'histoire. « Ne pas seulement se dépasser techniquement, mais aller au-delà de la musique », précise Erdmann. *Essayer de raconter quelque chose qui touche les gens.* »

En 2009, Das Kapital commence un travail au long cours sur les compositions de Hanns Eisler, jeune révolutionnaire dans le Berlin des années 1920, qui collabora longtemps avec Bertolt Brecht. En 2012, avec *Das Kapital Loves Christmas* (Das Kapital Records), ils offrent « une sorte de cadeau de Noël à ceux qui n'aiment pas Noël ». En cette triste fin d'année 2015, *Kind of Red* est une sorte de concentré de l'esprit Das Kapital.

Musicalement, on est dans la parfaite articulation post-free d'univers stylistiques aussi distincts que le rock, le folk, la country, voire le bluegrass et l'improvisation libre, avec toujours l'élément swing. On pense à Ornette Coleman, à Charlie Haden, à Ennio Morricone... Bref, « on essaie de dire des choses sans tomber dans le pathos; on sait tous qu'il n'y a pas de vérité absolue » : *Kind of Red*, donc.

» Lorraine Soliman

Kind of Red, Label Bleu/L'Autre Distribution.

Humour plombé

Bruit noir, de Pascal Bouaziz et Jean-Michel Pirès. Entre rire et douleur.

Dans ce premier volet d'une trilogie qui, dans une démarche oulipienne, attribuera à chaque album une contrainte particulière, l'environnement musical se cantonne à la batterie et aux cuivres, mais en explorant les possibilités des instruments pour parer chaque chanson d'une atmosphère propre.

Signé Pascal Bouaziz et Jean-Michel Pirès, respectivement chanteur et batteur de Mendelson, l'album commence par une mise en abyme, un miroir funèbre. Un requiem pour Pascal Bouaziz par Pascal Bouaziz. Pas n'importe lequel : « une requiem avec beaucoup de batterie et beaucoup de bruit ». Pas très catholique, donc. Voix haletante pour décrire un événement où l'étonnement le dispute à l'émotion. Et ciel plombé. Après avoir parlé de lui à la troisième personne, le narrateur revient à l'aire du « je », territoire intime. Pour un autre genre de requiem, constat amer d'un amour défunt.

Après un triple CD de Mendelson culminant dans les 55 minutes de l'extraordinaire « Les Heures », *Bruit noir* fait la surprise de compositions réduites à 3 ou 4 minutes. Et celle de l'humour. « *L'humour, c'est quand on rit aussi* », disait Mark Twain. Effectivement, on rit « aussi » à l'écoute de ce disque.

On rit des humeurs de l'auteur quand il parle de ses détestations sur un ton grincheux réjouissant. Qu'il se désole de l'horreur de la vieillesse, prenant pour exemple Lou Reed collaborant avec Metallica, ou affiche sa détestation des vols low cost. On rit moins quand il peint les gestes répétitifs d'un employé d'abattoir. Et plus du tout sur l'« Adieu » terrible et glaçant à une enfance meurtrie.

Plus que tout, on salue encore une fois la liberté de ton et de forme de ces compositions. Une vision singulière, loin des chemins balisés.

» Jacques Vincent

I/III, » *Bruit noir*, Ici d'ailleurs.



JEAN-LOUIS FERNANDEZ

La poésie comme une poignée de main

Nicolas Bouchaud donne chair au *Méridien*, discours prononcé en 1960 par le poète Paul Celan. Un texte riche porté par un jeu magnifique.

Depuis *la Loi du marcheur* (2010), où il incarnait le critique de cinéma Serge Daney, on aime à retrouver la silhouette longiligne, les cheveux hirsutes et le regard lunaire de Nicolas Bouchaud seul en scène. Avec le metteur en scène Éric Didry, le comédien déploie une trajectoire personnelle d'une grande force et exigence. Un théâtre de la pensée porté par un jeu tout en chair et en sueur. Sa dernière création s'inscrit dans la droite ligne de cette intelligence en mouvement.

Après le médecin de campagne John Sassall (*Un métier idéal*), Nicolas Bouchaud prête sa physionomie de rêveur éveillé au poète et traducteur roumain de langue allemande Paul Celan (1920-1970). Au *Méridien*, précisément, un des textes théoriques les plus importants du poète, selon Stéphane Mosès, qui vient de publier un bel essai sur cet écrivain majeur du XX^e siècle (1).

Avant d'entrer dans le texte prononcé par Celan le 22 octobre

1960 devant l'Académie allemande de Darmstadt à l'occasion de la remise du prix Georg-Büchner, Nicolas Bouchaud se permet une anecdote. Un jour, raconte-t-il avec l'air d'un enfant sur le point d'avouer une faute, la fille de sa compagne vient le trouver avec des poèmes de Rimbaud à la main. « *Je n'y comprends rien* », se plaint l'adolescente. Le comédien regarde son interlocutrice imaginaire, semble réunir toutes ses forces pour formuler une réponse convaincante. Rien d'autre ne lui vient qu'un confus « *mais si, regarde quand même, c'est beau* ». Tout en introduisant la réflexion de Celan sur le rapport entre vie et poésie, cette entame dit la posture singulière de l'acteur par rapport à son personnage. Entre incarnation et mise à distance.

Dès le premier des nombreux « *Mesdames, Messieurs* » qui rythment *le Méridien*, Nicolas Bouchaud s'en tient pourtant strictement au texte de Paul Celan.

Il mêle donc plus discrètement sa personnalité à celle de l'auteur roumain qu'à celle du médecin d'*Un métier idéal*, ponctué du début à la fin de récits tirés de son histoire personnelle. Le parallèle entre l'art du comédien et celui du poète se passe de commentaires : auto-analysée avec finesse dans *le Méridien*, la poésie de Paul Celan est, selon les termes de Stéphane Mosès, « *traduction unique d'une expérience spécifique* », « *adresse directe d'un Je qui parle à un Tu qui l'écoute* ». Plus simplement, pour Celan, « *le poème n'est guère différent d'une poignée de main* ».

À première vue, *le Méridien* a tout d'un discours officiel classique. Avec les formules de politesse usuelles, l'auteur interroge à travers l'œuvre de Georg Büchner sa vision de la poésie. Il assimile ses vers aux créatures marionnettiques du dramaturge allemand. Les rapproche de la dernière réplique de Lucile Desmoulins dans *la Mort de Danton* : « *Vive le roi* », prononcée

au pied de la guillotine qui, deux scènes plus tôt, a fait tomber la tête du héros éponyme. Loin d'être un cri d'amour à l'Ancien Régime, cette phrase est d'après lui profession de liberté absolue. Comme la poésie. Une comparaison qui, sous une apparence anodine, rappelle la tension qui traverse l'ensemble de l'œuvre de Paul Celan, entre ses origines juives et l'utilisation de l'allemand comme langue d'écriture.

Nicolas Bouchaud respecte le silence du poète sur cette douleur largement exprimée dans les poèmes de Celan. Dans *la Fugue de la mort*, par exemple. Le comédien ne dit rien de la mort des parents de son personnage dans un camp de Transnistrie, ni du fait que, parmi les membres de l'Assemblée qui le récompense, beaucoup sont d'anciens nazis. Mais il court et gesticule tandis que sa parole se déploie, tantôt fluide, tantôt à la limite de l'aphasie. Nicolas Bouchaud transpire la blessure à vif du poète, avec la justesse de l'immense acteur qu'il confirme être, une fois de plus.

» Anais Heluin

Le Méridien, mis en scène par Éric Didry. Jusqu'au 27 décembre au Théâtre du Rond-Point, www.theatredurondpoint.fr

(1) *Approches de Paul Celan*, Stéphane Mosès, Verdier, 186 p., 17 euros.

Un racisme qui se mord la queue

Il y a quarante-cinq ans, Romain Gary publiait *Chien blanc*, un livre hybride entre roman, récit autobiographique et reportage, qui montre la difficulté à penser le racisme et les relations interraciales.

En juillet dernier, nous revenions dans ces pages sur l'un des premiers grands romans « afro-américains » français, *J'irai cracher sur vos tombes*, de Boris Vian (*Politis* n° 1363). Publié sous un pseudonyme, le livre, pastiche de roman policier, décrivait les altercations entre Noirs et Blancs dans l'Amérique des années 1940.

Hasard du calendrier, 2015 célèbre également l'anniversaire de la parution d'un autre texte, *Chien Blanc*, lui aussi rédigé par un écrivain français, qui porte un regard sur la question raciale aux États-Unis. Nous sommes vingt ans plus tard, en 1970, et son auteur, Romain Gary, contrairement à Vian, vit aux États-Unis.

Installé à Los Angeles, où il fut consul entre 1956 et 1960, Gary habite alors avec son épouse, l'actrice Jean Seberg. Il fréquente Hollywood, réalise deux films pour les studios et insuffle de l'Amérique dans ses romans.

Depuis *la Promesse de l'aube*, qui débute sur la plage de Big Sur, jusqu'à *Adieu Gary Cooper*, dont le héros porte sur lui une photographie de l'acteur. Polyglotte, Gary rédigera par ailleurs six romans dans des versions française et anglaise, dont *Chien blanc*, publié en même temps en France et aux États-Unis (*White Dog*).

La question raciale, au cœur de *Chien Blanc*, avait déjà été évoquée par Romain Gary en 1946 dans son deuxième roman, *Tulipe*, qui racontait le parcours chrétien à Harlem d'un ancien déporté. L'écrivain y abordait déjà la violence des émeutes raciales et s'inspirait de la langue afro-américaine dans sa propre écriture. *Tulipe* n'était pas un roman social, mais il utilisait Harlem comme un décor pour décrire l'absurdité des idéalismes et la malléabilité des opinions. Par certaines de ses thématiques, *Chien blanc*



▲ Romain Gary et son chien en 1968.

PIERDET/INA/AFP

Chien blanc, de Romain Gary, Folio, 220 p., 6,40 euros. *White Dog* a été adapté au cinéma par Samuel Fuller en 1982. Le film est sorti en France sous le titre *Dressé pour tuer*.

s'inscrit dans sa continuité. Mais, là où *Tulipe* faisait de la dimension raciale un cadre, celle-ci est, dans ce livre-là, aux prémices du dispositif dramatique, à l'origine de chacun des questionnements du narrateur. Et ce malgré ses résistances.

En effet, *Chien blanc* est avant tout l'histoire d'un auteur narrateur qui résiste. Fatigué par ses combats passés, déçu par la fragilité des engagements politiques, Romain Gary ne veut pas s'investir dans le combat des Noirs américains : « J'avais déjà eu beaucoup de mal à me débarrasser du Vietnam, écrit-il, du Biafra, du sort des Indiens massacrés en Amazonie, des inondations au

Brésil, du sort des intellectuels soviétiques. Il fallait tout de même savoir s'arrêter. Je refuse de souffrir américain [...]. Je refuse de faire de la littérature avec les Noirs américains ». La question raciale dans le livre s'impose donc à Romain Gary à ses dépens. Et, pendant tout le récit, c'est presque à son insu qu'il est acculé à la penser.

Deux facteurs extérieurs seront alors déterminants. Il y a d'abord Jean Seberg, qui, comme l'écrit Gary, « depuis l'âge de 14 ans appartient à toutes les organisations de lutte pour l'égalité des droits ». Liée au mouvement des Black Panthers, qui agite l'Amérique et particulièrement

la Californie au moment où Gary écrit, l'actrice est également au contact d'autres organisations comme la nationaliste Us (1) et l'intégrationniste NAACP (2). Pendant tout le livre, elle reçoit des militants, débat, signe des chèques, sous le regard incrédule d'un Gary qui ne cesse de fuir, en Asie, à Paris.

Et puis il y a le chien. C'est l'ouverture du livre. Los Angeles est paralysé par des pluies torrentielles et Gary, à l'abri chez lui, attend sa chienne, Sandy, qui ne rentre pas. Il finit par l'entendre, lui ouvre la porte et invite en même temps un berger allemand « gris ». Le chien est doux, affectueux, jusqu'au jour où il attaque sauvagement un

technicien venu réparer la piscine. Le technicien est noir et le chien, prénommé Batka par le narrateur, attaque systématiquement les Afro-Américains qu'il croise sur son chemin. Inquiet, Gary l'amène dans un zoo, où un employé l'informe : c'est un « chien blanc », un animal dressé par la police du Sud des États-Unis pour s'attaquer aux Noirs. L'employé, qui devient un personnage central du roman, s'appelle Keys, et Romain Gary lui confie Batka pour qu'il le rééduque.

À travers l'évocation de ces deux intrusions dans sa vie, Romain Gary mène dans *Chien blanc* une réflexion complexe, provocatrice et novatrice sur les relations interraciales aux États-Unis.

D'un côté, le livre se construit comme un véritable reportage dans lequel Gary, écrivain, décrit avec un sens du détail exceptionnel les réunions des organisations qu'il croise, les discussions entre les militants, la violence des ghettos et les émeutes qui éclatent à Washington après l'assassinat de Martin Luther King. Beaucoup de ce qui fait l'actualité des mouvements noirs à la fin des années 1960 est soulevé par Gary : l'internationalisme de certains groupes, la revendication d'un capitalisme noir pour d'autres, le retour symbolique aux racines africaines, la rhétorique du corps noir souillé et castré, celle de la violence et de l'autodéfense. L'écrivain perçoit la concurrence entre les groupes qui rongent l'efficacité du Black Power, l'infiltration du FBI dans les mouvements, le radicalisme raciste de certains militants et le ridicule des humanistes blancs, qui, selon lui, ne s'associent au combat que pour éponger leur culpabilité d'être riches et dominants.

D'un autre côté, bien que Romain Gary s'en soit défendu, *Chien blanc* est un récit fictionnel dans lequel le narrateur considère le sort de Batka comme une clé symbolique qui pourrait permettre de résoudre les altercations raciales aux États-Unis. « Pour moi, dirait-il, rééduquer ce chien et changer sa mentalité était devenu le problème de tous les conflits entre les Noirs et les Blancs aux États-Unis, parce que, si on pouvait rééduquer ce chien, cela voulait dire que la situation n'était pas désespérée. » Là où les humanistes blancs s'épuisent à soutenir des mouvements qui les utilisent, la

cause du chien est la plus efficace. Si on obtient la preuve que l'on peut rééduquer un animal raciste, la guérison des problèmes psychiques des Noirs et des Blancs américains est à portée de main.

Chien blanc s'achève sur une note ambivalente. Le combat de Jean Seberg la mène à de nombreux écueils. Alors que la presse publie des preuves de ses relations avec les Black Panthers, elle devient la victime de femmes activistes qui la menacent et la somment de ne plus s'impliquer. Quant à la rééducation du chien, c'est un demi-échec. Entre les mains de Keys, Batka n'attaque plus les Noirs. Mais, au lieu de devenir cette bête à laquelle Gary avait demandé, avec toute l'ironie qui le caractérise, non pas « de ne plus s'attaquer aux Noirs mais de ne plus s'attaquer uniquement » à eux, Batka se transforme en une arme contre les Blancs. Keys est un militant des Black Muslims. Il a fait de l'animal un outil pour appuyer sa propre doctrine. Désorienté, le chien finira par en mourir.

Avec cet épilogue, Romain Gary renvoie dos à dos racisme blanc et mouvements du Black Power. Lui, l'homme aux identités multiples, celui qui, comme l'a souvent souligné le philosophe Paul Audi, n'a cessé d'asphyxier ses appartenances en brouillant les pistes de ses origines, ne peut tolérer la revendication raciale et le repli identitaire des militants du Black Power.

Dans son analyse informée des mouvements noirs des années 1960, la limite de Romain Gary aura alors peut-être été de ne pas avoir assez décelé, dans cette nébuleuse, l'existence d'une troisième voie entre nationalisme et universalisme. Peu réfléchi dans le livre, cette position y est pourtant présente au détour d'une citation que Gary retranscrit, prononcée par le pasteur noir Jesse Jackson : « On ne peut pas résoudre le problème de vingt millions de Noirs américains sans changer la société américaine tout entière. » Au passage, Gary souligne la logique de cette équation et semble parfois adhérer à sa teneur politique. Mais, souvent, il s'en détourne, se contentant d'une dénonciation de ceux qu'il appelle des « racistes à l'envers ».

» **Pauline Guedj**

(1) Intitulé ainsi pour opposer Us « Nous les Noirs » contre Them, « Eux les Blancs ».

(2) NAACP : National Association for the Advancement of Colored People.



LUC BARROVECHIO

Éternel retour des fantômes de l'histoire

La compagnie Troisième Génération reprend *There Is No Alternative*. Humour et politique.

Deux jeunes gens ont résolu de fuir la précarité et ce monde désenchanté.

Mais ils se heurtent peu à peu à une sorte d'impossibilité dont on ne saura jamais l'exacte nature : psychologique, physique ou morale ? Voilà, s'il fallait le résumer, l'argument de *There Is No Alternative*, de la compagnie Troisième Génération. Un thème d'une absolue et cruelle actualité dans lequel le spectateur entre par la petite porte, témoin indiscret des gestes simples qui précèdent ordinairement le voyage.

Quoi de plus banal que de faire une valise ? Mais les personnages semblent buter sur un mur invisible, arrimés peut-être à leur vie d'ici et maintenant. Sans cesse la scène se répète, de plus en plus inaboutie. Jusqu'à ce que le rêve du départ se défasse complètement. Il n'y aurait donc pas d'alternative, comme le clamait avec arrogance Margaret Thatcher en 1979 ? Nous serions condamnés à rester là où le destin nous a posés et à subir les tourments du monde ? Propos éminemment politique.

« Engagement » est le maître-mot de la petite troupe cosmopolite qui est à la fois auteur collectif et acteur de son spectacle. Engagement social, engagement amoureux, engagement des corps dans une performance essentiellement visuelle

servie par des artistes venus du mime et du théâtre de rue, comme Agnès Delachair et Mattia Maggi, qui incarnent les deux candidats au départ.

Avec le metteur en scène, Sergi Emiliano, les comédiens ont choisi de traiter le sujet sur un mode burlesque, avec une réjouissante énergie. L'ardeur voyageuse vire rapidement au désordre et au chaos. Dans une chorégraphie parfaitement maîtrisée, les personnages se croisent, se recroisent et se télescopent, violemment ou amoureusement. On joue sur les antinomies qui trahissent des injonctions contraires. « Comme je suis heureuse », dit la jeune femme en versant des larmes de désespoir. Le rêve se peuple de personnages cauchemardesques qui apparaissent en arrière-plan, des nazis à Margaret Thatcher, symbole d'un ultralibéralisme ravageur.

On ne sait plus si les fantômes appartiennent encore au passé ou déjà à l'avenir. Comme s'il était impossible de les effacer parce qu'ils sont des figures récurrentes de l'histoire. On semble nous dire que notre destin le plus intime n'échappe jamais aux tourments de l'époque. Notre libre arbitre n'est qu'illusion. Devant l'impossibilité de fuir, peut-être ne reste-t-il plus que le combat et la résistance.

» **Denis Siefert**

There Is No Alternative
du 16 au 20 décembre, du mercredi au samedi à 20 h, le dimanche à 16 h. Théâtre I3, 30, rue du Chevaleret, Paris XIII°.

« Les valeurs ouvrières ne sont

Réalisé avant les régionales, l'entretien que nous publions ici de deux sociologues, Stéphane Beaud et Michel Pialoux, avec **Christian Corouge**, ouvrier retraité de Peugeot, explique beaucoup.

Un peu plus d'une semaine après les attentats de Paris du 13 novembre, nous avons eu un premier entretien, le lundi 23 novembre, avec Christian Corouge. Il nous a parlé une quinzaine de minutes. Tout ce qu'il disait nous paraissait si original et si peu entendu que nous avons eu l'idée de proposer à Denis Sieffert un texte de lui en lieu et place d'une analyse qu'il nous avait demandée comme « sociologues ». Nous avons rappelé Christian le lendemain et avons pu discuter un peu moins d'une heure au téléphone en l'enregistrant. Précisons que Michel Pialoux connaît Christian depuis 1983 et qu'ils ont réalisé un travail sociologique au long cours, paru notamment dans un livre, *Résister à la chaîne* (1).

Tu vis depuis quarante ans dans le quartier populaire de Champvallon, à Bethoncourt [à quelques kilomètres de la grande usine Peugeot de Sochaux]. Quelle appréciation portes-tu aujourd'hui sur le contexte politico-social au niveau local ?

Christian Corouge > Ce que je vois d'abord dans mon quartier de Champvallon ? C'est que tous ceux qui ont un petit job, même en intérim, ont essayé de se tirer par tous les moyens des grands ensembles pour faire bâtir une maison. Ce qui a appauvri économiquement le quartier puisqu'il n'y a plus, ou presque, que des gens qui ne bossent plus. Il s'agit de familles nombreuses, pour beaucoup monoparentales, souvent immigrées, ou de retraités. Avec le désengagement de l'État et des communes, qui s'ajoute au fait que Peugeot a réduit drastiquement ses embauches, mêmes précaires, on voit bien que ces quartiers vont finir par être complètement démolis. Ou bien devenir une sorte de ghetto pour les familles à problèmes. Et c'est déjà un peu le cas ! Je n'arrête pas de dire depuis des lustres qu'on a besoin d'animateurs et d'éducateurs dans les quartiers. Et, comme il n'y en a plus, du coup, ce boulot est principalement assuré



d'abord par la « communauté musulmane » – qui a toujours joué, si je puis dire, dans la symbolique de la charité, puisque par ailleurs les « cathos » et les protestants ont quasiment disparu – et ensuite, depuis environ deux ans, par les évangélistes. Tout cela traduit bien le manque de structures. Mais le fond du problème est ailleurs, il tient à ce que la socialisation se faisait, pendant des années, par rapport au travail. Or, comme le travail est devenu très rare, les gens se retrouvent isolés, enfermés chez eux... Surtout, il faut redire que, dans ces quartiers difficiles, socialement dévastés, les enfants devraient, pour pouvoir s'en sortir, avoir les meilleures écoles, avec de la vraie culture, du théâtre, du cinéma... Mais on a plutôt de mauvaises écoles, avec des enseignants primo-arrivants. Et dès qu'ils ont un peu d'ancienneté, gagnant beaucoup de points en étant dans ces secteurs, ils se tirent eux aussi. Dans le temps, les profs habitaient dans ces quartiers, maintenant ils viennent des centres-villes, et ça, mine de rien, ce n'est pas un petit changement.

Hier, au téléphone, tu nous as beaucoup parlé du RSA dans le quartier...

Ah oui ! Pour moi, ça pose un problème par rapport à toutes les familles qui gagnent moins de 1 500 euros par mois. Vous avez des familles avec quatre grands enfants qui, tous, touchent le RSA et qui glandent toute la journée. Alors que, juste à côté, d'autres se lèvent le matin pour aller à l'usine et, au final, toutes ont à peu près les mêmes revenus ! Et, comme les conditions de travail sont déplorables, l'ouvrier qui ressort lessivé de ses huit heures de chaîne de montage, il voit ça d'un œil aigri, et même, souvent, ça le révolte. Mes voisins, par exemple, partent ainsi au Maroc trois fois dans l'année. Faut avoir le courage de dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Cela ne veut pas dire supprimer le RSA et les autres formes d'aide, sûrement pas. Mais, en même temps, les « gros » ont très vite compris que, même avec 470 euros par mois, on est consommateur aussi ! Je dis simplement que cela entraîne des dérives. Le RSA est vraiment une question compliquée. D'un

(1) Éd. Agone, 2011, cf. *Politis* n° 1156, du 9 juin 2011.

plus transmises »



◀ En 2016, l'usine Peugeot devrait fabriquer 300 000 voitures de plus, avec le même nombre d'ouvriers.

BOZON/AFP

côté, il ne faut pas l'enlever, mais de l'autre, c'est certain que, dans les familles au RSA, ça permet à certains de vivre mieux que celui qui bosse. Et puis il y a les petits trafics de shit pour avoir un peu plus d'argent...

Tu nous as aussi dit des choses intéressantes sur la police au niveau local...

Oui, des copains qui me racontent ce qui se passe dans la police du coin. Les flics, à force d'ennuyer les jeunes avec des contrôles d'identité ou de tout le temps devoir montrer leur présence, se font haïr par les jeunes. Et vu la période actuelle, après les attentats, avec une mobilisation 24 h/24, il y a une exaspération des flics eux-mêmes. Tout ça augmente les risques de bavure, dès lors que tous les flics sont armés et aussi épuisés, d'où, d'ailleurs, des rapports de plus en plus tendus avec les gens. Avec les jeunes, ça n'a jamais été facile, mais là, ça devient vraiment difficile. Sur le terrain, on leur demande de faire de plus en plus de trucs, pas mal d'entre eux voient bien que ce n'est pas ce qu'il faut faire, mais ils ne peuvent pas le dire.

Pourtant, Bethoncourt n'est pas comparable aux quartiers nord de Marseille...

Non, bien sûr, il n'y a rien de comparable, ni par l'architecture ni par le nombre d'habitants. Maintenant, quand on laisse des quartiers à l'abandon, où 35 % à 40 % des jeunes sont au chômage, ce n'est certes pas comme les quartiers nord de Marseille, mais on voit bien que la tension s'installe : elle est économique, elle devient communautariste, presque raciste, parce qu'il y a ceux qui ont du boulot et ceux qui n'en ont pas. Et ceux qui n'en trouveront jamais, notamment parce qu'ils ont des dossiers chez les flics très épais. Mais, le pire, c'est que tous les endroits de socialisation qui existaient avant, même un bistrot, ont pour la plupart fermé. Il n'y a même plus d'endroits où ces gamins peuvent communiquer avec d'autres personnes.

Dans le temps, les syndicats organisaient en quelque sorte le lien social. Aujourd'hui, ils semblent hors-jeu, aussi bien vis-à-vis de ces jeunes qu'auprès des retraités, notamment des vieux immigrés, avec qui les relations se relâchent...

Il y a un souci vraiment grave de transmission, par rapport aux valeurs de la classe ouvrière. Beaucoup de copains ont décidé de « faire bâtir » en quittant les grands ensembles, et cette fuite des HLM a déstructuré les associations, les clubs sportifs et même les conseils municipaux. Il n'y a pratiquement plus d'ouvriers dans les municipalités. Alors, comment aujourd'hui arriver à transmettre aux jeunes ces valeurs ? On l'a vu pendant la campagne électorale, où des jeunes d'une vingtaine d'années qui faisaient leurs courses au centre commercial nous disaient : « *Les politiques, c'est tous les mêmes !* » Or, quand on prenait vraiment du temps pour s'asseoir et discuter avec eux, on leur disait que nous aussi on avait travaillé « à la boîte » et que c'était pas facile, et surtout qu'on a les mêmes intérêts, qu'on ne veut pas se faire emmerder par les patrons ni par les organismes HLM, alors ils comprennent ce genre de langage. Mais, c'est vrai, il faudrait être en permanence avec eux. Je regrette vraiment que le mouvement syndical n'ait pas réinstallé des universités ouvrières. C'est, je crois, ce qu'il faudrait faire aujourd'hui. Parce que, dans ces quartiers où les gosses sont tous d'origine ouvrière, ils fanfaronnent souvent, mais il y a aussi des moments où ils sont demandeurs d'informations sur l'histoire ouvrière, et aussi sur le code du travail : par exemple, à quelles prestations on peut prétendre quand on a travaillé trois mois seulement. Ou comment

les boîtes d'intérim gèrent les congés payés, versent les primes de fin de mission...

Je crois en quelque chose d'essentiel : il faut retourner dans ces quartiers populaires pour avoir un contact social avec cette population que l'on n'arrive pas à toucher le long des chaînes car ils n'ont pas de contrats renouvelés. Cela me fait penser à ces travailleurs marocains qui se battent une fois à la retraite pour faire prendre en compte l'évolution de leur carrière : cela m'a fait mal, syndicalement, de savoir que des copains de la CGT n'ont pas pris en compte les problèmes de copains marocains qui travaillaient à côté d'eux pour exiger un déroulement de carrière égal au leur. Il faut retourner auprès des classes populaires, c'est le devoir du mouvement syndical. Parce qu'il y a eu aussi trop de trahisons chez certains hommes politiques, qui parfois provenaient du syndicat. Sans parler de Pierre Moscovici, qui était élu PS du pays de Montbéliard et qui a tout laissé tomber pour être ministre de l'Économie puis commissaire européen à l'Économie : ce sont des choses impardonnables politiquement, et qui sont difficiles à remonter ensuite auprès des gens. Cela ne se fait pas !

Comment vois-tu l'avenir de l'usine Peugeot ?

C'est contradictoire. Parce qu'elle compte toujours 10 000 ouvriers et que, l'année prochaine, elle va fabriquer davantage de voitures. Selon le plan 2016, elle devrait fabriquer près de 300 000 voitures de plus. En gros, la direction pousse à la rentabilité maximale. Il n'y a plus d'ateliers professionnels. Il reste des OP [*ouvriers professionnels, NDLR*] de retouche, des tôliers, des peintres, des mécanos, des électriciens. Des gens performants. Mais des professionnels d'outillage, de machines-outils, il n'y en a plus. Or, c'étaient eux qui structuraient le mouvement syndical et qui offraient la connaissance d'un métier et d'un avenir. Quand on était à la création de machines-outils, cela permettait d'avoir un œil plus rodé sur l'avenir et sur ce que préparait Peugeot. Comme, aujourd'hui, on attend le prochain robot qui va arriver, ou le prochain système de maintenance qui vient d'Allemagne, de Belgique, du Japon, des États-Unis ou du Canada, chacun est perplexé. Alors qu'avant la direction devait respecter ces professionnels parce qu'il y avait un savoir-faire. Et avec les externalisations, comme ils appellent ça, au Maroc, en Chine ou ailleurs, c'est tout un savoir-faire qui s'en est allé.

► Propos recueillis par Stéphane Beaud et Michel Pialoux, retranscription par Olivier Doubre

Cherchez la femme (à la télé)

La dernière étude publiée par le CSA sur la parité femme/homme dans les programmes fait état d'une nette sous-représentation féminine.



Pas bezef. D'un côté, ce sont 63 % d'hommes, de l'autre, seulement 37 % de femmes. Les années passent et se ressemblent : les femmes sont toujours aussi peu présentes sur le petit écran. Tel est le bilan d'une étude du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sur la parité homme/femme dans les médias, dirigée par Sylvie Pierre-Brossolette. 37 %, c'est tout juste un point de mieux par rapport à l'année précédente.

Cette étude a été réalisée en avril et mai dernier sur dix-sept chaînes (les principales, mais encore les antennes d'info en continu, des chaînes comme France Ô, Gulli ou encore D8). À l'épluche, ce sont 1 100 heures indexées (soit 1 600 programmes) dans l'information, les fictions, les magazines (talk-shows compris) et les documentaires (les publicités, les bandes-annonces et le divertissement ont été écartés). Ce qui mène à 43 000 personnes recensées, « locuteurs », c'est-à-dire prenant la parole à l'écran (26 000), et figurants (17 000).

↑ **Delphine Ernotte est présidente de France Télévisions. Un signe de parité ? Plutôt une exception.**

LEOTV/AFP

S'agissant de la représentation des femmes dans les programmes, c'est d'abord sur la fiction qu'on est tenté de s'interroger. La présence des femmes est là de 39 %, contre 37 % en 2014. Légère amélioration. À y regarder de près, on observe que les femmes ne tiennent le rôle d'héroïnes qu'à hauteur de 31 %, et demeurent au rang de personnages secondaires à 35 %. Pas de quoi s'étonner quand on regarde les programmes télé, où la figure masculine, notamment dans les séries américaines, l'emporte largement.

Dans l'information, c'est pire, puisque l'on enregistre 25 % de femmes dites « principales » (contre 31 % en 2014).

Quid des suites de cette étude ?

« Elle est très utile pour rappeler un état des lieux, précise Sylvie Pierre-Brossolette, et elle justifie les mesures imposées par la loi. » Une loi sur la parité homme/femme, promulguée en août 2014, chargeant le CSA de veiller à la juste représentation des femmes

dans les médias et à la lutte contre les stéréotypes. « Cette loi dispose que les chaînes de télé et de radio comptent quantitativement et qualitativement ce qu'elles mettent sur leurs antennes. C'est-à-dire le nombre de femmes, qu'elles soient journalistes, chroniqueuses, expertes ou invitées, tout en examinant la nature de

leurs programmes. » Un ensemble mis au point avec les chaînes, suivant un questionnaire.

Chaque année, et ce sera la première fois en janvier, les chaînes devront remettre au CSA un rap-

port qui sera rendu public sur leur bilan en matière d'exposition des femmes à l'antenne. « Un baromètre comme celui-ci, poursuit Sylvie Pierre-Brossolette, démontre que cette question ne relève pas d'un fantasme du gouvernement, du Parlement ou du CSA, et qu'il convient de faire quelque chose. Les chiffres étant établis par les chaînes elles-mêmes, ils ne pourront pas être contestés. Comme la loi nous confie le soin de mettre en

musique l'application des textes, en concertation avec les chaînes, nous sommes convenus que 2015 serait une année de rodage, de sorte que les comptes soient justes en 2016. » Il ne s'agit donc pas que les comptes soient au carré illico, mais d'avancer. En attendant, rappelle la sage du CSA, « tout propos sexiste, toute image dégradante pour les femmes peuvent être sanctionnés ». Et c'est aussi la loi qui le permet.

Si l'on reste loin de la parité, cette réalité de l'écran est au diapason de ce qu'il y a derrière l'écran. Certes, Delphine Ernotte est à la tête de France Télé, Véronique Cayla dirige Arte, et Marie-Christine Saragosse France Médias Monde (France 24, RFI et Monte Carlo Doualiya), mais c'est un trompe-l'œil. Dans chaque direction, tout en haut de l'organigramme, c'est la présence masculine qui domine largement.

À vrai dire, cette étude du CSA corrobore une enquête publiée dans *le Monde* en mars dernier, consacrée pour sa part à la place des femmes dans la presse écrite. Enquête pour le moins éclairante, passant au gril quatre quotidiens, *le Parisien*, *le Figaro*, *Libération* et *le Monde*, donc. Sur vingt numéros, on relevait 14,2 % de femmes en une. Constat quasi identique pour les pages intérieures, les titres, les sous-titres et les photographies illustrant les articles, avec une sur-représentation masculine créditée de 78,4 % des cas.

Le cas de l'illustration est intéressant : il s'agit d'ouvrir n'importe quel journal, au-delà des quatre titres étudiés. Combien de femmes ont la part belle à l'image ? Très peu. L'étude poussait jusqu'à fouiller le contenu des articles. Dans l'ensemble, sur plus de 1 800 interlocuteurs cités, la part des hommes oscillait entre 73 et 82 % selon les titres. Toujours dans les pages intérieures, on pouvait observer que les femmes ne signent que 12,5 % des chroniques et des éditos, 17 % des tribunes, tandis que 15,5 % des interviews leur sont consacrées. Édifiant !

Ces chiffres reflètent finalement les inégalités affectant tous les niveaux de la société, rappelant la persistance du fameux « plafond de verre ». En regard, doit-on rappeler que la proportion de femmes dans la population française (sources Insee), s'élève à 52 % ?

» Jean-Claude Renard

SÉBASTIEN FONTENELLE

Dilcramation

Ce 13 décembre 2015, Gilles Clavreul, délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra), publie sur Facebook un court texte d'une grande virulence, dans lequel il accuse certains des « collectifs » qui ont participé à l'organisation, deux jours plus tôt, d'un meeting « pour une politique de paix, de justice et de dignité » d'être « anti-démocratiques, racistes et antisémites ».

Invité par une journaliste (1) à préciser un peu cette accusation

Le Dilcra n'aime guère les « gauchistes » qui « jouent le jeu du communautarisme ».

infamante, il incrimine le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui, selon lui, « n'a jamais eu un mot pour les victimes de l'Hyper Cacher » assassinées par Amedy Coulibaly en janvier 2015.

Problème : cette assertion est, comme le relève immédiatement une militante antiraciste (2) qui suit l'affaire sur Twitter, fausse – et mensongère. En effet, rappelle cette militante, le CCIF a notamment publié, le 6 mars 2015, un communiqué dans lequel il exprimait en toutes lettres sa « solidarité avec les victimes de l'attentat sanglant contre Charlie Hebdo, avec celles de l'attentat antisémite contre l'Hyper Cacher et avec la policière froidement abattue porte de Montrouge ». Mais cela ne trouble nullement le Dilcra, qui, plutôt que de reconnaître qu'il a quelque peu divagué – et diffamé –, répond à son tour : « Dommage [que ce communiqué] ne soit pas sur le site du CCIF... »

Mauvaise pioche : dans la vraie vie, comme le lui signale

immédiatement son interlocutrice, le document peut effectivement être consulté en ligne sur le site du collectif. Mais, encore une fois, Gilles Clavreul, retranché dans son arrogance, refuse d'admettre qu'il erre gravement – et fait le choix d'ajouter le sarcasme à la menterie en moquant « l'orthographe » d'un responsable du CCIF qui a laissé passer une coquille dans un de ses tweets.

Pour qui sait un peu comment réfléchit le Dilcra – dont nous nous sommes déjà parlé ici même en avril dernier, rappelle-toi, pour s'esbaudir (notamment) de ce qu'il demande qu'on « cesse de confondre la question du racisme et celle des discriminations » –, cet épisode n'est pas complètement étonnant. Après tout, il a aussi très clairement déclaré, dans le quotidien *Libération*, qu'il « se refusait à employer » le mot « islamophobie ». Et qu'il n'aimait guère les « gauchistes qui », lorsqu'ils s'offusquent trop des stigmatisations antimusulmanes, « jouent sans vergogne le jeu du communautarisme ». Plus surprenant, en revanche, est le fait que le gouvernement qui l'a nommé ne réagisse pas du tout quand ce personnage lance contre des organisations antiracistes des accusations infondées et terriblement salissantes : rassure-moi, ce n'est tout de même pas parce qu'elles combattent, au quotidien, cette même islamophobie dont le délégué interministériel à la lutte contre le racisme n'a, quant à lui, toujours pas mesuré, semble-t-il, la toxicité ? <>

(1) @widadK, que l'on suivra avec profit sur Twitter.

(2) @Li_RoXaNe, que l'on suivra avec profit sur Twitter.

Grille n° 324

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1									
2		■			■				
3									
4								■	
5					■				
6			■				■		
7				■					
8		■				■			
9			■						
10									
11									

Solution de la grille n° 323

- | | |
|----------------|--------------------|
| 1. Afrikaner | I. Affairistes |
| 2. FO. Cécité | II. Fougasse. Pé |
| 3. Furoncles | III. Reg. Priam |
| 4. Agente. Up | IV. Iconolâtrie |
| 5. Iago. Poli | V. Kent. Oh. ARN |
| 6. RS. Lotier | VI. Acceptas. Sc |
| 7. Ispahan | VII. Nil. Ointe |
| 8. Sert. Stot | VIII. Éteule. Orbe |
| 9. IRA. Ère | IX. Respirateur |
| 10. Épairs. Bu | |
| 11. Semencier | |

HORIZONTAL :

1. Branche du Cèdre. 2. Lu à Nancy. Sous le tronc. 3. Bouger ses troupes pour donner de la voix. 4. Elles soulent à la campagne. 5. Épaissir. Un vrai Charlot celui-là. 6. À la mode, il y a longtemps. À gauche pour les bourrins. Éclats de rire. 7. Elle veut faire valser Bachar. Fis des trous, des p'tits trous. 8. À tiroirs au château. Fin du présent. 9. Adresse web. Écoutait de belles paroles. 10. Il a toujours des bons tuyaux. 11. Friandises pour un panaché.

VERTICAL :

I. Le côté obscur de la farce. II. Pour eux, l'attente c'est la tonte. Vrai, c'est pas un loser. III. Toujours en noir et blanc en Afrique. Une grecque ravie à l'oreille. Marine. IV. Ce berger a une belle robe. Empereurs du Mali. V. Mesure prise par Mao. Vaccinée. VI. Ferai la route. Chibre rabelaisien. VII. Très polie. Rôti. VIII. Bouche un coin. Tissu à gros grains. IX. Pharmaciens tout à fait naturels.

Portrait d'une jeunesse palestinienne en exil



UN DVD SÉLECTIONNÉ PAR LA RÉDACTION OFFERT AUX NOUVEAUX ABONNÉS

Politis

Consultez nos offres page 51 et sur boutique.politis.fr

POURQUOI ADHÉRER À POUR POLITIS ?

Notre association, qui regroupe lecteurs et membres de l'équipe de *Politis*, en constitue l'actionnaire majoritaire. Adhérer à Pour Politis, c'est donc vouloir garantir l'indépendance du journal, mais pas seulement. C'est aussi lui permettre de poursuivre son développement.

En effet, nos adhérent(e)s sont présent(e)s dans les manifestations politiques et sociales comme dans les grandes mobilisations citoyennes pour faire connaître *Politis*, trouver de nouveaux lecteurs et susciter des abonnements.

Et l'aide financière que l'association peut apporter à *Politis* contribue à la réalisation de reportages et permet à ses journalistes de participer à des débats en régions.

Rejoindre nos 550 adhérent(e)s réparti(e)s dans toute la France, c'est accroître nos forces militantes et nos capacités financières. Ce seront autant de moyens supplémentaires qui serviront à *Politis* pour s'affirmer dans la bataille des idées, ce qui, dans la période actuelle, relève d'une impérieuse nécessité.

› Jean Claude Blondeau, président de Pour Politis.

ADHÉSION À L'ASSOCIATION POUR POLITIS

Je souhaite (re)adhérer et soutenir
l'association des lecteurs de *Politis*

15 €
pour 2016

Mme M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Courriel (1) :

Je souhaite m'impliquer dans la promotion de *Politis* dans ma région (salons, débats, rencontres). Téléphone :

Adhésion 2016 15 €

Adhésion de soutien €

Toute aide est la bienvenue, adhésion de soutien à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de Pour Politis, à renvoyer accompagné de ce bulletin à :
Pour Politis, 2 impasse Delaunay 75011 Paris

Nous écrire : association@politis.fr

(1) Pour des raisons d'économie, nous n'éditions pas de « carte d'adhérent ». Le prélèvement de votre cotisation fait foi.

Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre adhésion sur simple demande (voir nos coordonnées ci-dessus).

Ces informations resteront confidentielles et n'auront d'autre usage que les besoins de l'association

Depuis des années, beaucoup de choses ont été tentées pour

enrayer la montée du Front national. On peut penser que la méthode la plus efficace consisterait à faire, enfin, une politique qui s'occupe davantage de résoudre les problèmes rencontrés par les populations les plus modestes de notre pays plutôt que de s'intéresser en priorité aux banques et aux grandes entreprises. Mais il semble que cela soit impossible à obtenir de la part de notre gouvernement prétendument de gauche et, bien entendu, ce serait encore pire avec la droite de Sarkozy ou de Fillon.

Alors, que faire, que tenter ? Pourquoi ne pas dire tout simplement leurs vérités aux électeurs du Front national ? En effet, si le fait de « taper » sur les dirigeants du FN est pratiqué sans problème de conscience par la classe politique et de nombreux médias, et c'est heureux, il semble admis que dire leurs vérités aux électeurs de ce parti soit politiquement incorrect ou contre-productif. On préfère donc leur reconnaître des excuses et, manifestement, cela ne fait qu'augmenter le score du FN à chaque élection. Il serait donc peut-être temps de dire leur fait à ces électeurs : au minimum ils se conduisent comme des imbéciles, et, le plus souvent, ce sont vraiment des imbéciles.

Des imbéciles car ces gens, jeunes ou modestes, jeunes et modestes, se tirent une balle dans le pied en votant pour Marine Le Pen et sa clique. Concernant leur sécurité, voter FN, c'est voter Daech, c'est voter pour un clivage de plus en plus important au sein de la population de notre pays, clivage qui se traduira inéluctablement par des attentats de plus en plus nombreux. Concernant leurs problèmes économiques, c'est choisir la pire des solutions, le repli sur soi qui entraînera encore plus de chômage et de misère. Ce sont des imbéciles car ils ne se rendent pas compte qu'ils

ont à leur disposition un moyen d'obtenir enfin ce qu'ils souhaitent : venir renforcer les rangs de la gauche véritable, celle pour qui la résolution des problèmes des classes populaires de notre pays est plus importante que les profits des banques ou les dividendes des actionnaires.

› Jean-Jacques Corrio

Oui, bien sûr, la photo des chaus- sures place de la République!

Quelle magnifique idée de communication pour symboliser l'annulation de la marche pour la COP 21 du dimanche 29 novembre et le « génie » des associations pour transgresser cette interdiction... sauf qu'Avaaaz n'est pas une association, mais un site de pétitions qui pose question.

Cette organisation américaine a été fondée par des gens proches de ceux (sinon rémunérés par eux) dont parle Patrick Piro dans son article « Une COP 21 incantatoire ». Je cite : « *La Breakthrough Energy Coalition de Bill Gates, milliardocratie d'une trentaine d'énormes fortunes (Bezos, Zuckerberg, Branson, Soros, Tata, Niel...), qui veut ouvrir son portefeuille pour, écrit le fondateur, "créer le miracle énergétique dont le monde a besoin", autre manière d'incantation.* » Fin de citation.

Outre l'origine des fondateurs du site, Avaaaz ramasse toutes les pétitions existantes pour les publier sur son site, parfois en les déformant (voir la plainte de Kokopelli), toujours en les récupérant pour se valoriser, et à chaque fois pour demander des dons qu'aucun organisme ne peut visiblement contrôler. Sans oublier que tous les signataires sont nommés « adhérents »... À quoi ? En vérité, on ne sait pas, ou plutôt si : probablement pour accomplir le projet de « créer le miracle énergétique » dont on peut subodorer les buts

Politis
2, impasse Delaunay
75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
Fax : 01 43 48 04 00
www.politis.fr
redaction@politis.fr
Fondateur Bernard Langlois

Politis est édité par Politis,
société par actions simplifiée
au capital de 941 000 €.

Président, directeur
de la publication
et de la rédaction
Denis Sieffert
Directeur délégué
Laurent Laborie
Rédacteur en chef
Christophe Kantcheff
Rédacteurs en chef adjoints
Thierry Brun, Michel Soudais
Première rédactrice graphiste
Pascale Bonnardel

Impression
Rivet Presse Édition BP
1977, 87022 Limoges
Cedex 9 - Imprimé sur papier
certifié PEFC



Conseil Distribution-Diffusion
K.D.
Tél. : 01 42 46 02 20
www.kdpresse.com
Un site de Presstalis
indique également
où trouver *Politis*
www.trouverlapresse.com
Numéro de commission
paritaire : 017C88695,
ISSN : 1290-5550

Abonnements
Politis -
Service Abonnement
12, rue du Cap-Vert
21800 Quetigny
Tél. : 03 80 48 95 36
Fax : 03 80 48 10 34
Courriel :
abonnement@politis.fr

TOUT POLITIS

VOTRE HEBDO, PARTOUT, TOUT LE TEMPS

poursuivis, vu l'identité des fondateurs de la Breakthrough Energy Coalition.

À quand une grande réflexion, et peut-être une alerte, sur l'utilisation d'Internet par un certain nombre de sites dont les perspectives ne me semblent pas aller vers plus de démocratie mais plutôt vers un détournement des aspirations militantes ? Aspirations qui, entre autres, se sont manifestées le 29 novembre dans le monde entier, y compris à Paris, par cette chaîne humaine qui fut un succès, bien que préparée dans l'urgence. Il y avait là des photos très intéressantes à faire !

» Marie-Yvonne Oizan-Chapon

Notre choix de la photo des chaussures place de la République était motivé par le beau symbole des manifestants empêchés qu'elle représente, et non pour mettre en avant Avaaz, que la légende présente comme un « site cybermilitant » et non une association.

Plus que jamais scandaleux, le vacarme sur l'« explosion du vote FN » au premier tour des régionales.

Qu'en est-il ? La famille Le Pen obtient au plan national environ 6 millions de votes. Soit 13,6 % des inscrits. Rappelons qu'en 2002 Le Pen père avait obtenu au second tour de la présidentielle 5,5 millions de votes, soit 13,97 % des inscrits. Stabilité, car on peut considérer que le FN a fait le plein de son potentiel, vu l'écho national et même international qui a été donné à ce scrutin. Le vacarme médiatisé sert à masquer l'affaiblissement du vote des partis dits « de gouvernement ». Dont le score se rapproche de celui du FN. Le PS a largement écœuré son électeur. Et une partie de l'électorat LR est allée gonfler le vote FN. [...]

Quant à la propagation des idées du FN, plusieurs personnalités des deux partis de gouvernement s'en sont chargées avec plus de moyens et de force que le FN lui-même. Les effets nécessitent, pour être évalués valablement, de sérieuses études d'évolution des opinions, études dont les politologues de cour ne se soucient pas. Quel déballage de bêtises ! Les échos qui viennent de la presse étrangère sont désolants, mais ce n'est pas leur faute !

» Michel Bordaz

Je soutiens, je m'abonne

Privilégiez le prélèvement automatique !

- souple,
- pratique,
- économique...

1 DVD offert aux nouveaux abonnés (en prélèvement automatique)

Les Chebabs de Yarmouk, un film d'Axel Salvatori-Sinz

Portrait d'une jeunesse palestinienne en exil. Prix du Premier film du festival Jean Rouch. Le choix de la rédaction de Politis.



Bulletin d'abonnement à retourner à :

POLITIS Service Abonnement - I2, rue du Cap-Vert 21800 Quetigny • 03 80 48 95 36 • abonnement@politis.fr

Mes coordonnées

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Ville : _____
Code postal : _____ Tél. : _____
Courriel : _____

Abonnez-vous à la newsletter gratuite (hebdo) de Politis, www.Politis.fr

J'abonne un ami

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Ville : _____
Code postal : _____ Tél. : _____
Courriel : _____

Choisissez votre abonnement

TOUT POLITIS+* Abonnement par prélèvement automatique à durée libre à

46 n°s + 2 hors-séries (Remplir l'autorisation de prélèvement figurant ci-dessous et joindre un RIB)

OFFERTS : Web fixe et mobile illimité + version du journal en PDF + accès aux archives (32 000 articles) + 1 DVD de votre choix + 1 sac Politis

TOUT POLITIS : 46 n°s + 2 hors-séries 109 € 163 € au n°

OFFERTS : Web fixe et mobile illimité + version du journal en PDF + accès aux archives (32 000 articles)

TOUT POLITIS DÉCOUVERTE : 23 n°s + 1 hors-série 59 € 82 € au n°

OFFERTS : Web fixe et mobile illimité + version du journal en PDF + accès aux archives (32 000 articles)

Pour les autres offres (solidaire, administrations/entreprises, réabonnement...), nous contacter : abonnement@politis.fr

Choisissez votre mode de règlement

CHÈQUE BANCAIRE ESPÈCES

CARTE BANCAIRE N° _____ Expire le _____ Les 3 derniers chiffres au dos de la carte _____

Signature (obligatoire) :

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA J'autorise Politis à envoyer des instructions à ma banque pour débiter mon compte, conformément aux instructions de Politis. Je bénéficie du droit d'être remboursé par ma banque selon les conditions décrites dans la convention que j'ai passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de mon compte pour un prélèvement autorisé. N° ICS : FR53ZZ521498

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire : _____

BIC - Code international d'identification de votre banque : _____

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM) - Sera rempli par Politis :

Paiement répétitif

Fait à : _____ Date : _____ Signature (obligatoire) :

Important ! joindre un relevé d'identité bancaire

* Offre à durée limitée réservée aux nouveaux abonnés. Valable pour la France métropolitaine et renouvelée par tacite reconduction. Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

Dans la limite des stocks disponibles. Vous pouvez interrompre votre abonnement à tout moment sur simple demande. Les prix sont garantis pour la 1^{re} année. Certaines banques débitent des frais de mise en route lors du premier prélèvement.

Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient communiquées à des sociétés partenaires, cochez ici

Conformément à la loi informatique et libertés n° 78.17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Abonnez-vous en ligne sur www.politis.fr

Retrouvez-nous également sur les réseaux sociaux



TJPL

Politis,
stop ou encore ?

**Pour défendre
et garantir
notre indépendance,
soutenez **Politis** !**

